



Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

■ Mélodrame
pour un feuilleton
■ La mue
de France-Culture



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16400 - 7,50 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les surprises du budget pour 1998

- Les « niches fiscales » de la loi Pons sont réduites
- L'essence et le gazole augmenteront de près de 10 centimes à la pompe
- Diminution des taxes sur les carburants non polluants
- Le RPR veut saisir le Conseil constitutionnel sur la fiscalité des emplois à domicile

L'ASSEMBLÉE nationale a achevé, samedi 18 octobre, l'examen de la première partie - les recettes - du projet de budget pour 1998. Le vote interviendra, mardi, avant l'examen de la deuxième partie consacrée aux dépenses, ministère par ministère. L'ensemble du projet sera ensuite transmis au Sénat.

En l'état actuel du débat parlementaire, le déficit budgétaire s'élève à 257,368 milliards de francs, soit une baisse de 501 millions par rapport au chiffre qui figurait dans le projet initial du gouvernement.

Les députés ont décidé d'augmenter plusieurs « recettes de poche » de l'Etat, notamment le prix des passeports, des cartes d'identité et des permis de conduire. Tous les carburants routiers traditionnels (super, super sans plomb, gazole) augmenteront de 8 centimes par litre le 11 janvier prochain, soit une hausse moyenne de 9,6 centimes à la pompe. En revanche, les carburants non polluants (GPL et Gaz naturel) bénéficieront d'une diminution des taxes. La TVA sur le gazole utilisé par les



entreprises ne pourra plus être récupérée par les sociétés.

Les députés de la majorité se sont efforcés de limiter les niches fiscales de la loi Pons sur les investissements dans les DOM-TOM. Ils ont

ainsi supprimé la possibilité pour les investisseurs d'imputer leurs déficits industriels et commerciaux sur leur revenu global imposable. L'Assemblée nationale a aussi réduit de 50 % le plafond de la réduc-

tion d'impôts consentie pour l'emploi d'un salarié à domicile. Le RPR envisage de saisir le Conseil constitutionnel sur cette disposition.

Lire page 5

Un chef-d'œuvre de musée

LE MUSÉE Guggenheim de Bilbao, inauguré samedi 18 octobre par le roi d'Espagne, est un bâtiment immense, 24 000 mètres carrés, sorte de cargo de plus de 200 mètres de long, au cœur de la ville.

Ce chef-d'œuvre de l'architecture contemporaine, qui a nécessité quatre années de travaux, a été construit par l'Américain Frank Gehry, qui, à soixante-sept ans, vient de réaliser sa création la plus éblouissante.

Lire page 24

Londres et la monnaie unique

Etre ou ne pas être dans l'euro, telle est la question à laquelle le gouvernement Blair devrait donner une réponse d'ici quelques semaines.

p. 2

Procès Papon

Olivier Guichard, qui témoignait après Raymond Barre, a contesté le « mythe gaulliste » de l'existence de Vichy.

p. 8

M. Balladur dans la bataille régionale

L'ancien premier ministre accepte de mener la campagne électorale pour la droite dans la région Ile-de-France.

p. 6

Brazzaville dévastée

Notre envoyé spécial décrit la capitale du Congo livrée aux pillages, tandis que le vainqueur de la guerre, Denis Sassou Nguesso, depuis son fief du nord du pays, appelle à la « réconciliation ».

p. 4

Il y a vingt ans, la bande à Baader

L'Allemagne n'a pas oublié l'enlèvement puis la mort d'Hanns-Martin Schleyer par la Fraction armée rouge, ni la fin de la bande à Baader.

p. 12

Au « Grand Jury »

Nicolas Sarkozy sera l'invité du « Grand Jury RTL - Le Monde - LCI », dimanche 19 octobre à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 8 F; Autriche, 25 S; Belgique, 40 F; Canada, 2,25 \$ CAD; Chine, 200 F CFA; Danemark, 16 DKK; Espagne, 200 PTA; Grèce, 200 Dr; Irlande, 200 F; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Norvège, 100 Kr; Pays-Bas, 100 f; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 8 F; Suède, 100 Kr; Suisse, 1 F; Taiwan, 200 NTS; Thaïlande, 20 Baht; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,20 \$.

M 0146 - 1019 - 7,50 F



La vaccination des renards par hélicoptère a permis de vaincre la rage

LA FRANCE est-elle, enfin, indemne de la rage ? Le dernier cas de cette maladie virale, mortelle et mythique, date - officiellement - d'un an déjà. Le 18 octobre 1996, cette maladie était diagnostiquée sur un renard abattu à Maubert-Fontaine (Ardennes). « Depuis la réapparition de la maladie en France en 1968, c'est la première fois aujourd'hui qu'aucun cas de rage n'est signalé chez un mammifère terrestre pendant une année entière par les laboratoires qui sont en charge du diagnostic de cette maladie », annonce, non sans une certaine satisfaction, le Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (Cneva). Pour ce dernier, le résultat est d'autant plus positif que ces laboratoires reçoivent en moyenne cinq cents prélèvements suspects par mois.

Les statistiques ont établi que la rage a été diagnostiquée en France sur quarante mille animaux sauvages depuis un quart de siècle. Il s'agissait de renards dans 80 % des cas. Au cours de la même période, la maladie a également été mise en évidence sur dix mille animaux domestiques, chats, chiens, bovins

et chevaux. Tout laisse penser qu'un nombre beaucoup plus élevé d'animaux rabiques sont morts, dans cette période, sans que le diagnostic officiel ait pu être établi. Pour autant, aucun cas de rage humaine autochtone n'a été recensé au cours de ces années.

Le bilan actuel est d'autant plus remarquable que l'on vivait encore dans la crainte d'un retour de la maladie. On assistait à la progression, apparemment constante et irrégulière, du virus de la rage de l'est vers l'ouest de la France.

C'est ainsi qu'au début de l'année 1990 la maladie avait franchi la Loire pour la première fois depuis sa réapparition en France en 1968. Un cas de rage touchant le renard avait été diagnostiqué dans le département du Cher. L'épidémie semblait gagner du terrain, et des campagnes de vaccination des renards étaient mises en œuvre, notamment dans le nord et l'est de la France.

Une rigoureuse surveillance épidémiologique associée, depuis dix ans, à des campagnes répétées de vaccination des renards

conduites par hélicoptère, au printemps et à l'automne, explique cette disparition du virus rabique. Les spécialistes du Cneva demandent toutefois que la vigilance demeure. Selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé, un pays ne peut être considéré comme indemne de rage que lorsque cette maladie n'a pas été diagnostiquée durant deux années consécutives. La menace reste par ailleurs bel et bien réelle tant que la rage continuera à sévir le long des frontières, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. La vaccination par hélicoptère demeure donc indispensable.

Il faut aussi malheureusement compter avec les chauves-souris, qui peuvent véhiculer des virus très voisins de celui de la rage. L'un de ces mammifères volants affectés, ces dernières années, a été identifié sur les côtes anglaises. Le 14 mars, un autre était intercepté à Champigneulle (Meurthe-et-Moselle).

Jean-Yves Nau

Lire page 16

Wall Street, le jour le plus bas

LE 19 OCTOBRE 1987, la Bourse de New York perdait plus de 22 %, déclenchant une panique des investisseurs. Certains y voyaient le début du déclin des Etats-Unis. La catastrophe a été évitée le lendemain. En quelques jours, le calme revenait. C'est le marché des changes, avec une chute du dollar, qui a été le plus touché. Les conséquences économiques furent mineures. Mais le krach a marqué la fin des « années folles », des golden boys et des junk bonds. Aujourd'hui, le taux de chômage est inférieur à 5 %, l'Amérique affiche sa suprématie économique, et jamais autant d'Américains n'ont placé leurs économies à Wall Street.

Lire page 14

Histoire intime de la communauté juive au Maroc.

ROBERT ASSARAF
Mohammed V et les Juifs du Maroc à l'époque de Vichy



PLON

L'Asie à la recherche d'un modèle

LE « MIRACLE asiatique » n'était-il qu'un mirage ? La crise monétaire et financière actuelle en Asie du Sud-Est démontre que les habituelles explications fourrout relatives à un « modèle » fondé sur de prétendues « valeurs asiatiques » ne font qu'obscurcir le débat. Le pessimisme n'est pas mieux justifié que l'optimisme excessif dont on faisait preuve jusqu'à présent.

L'enrichissement de la région en une seule génération est, il est vrai, sans précédent historique. Un taux de croissance en moyenne annuelle de 9,2 % de 1987 à 1996, selon la Banque mondiale. En trente ans (1965-1995), le revenu moyen par tête a plus que triplé à Hongkong, quadruplé en Thaïlande et en Malaisie, et presque décuplé à Singapour.

En dépit des difficultés actuelles et du ralentissement de la croissance japonaise, la région devrait demeurer la plus dynamique de la planète, avec un taux de croissance de 7,6 % dans les dix années à venir. Les « tigres asiatiques », comme on dit, peuvent encore rugir.

Il n'y a jamais eu, cependant, ni « miracle » ni « modèle » asiatique, mais une formidable mobili-

satinn d'énergies. Si les sociétés d'extrême Asie ont une spécificité, c'est que les fondements socio-économiques du développement n'ont pas été le facteur exclusif de la croissance et du décollage de la région. Si spécificité il y a, c'est bien une efficacité qui est d'abord le fruit de la flexibilité et du pragmatisme, alors que tout modèle suppose des armes au service d'un objectif à réaliser.

Si les infrastructures matérielles sont récentes, d'autres priment de l'héritage culturel : éducation, valeurs éthiques, bureaucratie. Ces dernières permettent à des nations, surtout en Asie du Nord-Est, de maintenir une relative stabilité sociale en dépit de la rapidité de leur développement économique.

On se berce, par exemple, de la fausse idée que le Japon a « rattrapé » l'Occident depuis 1945. Le décollage de ce pays, qui a coulé en 1905 la flotte russe, alors la plus puissante du monde, remonte à la fin du XIX^e siècle.

Francis Deron,
Jean-Claude Pomonti
et Philippe Pons

Lire la suite page 13

Un été baroque



VIVIENNE WESTWOOD

La Britannique Vivienne Westwood prépare une ligne de vêtements qu'on trouvera dans les magasins, en 1998, sous le nom d'Angelmania. En attendant elle a fait défiler, vendredi 17 octobre, une collection de prêt-à-porter printemps-été - inspirée d'un XVIII^e siècle provocant et précieux -, qui, mariant baroque et Ecosse, est une de ses meilleures productions depuis les années punk.

Lire page 23

| | | | |
|---------------|----|------------------|----|
| International | 2 | Placements | 17 |
| France | 5 | Asipen/Ind | 28 |
| Société | 7 | Jess | 31 |
| Hortons | 10 | Météo | 33 |
| Entreprises | 14 | Culture | 34 |
| Canal | 16 | Globe | 36 |
| Abonnements | 17 | Radio-Télévision | 37 |

MONNAIE UNIQUE A en croire les informations publiées samedi 18 octobre par les quotidiens *Times* et *Financial Times*, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, serait sur le point d'annoncer que

la Grande-Bretagne n'adopterait pas la monnaie unique avant les prochaines élections générales, prévues en 2002. Une annonce officielle pourrait intervenir dans les prochaines semaines. ● LONDRES n'a



aucune objection de principe à participer à la troisième phase de l'UEM, mais n'entend pas le faire tant que le pays vit sur un rythme de croissance trop différent de celui du reste de l'Union. ● C'EST L'UNE DES

RAISONS DE FOND avancées en Grande-Bretagne par les adversaires de l'euro. Mais dans le débat en cours, les partisans d'une participation britannique rapide à l'UEM ne manquent pas d'arguments.

Entre l'euro et la livre, la Grande-Bretagne balance

Le gouvernement britannique pourrait annoncer dans les prochaines semaines qu'il est partisan de rejoindre l'euro, mais pas avant le début du XXI^e siècle. Pendant ce temps, experts, banquiers et épargnants débattent

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Il est urgent d'attendre. A en croire la presse britannique, Tony Blair devrait annoncer à ses partenaires européens avant la fin de l'année que, si la Grande-Bretagne ne se retrouve pas sur la ligne de départ de l'euro le 1^{er} janvier 1999, une adhésion ultérieure reste possible. Mais seulement après un référendum ou une élection générale, qui pourrait avoir lieu en 2001-2002.

Difficile, aujourd'hui, pour le premier ministre, d'imposer une adhésion à une opinion publique toujours aussi hostile, comme l'atteste un récent sondage selon lequel 67 % des Britanniques sont opposés à la monnaie unique, contre seulement 15 % qui y sont favorables. Difficile, alors que la presse populaire a déclaré la guerre à l'Union économique et monétaire (UEM). Difficile, encore, de risquer de mettre en péril l'unité de son cabinet, dont les divisions sur cette question ont été astucieusement occultées jusqu'à présent. D'autant que rien ne presse, puisque le Royaume-Uni a négocié dans le traité de Maastricht une clause d'exemption monétaire qui lui permet, s'il le souhaite, de ne pas participer à l'aventure.

DOUBLE LANGAGE

D'où le double langage entendu ces dernières semaines. D'un côté, celui de l'ouverture, avec le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, que l'on dit mieux disposé à l'égard de l'UEM que l'homme du 10 Downing Street. Il entend rassurer les autres membres de l'Union européenne à l'approche de la présidence britannique, au 1^{er} janvier 1998. Par ailleurs, le grand argen-



PANINO

tier a mis à l'étude les effets d'une éventuelle participation britannique sur l'investissement, sur le secteur financier, sur le décalage du cycle économique par rapport au Vieux Continent, sur la flexibilité de l'emploi et sur la croissance, cinq critères qui doivent guider la décision finale. A l'inverse, Tony Blair, en fin politique, doit tenir compte de l'opinion publique et freiner.

Il n'empêche : l'approche de l'échéance, conjuguée à l'important retard pris dans la préparation des banques et la décapitation de la politique européenne de la nouvelle équipe travailliste ont intensifié le débat dans la City sur les avantages et les inconvénients de l'euro.

Pour ses partisans, la naissance de l'euro est inévitable ; l'attitude des changes fixes avec un partenaire commercial captant

désormais 60 % des exportations apparaît dès lors irrésistible. Si Londres choisit de rester en dehors, il ne pourra pas s'engager au Conseil de la future Banque centrale européenne. Isolé, le gouvernement de Sa Majesté n'aura rien à dire dans la gestion de la politique monétaire communautaire et son influence sur d'autres dossiers, notamment diplomatiques, s'en ressentira. La monnaie unique marque aussi l'aboutissement du marché unique dont la Grande-Bretagne a su tirer grand profit depuis sa création, à la mi-1985.

Ensuite, première place financière et boursière européenne, la City prend au sérieux la menace de transfert à Francfort du marché des obligations pour la dette des pays membres de l'euro. Sur le marché des changes, premier au monde, les pertes provoquées par la fusion du sterling et d'autres monnaies

des quinze dans l'UEM seront largement compensées par le volume supplémentaire des transactions euros-dollars et euros-yens. Troisièmement, le public, semble-t-il, ne redoute pas un affaiblissement, au profit d'un institut d'émission européen, de la Banque d'Angleterre, institution qu'il n'admire plus guère en raison de la série de scandales bancaires qui n'ont cessé de défrayer la chronique. Lié aux soubresauts de l'Empire, constamment dévalué depuis 1945, le « good old sterling », qui a perdu les deux tiers de sa valeur depuis l'adhésion au Marché commun, est pour beaucoup un symbole de déclin plutôt qu'une illustration de puissance. A l'inverse du mark pour les Allemands.

Au cas où l'euro se révèle un succès, la Grande-Bretagne, malgré son marché du travail déréglé, ne paraîtra plus aussi agaçante aux yeux des investisseurs étrangers : c'est ce qu'indique David Marsh, directeur de la banque d'affaires Flemings. Etre « out », c'est prendre le risque d'un tarissement des investissements venus de l'extérieur. Or cela compte dans un pays où les entreprises japonaises, américaines ou allemandes sont en grande partie à l'origine de la création d'emplois industriels, en particulier dans l'automobile et l'informatique.

Dernier argument favorable à l'euro, invoqué par Michael Hughes, économiste en chef auprès de la banque BZW, la baisse attendue des taux d'intérêt en cas d'entrée ne peut avoir que des conséquences positives dans une nation de petits propriétaires où le taux du prêt immobilier est toujours variable. Depuis 1992, date de la sortie de la livre du système monétaire européen, le loyer de l'argent

britannique est resté constamment supérieur à celui de l'Allemagne.

« A la première secousse, l'euro risque de sauter. Les mécanismes d'ajustement [nationaux] ne seront plus disponibles », assure toutefois un directeur londonien d'une grande banque américaine, balayant d'un revers de la main tous les arguments des partisans du camp pro-euro. Au premier rang

terrogation, l'avenir de la flexibilité du marché du travail, à l'origine de la santé économique insolente affichée actuellement par le pays. Certains craignent qu'un futur Conseil européen chargé de coordonner la politique économique de la zone euro ne cherche à imposer à la Grande-Bretagne une nouvelle réglementation de ses relations sociales.

Deux tiers des Britanniques demeurent hostiles

Deux Britanniques sur trois demeurent opposés à une participation de leur pays à l'euro. C'est ce qui ressort d'une étude, publiée vendredi 17 octobre par la banque Salomon Brothers à Londres, qui souligne que la moitié des électeurs du Labour voteraient « non » si un référendum, tel qu'il a été promis par Tony Blair, se tenait aujourd'hui. Les électeurs du Parti conservateur sont 71 % à se prononcer négativement. Dans toutes les classes d'âge, le camp du « non » l'emporte sur celui du « oui », même si les 16-24 ans sont plutôt moins hostiles que les personnes âgées. Le refus de la monnaie unique est moins fort chez les revenus les plus élevés que chez les revenus les plus modestes. Sachant que le gouvernement de Tony Blair ne peut prendre le risque de perdre un référendum sur ce sujet, on devrait donc s'attendre à un délai assez long avant toute décision britannique de rejoindre l'euro.

des préoccupations des opposants : le déphasage du cycle économique sur celui du reste de l'euro. Ainsi, actuellement, l'économie anglaise connaît une croissance forte, proche de la surchauffe, un taux de chômage en chute régulière et une légère reprise de l'inflation, bref une situation aux antipodes de celle de la France. A écouter notre interlocuteur, par ailleurs, quand il n'existe plus de politique monétaire indépendante, le seul outil disponible est l'arme budgétaire. Or cet instrument fonctionne plutôt mal outre-Manche, en raison, notamment, de la désorganisation des services des impôts. Autre in-

Ne faudrait-il pas conserver la monnaie nationale, qui laisse la Grande-Bretagne libre de pratiquer l'un de ses sports favoris, la dévaluation compétitive ? s'interroge un gestionnaire de patrimoine. Le fait de ne plus pouvoir en user élimine à ses yeux un mécanisme de réajustement très précieux permettant d'absorber les chocs structurels. A l'instar de la découverte du pétrole de la mer du Nord, au début des années 70, de la révolution du tertiaire lors de la dernière récession ou de la mondialisation aujourd'hui.

L'AVENIR DE LA CITY

Dernier point anti-euro : l'avenir de la City en cas de survie du sterling. Les banques allemandes, néerlandaises ou françaises qui ont racheté à grand frais des charges britanniques ne tiennent pas à voir leurs placements dévalorisés par l'affaiblissement de Londres, affirmant les détracteurs. Grâce aux télécommunications et à l'électronique, le lieu du négoce boursier n'a guère d'importance tant que les fuseaux horaires restent avantageux. L'envolée des coûts, en particulier les salaires et l'équipement informatique, devrait freiner les velléités de déménagement à Francfort ou à Paris. Euro ou pas, Londres reste la place la plus libre, la plus souple, la moins réglementée de l'Union européenne, où les règles du jeu ne changent pas aussi souvent qu'ailleurs.

To be or not to be... Le choix de Tony Blair à propos de la monnaie unique a des récents shakespeariens. Dans l'Union économique et monétaire, l'Angleterre doit à la fois jouer un rôle à sa mesure, tout en évitant de défaire l'Union économique et monétaire... et de se défaire elle-même.

Lucas Delattre

Marc Roche

Les intérêts respectifs du Royaume-Uni et de l'Europe continentale

LA PARTICIPATION de la Grande-Bretagne à l'euro doit avoir lieu « le plus vite possible », selon Yves-Thibault de Silguy, qui s'exprimait vendredi 17 octobre dans un entretien à la BBC. Et le commissaire européen aux affaires monétaires d'ajouter : « Ce serait bon pour l'Europe, pour tous les Etats membres. » Vu du continent, le scénario d'une entrée assez rapide de la livre britannique dans la monnaie unique est généralement bien perçu, au nom de la nécessaire cohésion européenne mais aussi de la puissance renforcée d'un euro qui s'appuierait sur la force de l'économie britannique et de son marché financier. D'après les calculs de la Commission européenne, la participation de la Grande-Bretagne à l'euro permettrait d'augmenter d'un demi-point le PIB (produit intérieur brut) européen.

Officiellement, Paris souhaite que le plus grand nombre possible de pays soient en mesure de participer à l'aventure. Quelle que soit l'issue du débat britannique (ou italien), Paris a tout intérêt à réaliser un objectif stratégique qui est le sien depuis de nombreuses années : éviter de se fonder dans une « zone mark » exclusivement dominée par l'Allemagne et dans laquelle la

marge d'autonomie monétaire de la France, déjà limitée, serait cette fois définitivement gommée.

Vue d'Allemagne, une participation britannique à la monnaie unique est souhaitable pour des raisons tout à fait analogues. En rapprochant la Grande-Bretagne des circuits de décision européens, une participation de la livre à l'euro permettrait à l'Union d'être moins exclusivement dominée par un axe franco-allemand dont beaucoup redoutent, outre-Rhin, qu'il finisse par dégrader l'entente prioritaire d'une bonne relation avec les Etats-Unis.

Une bonne partie des élites allemandes se sentent plus proches des conceptions libérales britanniques que d'une vision française du monde : séduits par l'Europe du libre-échange, beaucoup d'Allemands sont peu attirés par l'idée d'une « europuissance » développée par la France, surtout quand ce concept est supposé s'appliquer à la monnaie afin d'être mis au service de la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Gerhard Schröder, un des deux candidats du SPD à la chancellerie, ne verrait pas d'un mauvais œil la constitution d'un « triangle germano-anglo-français » pour remplacer « l'axe franco-

allemand », comme il le soulignait dans un récent entretien au *Monde* (nos éditions du 1^{er} octobre).

L'Europe continentale a tout intérêt à voir entrer la livre dans la monnaie unique, ne serait-ce que parce que celle-ci permettrait d'éviter les conséquences catastrophiques sur l'industrie européenne d'une dévaluation de la livre telle qu'on l'a connue après la crise de septembre 1992. « Pour l'instant, la livre n'est pas sous-évaluée, mais que se passe-t-il après 1999 ? Je doute que les Britanniques jouent le jeu et acceptent de se lier les mains », souligne Christian de Boissieu, professeur d'économie à Paris-1 et directeur du centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

FAIRE SOUFFLER UN AIR PLUS LIBÉRAL

L'entrée de la livre dans l'euro signifierait ainsi, vue d'Europe continentale, que les Britanniques acceptent de mieux respecter les droits et les devoirs qui sont à la base de l'esprit européen. Christian de Boissieu estime donc que « notre intérêt est que les Britanniques soient dedans ». Qui mais quand ? Peut-être pas tout de suite, mais au bout

d'un an ou deux, le temps notamment de laisser aux places financières de Paris et Francfort les moyens de se renforcer face à Londres.

Personne ne se fait cependant d'illusions sur le fait que la Grande-Bretagne, en entrant dans l'euro, fera souffler un air plus libéral aux économies européennes. « Dans tous les domaines, la course à la compétitivité sera renforcée », souligne Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations. Les Britanniques feront tout, une fois dans l'euro, pour attirer les capitaux privés grâce à une fiscalité plus favorable et donc des coûts salariaux attractifs. Il y a un risque de dumping social. L'Europe pourrait être tirée vers le bas dans tous les domaines.

Le Royaume-Uni de Tony Blair se rapprochera-t-il d'un modèle de développement plus proche de celui des pays d'Europe continentale, en combinant les objectifs de compétitivité et de dignité qui sont à la base du « modèle rhénan » défini par Michel Albert ? C'est tout l'enjeu du débat.

Les 35 heures rencontrent un accueil réservé en Europe

Certains pays redoutent la contagion de l'exemple français, à l'image de ce qui vient de se passer à Rome

LE SOMMET européen sur l'emploi, les 20 et 21 novembre à Luxembourg, ne doit pas devenir le « sommet de la semaine des 35 heures », a averti le secrétaire d'Etat espagnol à l'emploi, Manuel Pimentel, réagissant à Madrid aux engagements pris par les gouvernements français et italien de légiférer en la matière. L'initiative du gouvernement Jospin de relancer le débat sur les 35 heures continue de susciter de nombreuses réactions en Europe. Si elle provoque plus de scepticisme que de colère dans les pays du Nord, les réactions sont plus tranchées dans le sud de l'Europe, où les gouvernements craignent d'avantage la contagion de l'exemple français, à l'image de

ce qui vient de se passer à Rome. La politique de Lionel Jospin n'a pas été sans influence sur la promesse de légiférer sur la semaine de 35 heures que le gouvernement de Romano Prodi a été obligé de faire à ses alliés communistes en échange de leur soutien pour voter le budget 1998.

Cette concession, qui a permis d'éviter le recours à des élections anticipées, n'a pas été prise de gaieté de cœur par la coalition au pouvoir à Rome. Dans la déclaration sur l'emploi publiée à l'occasion du sommet franco-italien de Chambéry, le 3 octobre, les Italiens avaient bien pris garde d'éviter toute formulation contraignante en matière de réduction du temps de

travail. « Cette réduction, était-il écrit, devra être concertée, de sorte à favoriser effectivement l'emploi, et la mise en œuvre avec le concours aussi bien des entreprises que des travailleurs avec le soutien financier de l'Etat ».

La réaction du patronat italien au compromis passé avec les communistes n'a pas tardé. La Confédération a d'abord menacé de geler toutes les négociations sur les hausses salariales, branche par branche, qui devaient s'échelonner dans les prochaines semaines. Toutefois, à l'issue d'une réunion extraordinaire de son conseil de direction, elle a ensuite décidé d'attendre plus d'informations

pour décider de sa stratégie. En Italie, il est vrai, les syndicats eux-mêmes se sont montrés peu empressés à l'idée d'une législation sur les 35 heures. « Je suis convaincu de la justesse de l'objectif des 35 heures et je pense qu'une loi est utile, a déclaré, vendredi, Sergio Cofferati, le président de la CGIL, première confédération syndicale italienne. Mais c'est la première fois dans l'histoire sociale qu'on prévoit une loi en matière d'horaires qui anticipe les résultats de la négociation. » Il a estimé qu'on ne pouvait pas transposer le modèle français en Italie, où « les structures industrielles, l'histoire, la culture syndicale et les règles contractuelles sont trop différentes ». Il a averti que la CGIL n'accepterait

aucune baisse des salaires en cas de réduction du temps de travail.

Le scepticisme de M. Cofferati, qui estime que « la réduction des horaires doit être financée avec des hausses de productivité », est partagé par de nombreux autres dirigeants de gauche en Europe, comme en avait témoigné le forum organisé les 2 et 3 octobre à Bruxelles par la Confédération européenne des syndicats (CES). En Allemagne, le Parti social-démocrate est d'une grande prudence sur les 35 heures. Son porte-parole pour les questions économiques, Gerhard Schröder, l'un des deux candidats potentiels du SPD à la chancellerie, ironisait récemment, dans un entretien au *Monde*, en es-

timant que la gauche française ferait un beau cadeau à l'industrie allemande si elle imposait les 35 heures.

A Madrid, le gouvernement conservateur de José María Aznar mise sur les acteurs sociaux - qui ont engagé la semaine dernière des négociations à ce sujet - pour décider ce qu'il convient de faire en matière de réduction du temps de travail. Dans ce pays, qui détient le taux de chômage record en Europe avec plus de 20 % de la population active sans emploi, les autorités ont lancé un ambitieux programme prévoyant la création d'un million de postes de travail d'ici à l'an 2000.

Henri de Bresson

Les restes de... dans un...

La police de...

La police de...

Les restes de Che Guevara ont été inhumés dans un mausolée à Santa Clara

Fidel Castro a rendu un dernier hommage au « guérillero héroïque »

Ernesto Che Guevara a reçu, vendredi 17 octobre, trente ans après sa mort en Bolivie, une sépulture définitive à Santa Clara (dans le centre

de Cuba), où il a été salué une dernière fois par Fidel Castro, le chef de l'Etat cubain : « Transformé en symbole par les pauvres du monde en-

tier, le Che livre et gagne aujourd'hui plus de batailles que jamais », s'est-il exclamé dans son éloge funèbre du guérillero.

SANTA CLARA
de notre envoyé spécial
Trente ans presque jour pour jour après sa mort en Bolivie, Ernesto Che Guevara a été définitivement inhumé, vendredi 17 octobre, à Santa Clara, dans le mausolée d'un quartier dont il est devenu le symbole, sinon le saint patron. En décembre 1958, Santa Clara, situé dans le centre de Cuba, avait été pris par la colonne numérotée 8 commandée par le Che, qui, aux côtés de Fidel Castro, combattait la dictature de Fulgencio Batista. Cette victoire avait ouvert la route de La Havane aux troupes rebelles, dont les premières unités atteignaient la capitale le 1^{er} janvier 1959.

Vendredi matin, au terme d'une cérémonie militaire impeccablement réglée, six autres guérilleros - quatre Cubains, un Péruvien et un Bolivien - dont les squelettes avaient été retrouvés dans la même fosse commune de Vallegrande (en Bolivie) où avait été enterré le corps d'Ernesto Guevara, ont été inhumés aux côtés de celui que la liturgie officielle cubaine n'appelle plus que le « guérillero héroïque ». Vingt et un coups de canon ont salué son inhumation, tandis que dans le reste du pays retentissaient les klaxons des automobilistes et les sirènes des bateaux.

Depuis le 14 octobre, Santa Clara, où avaient été transférés les ossements des sept guérilleros, vivait

partiellement en état de siège, le centre de la ville étant interdit à tout passage. Seuls y étaient admis ceux venus rendre un dernier hommage aux disparus dont les restes, déposés dans des coffrets de bois vernis, étaient exposés dans la bibliothèque municipale José-Martí. Après ceux de La Havane, les habitants de Santa Clara, durant deux jours, ont défilé en silence, disciplinés, une fleur à la main, encadrés par un service d'ordre efficace et quasi muet qui montrait du doigt la voie à suivre. Un bref regard, sans aucun temps pour s'attarder : le passage ne durait que quelques secondes, suffisantes pour ceux qui, nombreux, défilaient respectueux et impassibles, frustrés pour ceux qui, les larmes au bord des yeux et toutes médailles dehors, auraient sans doute aimé se souvenir.

Vendredi matin, dès 7 heures, ces mêmes foules se sont calmement massées face au mausolée dressé à l'entrée de la ville, surmonté d'une immense statue de bronze représentant le Che, son fusil à la main et son célèbre béret vissé sur la tête. Deux heures plus tard, arrivait Fidel Castro, en treillis-vert olive, accueilli par quelques acclamations.

Les élèves de l'École des arts, âgés de six à quatorze ans, en uniforme de miliciens des troupes territoriales, avec, sur le bras, l'écusson où s'entrechoient le fusil d'assaut et la machette, ont en-

tonné la célèbre chanson devenue l'hymne quasi officiel de l'honneur du Che, *Hasta siempre, Comandante*.

En mal de modèle, les autorités cubaines ont tout fait pour identifier le Comandante au présent d'une révolution mal en point

Silvio Rodríguez, chanteur cubain célèbre dans toute l'Amérique latine, a poursuivi, avant la lecture d'un poème dit par un militaire. Puis le chef de l'Etat cubain a parlé, sans s'écarter, apparemment, de son texte écrit. Durant la vingtaine de minutes qu'a duré son discours, Fidel Castro n'a fait qu'une brève allusion à la situation difficile du pays, se contentant d'un classique et vibrant éloge funèbre de celui qui, « *anthème communiste* » et « *giant moral* », possède encore aujourd'hui, en dépit des « *lâches, des traîtres et des opportunistes* », une « *image, une force et une in-*

fluence qui ne cesse de grandir sur toute la Terre ». A 10 h 30, tout était terminé. Il n'a fallu que quelques dizaines de minutes supplémentaires pour que la foule quitte les lieux, toujours en bon ordre.

Ces obsèques trop bien organisées étaient le point d'orgue de deux semaines de manifestations au cours desquelles le oom de Che Guevara s'est accommodé à toutes les sauces. Une véritable vague d'adulation s'est abattue sur l'île, l'idolâtrie plus officielle que populaire, parfaitement maîtrisée, que l'unique quotidien de Cuba, *Granma*, relayé par les deux chaînes de la télévision d'Etat, a entretenu de façon méthodique et soutenue.

En mal de modèle et de démonstration d'unité, les autorités cubaines ont tout fait pour identifier le commandant Guevara au présent d'une révolution bien mal en point, mettant l'accent sur la geste combattante mais passant sous silence l'hétérodoxie politique du personnage.

Comme en témoigne le manque patent de spontanéité d'une population trop encadrée pour être fièvreuse, c'était sans doute rendre un mauvais service à la mémoire d'un homme dont les principales options, comme les détails de sa vie, restent toujours moins bien connus dans sa patrie cubaine qu'ils ne le sont à l'étranger.

Georges Marion

Janet Reno, le ministre controversé de Bill Clinton

L'attorney general est au centre de la tourmente relative au financement du Parti démocrate

WASHINGTON
de notre correspondant
Le douteux privilège d'être le ministre le plus controversé n'est pas contesté à Janet Reno. L'attor-

PORTRAIT
Une femme atypique dans le panorama politique washingtonien

ney general (ministre de la justice) est devenue la tête de turc des républicains et de la presse conservatrice. Il ne se passe guère de semaine sans que le *Wall Street Journal* ou le *Washington Times* n'exigent sa démission, voire sa révocation par « *impeachment* » (mise en accusation par la Chambre des représentants), ce qui ne paraît guère réaliste : le président ou son ministre ne peuvent faire l'objet d'une telle procédure qu'en cas de « *trahison, concussion, crime contre la chose publique ou délit grave* ».

Le seul tort de l'intéressée est d'être placée, par ses fonctions, au centre du scandale sur le financement électoral du Parti démocrate, et de tenir tête au Parti républicain, qui exige la nomination d'un procureur indépendant pour enquêter sur les pratiques réprouvées de Bill Clinton et du vice-président Al Gore pour collecter des contributions électorales.

La polémique prenant de l'ampleur, M^{me} Reno a accepté de prolonger les enquêtes préliminaires pouvant aboutir à la dégradation d'un tel magistrat, lequel pourrait décider d'entendre sous serment le chef de l'exécutif. M^{me} Reno a jusqu'au 2 décembre pour se prononcer, mais la procédure en cours est déjà symbolique : pour la première fois, un président en exercice - et son vice-président - sont soumis à une telle enquête du ministère de la Justice. Les relations entre l'attorney general et la Maison Blanche sont donc délicates, d'autant qu'elles n'ont jamais été chaleureuses. Dans le panorama politique washingtonien, la personnalité de Janet Reno est plutôt atypique. Cette célibataire de cinquante-neuf ans, grande et sèche, a fait toute sa carrière en Floride (notamment comme procureur) avant d'être appelée à Washington par Bill Clinton, en 1992.

Femme austère, louée pour son intégrité et son courage (elle est atteinte de la maladie de Parkinson), Janet Reno a longtemps bénéficié d'une image favorable. Forte du soutien de Bill Clinton,

elle n'a pas ménagé ses efforts pour que l'institution du procureur indépendant voie le jour. Paradoxalement, c'est là que datent ses ennemis. Lorsque l'affaire Whitewater a pris de l'ampleur, le ministre de la justice a refusé d'envisager la nomination d'un procureur indépendant. Puis, M. Clinton faisait savoir que, politiquement, il était plus sage de ne pas s'obstiner, M^{me} Reno a changé d'avis. Le ministre de la justice a usé - et abusé, selon les conseillers présidentiels - de cette procédure. Kenneth Starr, le très républicain procureur de l'affaire Whitewater, a obtenu de prolonger ses investigations, et M^{me} Reno a donné son feu vert pour que la justice s'intéresse de près à trois ministres de M. Clinton.

Ce zèle a été jugé excessif. Mais, une fois réélu, Bill Clinton a maintenu Janet Reno à son poste, ne voulant pas être accusé de se venger d'un ministre qui ne l'a guère protégé de ses ennemis politiques. Aujourd'hui, M^{me} Reno est de nouveau dans une position difficile : si elle refuse de ommier un procureur spécial, elle sera accusée de faillir à son devoir d'indépendance à l'égard de l'exécutif ; si elle cède, on dira qu'elle a été sensible aux menaces d'*impeachment*, et elle portera une lourde responsabilité pour les perspectives électorales des démocrates.

COMBATIVE ET INDÉPENDANTE

Le choix de M^{me} Reno est compliqué par l'attitude ambivalente des Américains : selon un sondage *Washington Post-ABC*, 60 % d'entre eux estiment qu'un procureur indépendant doit mener l'enquête sur les activités du président et du vice-président. Cependant, alors que 62 % des personnes interrogées jugent que la Maison Blanche fait preuve de mauvaise volonté pour coopérer avec la justice, la popularité de M. Clinton (59 % d'opinions favorables) n'est guère entamée.

Plus combative que jamais, M^{me} Reno affirme qu'aucun éditorial vengeur ou aucune pression ne l'influenceront. Elle décidera en son âme et conscience si les faits reprochés à Bill Clinton justifient le déclenchement d'une procédure judiciaire. En attendant, elle ne croit pas utile d'évoquer ce sujet avec le président, lequel a souligné qu'il ne souhaite pas davantage s'entretenir avec son ministre de la justice. Officiellement, le chef de l'exécutif et l'attorney general ne veulent pas s'influencer mutuellement.

Laurent Zecchini

L'Argentine, le principal allié de Washington en Amérique du Sud

BUENOS AIRES

de notre correspondante
En visite officielle en Argentine du 15 au 18 octobre, Bill et Hillary Clinton étaient sûrs d'y rencontrer un climat plus amical qu'au Brésil, où ils avaient accueilli quelques manifestations d'hostilité populaire.

En effet, les temps ont changé en Amérique latine. Voici un demi-siècle, le Brésil, aligné sur les Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale, était considéré comme le principal allié stratégique de Washington dans la région, alors que l'Argentine faisait figure de pays d'arrière-pensée. « *pro-nazi* » et « *anti-yankée* », sous la houlette du général Juan Domingo Peron. Aujourd'hui, alors que le Brésil cherche à maintenir une plus grande autonomie à l'égard de la puissance américaine, c'est l'Argentine qui apparaît comme l'allié le plus fiable des Etats-Unis en Amérique latine, selon la définition récente d'un fonctionnaire de la Maison-Blanche.

Le président argentin peut se vanter d'être l'artisan de ce virage à 180 degrés de la politique étrangère de son pays. Le ministre argentin des affaires étrangères peut donc évoquer sans vergogne les « *relations charnelles* » entre Buenos Aires et Washington. Avant de quitter

les Etats-Unis, Bill Clinton avait d'ailleurs déclaré d'accorder à l'Argentine le statut de « *allié hors OTAN* ». Le Congrès américain devrait l'approuver dans les prochains jours.

« PAPA EST ARRIVÉ »

A dix jours des élections législatives, décisives pour les Argentins puisqu'elles sont l'antichambre de l'élection présidentielle de 1999, les discussions entre les présidents Clinton et Menem ont consisté en un échange d'éloges mutuels. Les entretiens, feutés, avec les plus importants chefs de file de l'Alliance - l'opposition, qui regroupe radicaux, péronistes dissidents et représentants de gauche - ont été tout aussi cordiaux. Le seul trouble-fête a été un petit groupe d'extrême gauche, qui a exprimé son hostilité à la visite du président américain, jeu de soir, en saccageant une des plus grandes artères de la capitale argentine.

Les affaires sont les affaires. Les Etats-Unis ont aujourd'hui les premiers investisseurs en Argentine. Personne n'a évoqué les thèmes de la corruption et de l'insécurité juridique qui préoccupent pourtant Washington, et qui sont le cheval de bataille de l'opposition argentine. « *Papa est arrivé* » : c'est de façon lapidaire et ironique que le quotidien d'opposition *Pagli-*

na 12 illustrait, le 16 octobre, la chaleureuse accolade entre Bill Clinton et Carlos Menem à l'aéroport international de Buenos Aires. Contrairement à son homologue brésilien, le président Menem avait tenu à venir accueillir en personne le couple présidentiel américain à sa descente d'avion, flanqué de tous les ministres de son gouvernement, ainsi que d'enfants vêtus de guinchos.

Comme n'importe quels touristes, et avant même de gagner leur hôtel, les Clinton sont allés directement de l'aéroport à un restaurant de Buenos Aires, pour savourer la célèbre viande locale et écouter du tango. Aucune visite de bidonvilles n'est prévue à Buenos Aires, comme cela avait été le cas à Rio de Janeiro. En revanche, après les activités strictement officielles dans la capitale, les Clinton se sont envolés, vendredi, pour Bariloche, la plus grande station touristique de la Patagonie, où Carlos Menem a disputé une partie de golf avec Bill Clinton. Le président américain et sa femme se sont sentis comme chez eux dans le Sud argentin, où plusieurs de leurs compatriotes - parmi lesquels Ted Turner et Jane Fonda - ont acheté à bon prix de vastes propriétés foncières.

Christine Legrand

La police de Mexico démantèle les « jaguars », l'une de ses unités d'élite

MEXICO

de notre correspondant
Le chef de la police de Mexico, le général Enrique Salgado, a annoncé, vendredi 17 octobre, le démantèlement du groupe spécial de dissuasion, mieux connu sous le nom de jaguars, dont plusieurs membres sont soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de six personnes, en septembre. Vingt-cinq policiers ont été emprisonnés au cours des derniers jours et les autorités ont laissé entendre qu'il y aurait d'autres arrestations parmi les jaguars mais aussi au sein d'un autre corps d'élite, les Zorros, qui auraient formé un escadron de la mort au sein de la police municipale.

Le 8 septembre, six jeunes gens disparaissaient à la suite d'un échange de coups de feu qui avait provoqué la mort d'un policier et d'un passant dans la Buenos Aires, un des quartiers les plus chauds de la capitale. Le lendemain, on retrouvait les corps de trois d'entre eux dans une banlieue lointaine. Les autres cadavres furent découverts trois semaines plus tard dans un bois de la périphérie de Mexico. Tous avaient, apparemment, été torturés avant d'être exécutés. Ce

grave incident allait déclencher une intense polémique entre partisans et adversaires de la manière forte contre les quelque sept cents bandes de délinquants de la capitale, spécialisées dans le vol de voitures, la vente de drogues ou les attaques à main armée. De 1981 à 1994, le taux d'homicides a presque doublé à Mexico (17 millions d'habitants), passant de 10,2 à 19,4 pour cent mille habitants, tandis que les délits augmentaient dans des proportions plus alarmantes encore et que le taux d'impunité se maintenait à... plus de 90 %.

Les protestations des familles des six jeunes de la Buenos Aires, apparemment liés à des gangs armés, allaient vite être étouffées par les clameurs des auditeurs de la plupart des stations de radio, qui réclament des milliers d'appels célébrant « *l'élimination de la racaille* » et demandant le rétablissement de la peine de mort pour en finir avec la délinquance.

Tout le monde s'accorde pour attribuer une bonne part de la montée de la criminalité à l'ampleur de la corruption au sein de la police et à l'impunité dont bénéficient certains éléments des forces

de sécurité liés au banditisme. Même si depuis 1994, 3 500 policiers ont été suspendus de leurs fonctions dans la capitale et si l'épuration s'est accélérée avec l'arrivée des militaires à la tête des forces de l'ordre, en juin 1996. Ces mesures n'ont pas permis d'entraver la délinquance.

Tous les partis, y compris certains secteurs de la formation au pouvoir, sont convaincus que l'arrestation de vingt-cinq policiers et la suppression des « jaguars » s'inscrivent dans une manœuvre visant à protéger ceux qui ont donné l'ordre d'exécuter les jeunes de la Buenos Aires.

Le problème, disent-ils, va bien au-delà des policiers détenus, qui sont, en fait, « *des boucs émissaires et ne peuvent pas avoir agi sans l'accord de leurs supérieurs* ». Certains n'hésitent pas à y voir l'action de groupes politiques liés au grand banditisme, qui cherchent à rendre la capitale ingouvernable au moment où, pour la première fois, un maire issu de l'opposition, Cuauhtémoc Cárdenas (gauche), s'apprête à la diriger, à partir du 5 décembre.

Bertrand de la Grange

COMMUNIQUE DE MAXI-COSI CONCERNANT LE BOULIER MAXI-YOUPI

ATTENTION

Maxi-Cosi a besoin de votre collaboration !



Renvoyez-nous sans tarder votre boulier Maxi-Youpi !

Bien que notre modèle actuel de boulier Maxi-Youpi soit conforme aux normes de sécurité internationales les plus sévères et qu'il ait subi tous les contrôles de qualité, vous pourriez rencontrer le problème suivant :

La cordelette qui retient la petite corbeille bleue contenant un grelot pourrait se défaire.

Bien que cette possibilité soit peu probable, Maxi-Cosi, dont le maître mot est la sécurité des enfants, a décidé d'adopter une démarche préventive afin d'éliminer tout risque.

C'est pourquoi, si vous possédez un boulier Maxi-Youpi, nous vous prions de bien vouloir le nous le retourner sous pli - non affranchi - à l'adresse suivante : **Maxi-Cosi France, B.P. 21, Le Millénaire, 34935 Montpellier cedex 9**. Merci de mentionner clairement vos nom, adresse et numéro de téléphone afin que nous puissions vous renvoyer un nouveau modèle de boulier Maxi-Youpi dans un délai de trois semaines.

Si vous souhaitez de plus amples informations, contactez-nous au **numéro gratuit 0800-90.60.31**. Nous sommes à votre service 7 jours sur 7 de 8h à 18h.

La direction de Maxi-Cosi vous prie d'accepter ses excuses pour ce désagrément.



Brazzaville, livrée aux pillards, dévastée, attend l'arrivée de M. Sassou Nguesso

Le vainqueur de la guerre promet un processus démocratique au Congo

La capitale congolaise, Brazzaville, offre un spectacle de désolation. La ville, dont certaines rues sont jonchées de cadavres, est la proie des pil-

lages des soldats victorieux. De son fief du nord du pays, Denis Sassou Nguesso a lancé un appel à la réconciliation et a annoncé la formation d'un

gouvernement d'union nationale. L'armée française a évacué cinquante-neuf étrangers de Dolisie, encore contrôlée par M. Lissouba.

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial
L'avenue qui longe le parc de l'ambassade de Russie est jonchée de débris. La rue Orsi, au

REPORTAGE

Le cœur de la capitale congolaise est à reconstruire

cœur de Brazzaville, offre un spectacle de désolation. Toutes les boutiques sont éventrées, sacquées, pillées. Les rideaux de fer pendouillent, plusieurs magasins ont brûlé. Des toits effondrés laissent apparaître le bleu du ciel. Il ne reste rien. Les débris de verre crissent sous les semelles. Un tapis de bouillasse couvre la chaussée. Au bas de cette rue commerçante, la tour Elf, le fleuron de l'architecture congolaise est dévastée. Aucun des cinquante étages de l'élégant bâtiment cir-

culaire n'est épargné. Toutes les fenêtres sont brisées. La façade est criblée d'impacts de balles. A plusieurs endroits, des roquettes et des nubs ont percé des trous béants. Symbole du Congo moderne, construite pour narguer Kinshasa, la grande sœur, de l'autre côté du fleuve, la tour Elf, la gratte-ciel de Brazzaville, n'a plus d'allure.

Martial, treillis de combat et béret rouge sur la tête, est un membre distingué des « cobras », la milice armée du général Denis Sassou Nguesso. « J'ai combattu ici, dit-il, il y avait plein de « Zoulous » de l'ancien président Pascal Lissouba dans la tour. On a fermé toutes les issues, ils sont morts de faim et de soif à l'intérieur ». Le Sofitel-Mbamou, le palais de Brazza, est une ruine. Le Ceotral, un bar à la terrasse hospitalière, est dévasté. Le cœur de la capitale est à reconstruire.

Le Centre culturel français, l'Espace Malraux, inauguré en grande pompe il y a deux ans, marque la limite de Baongo, un quartier favorable à Pascal Lissouba et Bernard Kolelas, l'ancien président et son premier ministre, au sud de la capitale. La façade de céramique blanche est intacte, à l'exception de deux impacts sur le fronton. Le corps d'un homme gît, face contre terre, devant l'entrée. La Croix-Rouge, dont les voitures sillonnent la ville à grande vitesse, n'a pas encore « nettoyé » Baongo. Quelques cadavres éparés se décomposent au soleil, signalés de loin par une puanteur caractéristique. Les chiens errants ont mangé les mains, les bras et les entrailles de certains d'entre-eux.

LA FÊTE SANS RÉSERVE

En apparence, le quartier o'a pas trop souffert des combats. Peu de maisons sont touchées. Une bonne dizaine d'obus sont tombés à proximité de la Case de Gaulle, la résidence de l'ambassadeur de France au Congo, près du fleuve. Raymond Césaire, l'ambassadeur, son épouse, ses collaborateurs et une trentaine de gardes armés de leur protection sont toujours là. Ils n'ont pas quitté Brazzaville, ce dépit de la violence des combats. « La ville est vide. Ce qui a été pillé, l'a été par les deux camps », note sobrement l'ambassadeur. Des voitures de toutes marques

roulent à tombeau ouvert d'un bout à l'autre de la ville. Les « cobras », maîtres du terrain, pillent ce qui reste à prendre et transfèrent leur butin vers les quartiers nord de Brazza, leur fief. La plupart d'entre-eux découvrent la conduite automobile. A voir le nombre de voitures retournées, enroulées autour des arbres, encastrées les unes dans les autres, il semble bien que les accidents

sideoce, à l'abri de quelques palmiers. Des caisses d'armes et de munitions baillent près du garage. Comme l'indiquent les étiquettes, elles viennent du « port de Luanda », en Angola, et correspondent au « cotrat n°35-KD/16 09 1995 ». Les Angolais ont donné la victoire à Denis Sassou Nguesso. Personne ne la cache plus.

Les soldats de Luanda ne se

La France évacue 59 étrangers du fief de M. Lissouba

Cinquante-neuf ressortissants étrangers, principalement des Français, ont été évacués, vendredi 17 octobre, par des commandos parachutistes de l'armée française de la région de Dolisie (sud du Congo). Ils sont arrivés à Libreville, au Gabon, très choqués. « C'était l'enfer, a confié un coopérant français. Nous avons été arrêtés par des jeunes armés de fusils-mitrailleurs qui nous ont tout volé. Des coups de feu crépitaient de toutes parts. C'est un miracle si nous sommes encore en vie, et nous le devons à l'armée française. » Les témoignages recueillis font état d'une grande violence vis-à-vis des Français. « Il s'agissait de jeunes miliciens du président Lissouba venus de Brazzaville, d'où ils avaient fui, et qui voulaient en découdre avec les Français. »

La ville reste aux mains des soldats fidèles à Pascal Lissouba, qui serait toujours lui-même à Dolisie. Selon une source aéroportuaire à Kinshasa, il s'apprêterait à quitter le Congo à bord d'un avion privé d'une compagnie basée en RDC (ex-Zaïre). Sa destination pourrait être le siège de l'ancienne rébellion armée (Unita de Jonas Savimbi) en Angola. - (AFP)

de circulation solent fréquents. Les « cobras » et leurs familles fêtent sans réserve la victoire de Denis Sassou Nguesso, leur chef. Président du pays de 1979 à 1992, évicé par les urnes et Pascal Lissouba, il revient au pouvoir par la force, à la grande satisfaction de ses partisans, tous originaires du nord du pays. Kalachnikov dans une main, bouteille de Primus ou de Ngok, des bières locales, dans l'autre, grocades à la ceinture, les valeureux guerriers « s'avourent leur victoire », explique Jean-Marie Tassoua, alias « général Giap », un ancien banquier devenu chef de guerre. Le commandant des « cobras » affirme contrôler « tout le Congo » et se déclare covalincu qoe « Pascal Lissouba sera poursuivi pour génocide et crimes contre l'humanité ». Il déplore les pillages, mais coostate qu'ils ne sont pas le seul fait de ses troupes. « Le pays est poutérisé à un tel point que toute la population s'y met », explique-t-il.

Un bi-tube de défense anti-aérienne, sur son affût, est prêt à l'emploi dans le jardin de sa ré-

son pas battus eo première ligne. Ils ont simplement poussé devant eux 1 500 « cobras » transportés par leurs soins du nord du Congo au Cabinda, formés sur place et renvoyés sur le sud du pays où ils ont ootamment coogils Pointe-Noire, la capitale économique du Congo. Ils ont assuré le soutien et la logistique, servant eux-mêmes les pièces d'artillerie, et pilotant les Sukhoï-24 qui ont bombardé Makélé-kélé, l'un des quartiers-sud de Brazzaville.

La capitale attend maintenant le nouvel homme fort du pays, Denis Sassou Nguesso va reprendre ses habitudes de président, au bonheur de ses partisans et des pétroliers. Mais il a choisi Oyo, son village natal, dans le oord du pays pour tenir une conférence de presse et adresser son premier message à la nation, prônant la réconciliation nationale. A Baongo, où la population est originaire du sud, d'aucuns veulent voir le symbole d'un clivage régional ancien et doutent de la sincérité du propos.

Frédéric Fritscher

Les voix juives américaines pour la paix au Proche-Orient se font entendre à Washington

JÉRUSALEM

de notre correspondant
« Le président Clinton, confiait récemment au Monde un membre de l'élite travailliste israélienne, n'osera exercer de véritables pressions sur Benjamin Nétanyahou que le jour où le lobby juif américain le lui demandera. » Plus que le vote juif proprement dit, expliquait cette haute personnalité sous condition d'anonymat, c'est l'impact important de la communauté sur le financement des campagnes électorales américaines, de même que l'influence exercée par le Likoud [le parti de M. Nétanyahou] sur de nombreux élus du Congrès, qui font peur à l'administration démocrate. Le seul moyen de sauver le processus de paix est donc d'influencer le lobby. Nous y travaillons discrètement depuis des mois, et vous pouvez constater que les choses commencent à changer. »

Certes, les Palestiniens en particulier et les Arabes en général ont été fortement irrités du silence embarrassé avec lequel l'administration Clinton a accueilli l'assassinat manqué par le Mossad d'un dirigeant islamiste palestinien à Amman, le 25 septembre. Se refusant à mettre en cause l'Etat hébreu, lequel a pourtant été contraint par les événements de reconnaître publiquement sa responsabilité, le président s'est contenté de rappeler que l'Amérique était « opposée aux assassinats politiques ». Beaucoup, notamment dans la presse arabe, se sont ironiquement demandé comment l'hôte de la Maison Blanche aurait réagi si un Etat

arabe s'était avisé d'essayer d'assassiner une personnalité juive quelle qu'elle soit.

Pourtant, à en juger par le verbatim publié, mercredi 15 octobre, à la « une » du quotidien libéral Haaretz, d'un dîner de travail offert, le 6 octobre, par Bill Clinton en l'honneur du président d'Israël, Ezer Weizman, et réunissant plusieurs responsables des groupes de pression juifs locaux, les voix juives américaines pour la paix commenceraient à se faire entendre dans les plus hautes instances de Washington.

ENCOURAGER LES ETATS ARABES

C'est Ezer Weizman, élu travailliste à un poste essentiellement cérémonial, qui ouvre le feu : « Le caractère inhérent des Juifs est profondément incertain (...). Les Etats-Unis ne devraient pas se contenter de pauser une seule des deux parties » (sur la voie de la paix). « C'est vrai, renchérit Danny Abraham, voisin de table de Madeleine Albright, et directeur de l'institut pour la paix et la coopération au Proche-Orient. A l'exception de la Libye et de l'Irak, tous les Etats arabes sont aujourd'hui disposés à reconnaître le droit d'Israël à l'existence. Le président syrien Hafez el Assad et Yasser Arafat veulent désespérément la paix, nous devons les encourager. »

Mel Salberg, directeur de la puissante Conférence des présidents des principales organisations juives américaines, prend la parole pour rappeler au président Clinton les résultats d'un sondage effectué

fin septembre auprès d'un échantillon représentatif des Juifs américains : « 89 % des Juifs d'Amérique soutiennent le processus de paix. Nous sommes derrière vous pour créer l'environnement qu'il faut pour amener les deux parties à faire la paix. »

Le président Weizman n'est pas convaincu. Ironisant sur le nom d'Irving Moskowitz, l'un des trois ou quatre milliardaires Juifs américains proches de M. Nétanyahou, qui financent toutes les causes extrémistes défendues par les membres de sa coalition gouvernementale, le président israélien s'interroge : « Et les Moskowitz, combien sont-ils ? »

« Pas plus de 15 % », précisent ses hôtes. « Alors exprimez-vous plus fort, lance M. Weizman, parce qu'il me semble parfois que notre gouvernement n'entend que les 15 % qui sont contre le processus de paix. » Abraham Foxman, directeur exécutif de la Ligue juive anti-diffamation de B'nai B'rith, souligne l'urgence d'un leadership américain qui exercerait « des pressions, non pas pour déterminer l'issue des négociations, mais pour que celles-ci aient lieu dans le cadre du processus agréé. »

« Ne vous inquiétez pas, répond le président Clinton, j'ai opposé ma signature [au bas des accords du 13 septembre 1993] pour la totalité de la danse. Ce fut l'un des plus beaux jours de ma vie. » Le problème, ajoute-t-il, est que Benjamin Nétanyahou dispose d'un mandat quasi impossible à remplir avec le gouvernement qu'il a. » Réagissant

à la demande de son bête israélien d'organiser une sorte de « Camp David » israélo-palestinien, pour contraindre les deux parties à négocier le statut définitif des territoires occupés, le président explique : « Arafat a été affaibli ces derniers mois. Or je pense qu'il est le seul avec qui parler. »

Se plaignant d'ignorer ce que sont exactement les idées de M. Nétanyahou quant au statut définitif des territoires occupés, l'hôte de la Maison Blanche explicite ses réticences à organiser un autre « Camp David ». « Si je pouvais avoir une idée de la direction prise, j'irais au pôle Nord s'il le fallait. Mais il y a encore beaucoup de points d'interrogation sur cette question. L'attitude de l'actuel gouvernement israélien est fondamentalement différente [de celle] du précédent. Je ne peux pas écrire le script pour Israël », conclut M. Clinton, non sans avoir ouvertement dit qu'il « craint » que ce que veut M. Nétanyahou en matière de statut définitif des territoires occupés - c'est-à-dire en garder la plus grande part et refuser la naissance d'un Etat palestinien indépendant - « [soit détruite] définitivement Yasser Arafat ».

Trois jours après ce dîner, le 9 octobre, Ezer Weizman confiera à Haaretz à quel point il a été « choqué de l'immense absence de confiance, de la très mauvaise atmosphère et du cynisme qui prévalent entre l'administration Clinton et Benjamin Nétanyahou ».

Patrice Claude

La Turquie devrait participer à la conférence européenne permanente

PARIS. En recevant, vendredi 17 octobre, le premier ministre turc Mesut Yilmaz, Jacques Chirac s'est prononcé pour la participation d'Ankara à la Conférence européenne permanente proposée par la France. Cette conférence devrait permettre aux pays candidats à l'Union européenne (UE), qui, comme la Turquie, n'ont pas l'espoir d'être acceptés rapidement, de suivre les négociations sur l'élargissement. M. Yilmaz s'est déclaré conscient des progrès que la Turquie doit accomplir en matière de droits de l'homme avant de pouvoir entrer dans l'UE. Le président de la République a d'autre part soulevé la question de la libre circulation des personnes, l'Europe n'étant pas prête à ouvrir totalement ses frontières à la main-d'œuvre turque, et celle des relations avec la Grèce. Un nouvel incident vient d'opposer les deux pays, alors que l'appareil du ministre grec de la défense, Akis Tsohatzopoulos, de retour de Chypre, a été pris en chasse par l'aviation turque. Toutefois, M. Yilmaz devrait rencontrer son collègue grec, Costas Simitis, début novembre en Crète à l'occasion d'une conférence des chefs de gouvernement d'Europe du Sud-Est.

Un groupe islamiste armé déconseille aux étrangers de se rendre en Egypte

LE CAIRE. La Djamaa Islamiya, principal groupe islamiste armé égyptien, dans un communiqué faxé vendredi 17 octobre au bureau de l'Agence Reuter au Caire, a déconseillé aux étrangers de se rendre en Egypte, en raison de « la gravité de la situation, maintenant que la bataille s'est étendue aux gens ordinaires ». La Djamaa faisait allusion à Saber Abou Oula, l'auteur de l'attentat qui a tué neuf touristes allemands le 18 septembre au Caire, et qui a affirmé avoir agi de sa propre initiative, tout en partageant l'idéal des islamistes. Selon une source judiciaire, le rapport médical qui a été remis à la justice militaire indique qu'Abou Oula est « responsable de ses actes et qu'il n'est pas un dérangé mental », comme l'avait affirmé les autorités égyptiennes. A l'ouverture de son procès, l'intéressé avait affirmé que son père avait payé l'équivalent de 17 000 dollars pour un certificat attestant de sa « folie », à l'ancien directeur des hôpitaux psychiatriques, Sayed El Qott. - (AFP/Reuters.)

L'Albanie demande une aide de 100 dollars par habitant

ROME. En préparation de la conférence des donateurs prévue le 22 octobre à Bruxelles, une réunion ministérielle regroupant quarante pays et organismes internationaux a eu lieu, vendredi 17 octobre, à Rome pour définir les objectifs de l'aide internationale à apporter à l'Albanie. Moins de quatre mois après les élections législatives remportées par les socialistes de Fatos Nano, ce dernier a estimé que son pays a retrouvé une stabilité fragile après les mois de révoltes et de chaos du début d'année. Selon le premier ministre albanais, son pays a besoin d'une aide de 100 dollars par habitant, soit 300 millions de dollars. Un chiffre « réaliste » pour Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères, ainsi que pour l'un des représentants de la Banque mondiale, Johannes Linn, qui a évoqué un apport de 80 millions de dollars au cours du premier semestre, puis de 250 à 300 millions sur un an et de 1 milliard sur trois ou quatre ans. Cette aide est conditionnée à la poursuite du processus démocratique et d'assainissement des finances publiques. - (Corresp.)

« L'Etat ne saurait tout faire » pour la coopération, a déclaré M. Josselin

PARIS. Charles Josselin a déclaré, vendredi 17 octobre, qu'en matière de coopération « l'Etat seul ne saurait tout faire ». Le secrétaire d'Etat à la coopération qui parlait à Paris devant les assises de la coopération et de la solidarité nationale, a souligné que « la coopération internationale devait adapter ses objectifs et ses outils » et qu'il « serait absurde de ne pas occulter le rôle des acteurs non gouvernementaux ». « Un pour cent seulement de notre coopération est confié à des organisations de solidarité internationale contre 10 % ou plus chez nos partenaires européens », a encore dit le ministre. M. Josselin a réaffirmé par ailleurs qu'il « n'est plus possible d'envisager une coopération française bilatérale limitée à l'Afrique francophone et à la coopération entre Etats ». - (AFP)

DÉPÊCHES

■ IRAK : les deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, ont accepté vendredi 17 octobre de cesser les combats qui les opposaient depuis lundi, a annoncé le département d'Etat américain. Cet accord a été obtenu grâce à la médiation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Turquie. - (AFP)

■ OMAN : deux femmes, membres du Conseil consultatif sortant, figurent parmi les 164 élus - sur 736 candidats -, du scrutin organisé jeudi 16 octobre pour le renouvellement de ce Conseil consultatif sur la gestion des services publics et les affaires sociales. Parmi ces 164 élus, le sultan Qabous ben Saïd devrait choisir, en décembre, les 82 personnes qui siègeront. Elles prendront leurs fonctions en janvier. - (AFP)

■ POLOGNE : le président polonais, Aleksandre Kwasniewski, a officiellement désigné, vendredi 17 octobre, Jerzy Buzek au poste de premier ministre et l'a chargé de former le nouveau gouvernement polonais. Candidat de la coalition formée par l'Action électorale de solidarité et l'Union pour la liberté, vainqueurs des législatives du 21 septembre, M. Buzek a quatorze jours pour former son équipe. - (AFP)

■ ITALIE : le tribunal militaire de Rome a décidé de faire transférer, d'ici à dimanche 19 octobre, dans un hôpital militaire l'ancien officier nazi Erich Priebke, 84 ans, condamné en juillet à une peine de quinze ans de prison pour sa participation au massacre des Fosses ardéennes en mars 1944, indique-t-on de source judiciaire. Depuis le 21 mars, l'ancien officier nazi est en résidence surveillée dans un convent franciscain au sud de Rome. Il refusait de terminer sa peine à l'hôpital. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : treize personnes ont été tuées à Freetown, jeudi 16 octobre, par les bombardements menés par des avions de combat nigériens de la Force ouest-africaine de paix (Ecomog), selon une source hospitalière. Des centaines de civils ont commencé vendredi à fuir la capitale sierra-léonaise. - (AFP)

■ RWANDA : le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a confirmé, vendredi 17 octobre, les mises en accusation pour « génocide » de deux anciens officiers hutus rwandais, Gratien Kabiligi et Aloys Ntabakuze, et de l'ancien premier ministre au pouvoir à l'époque du génocide, Jean Kambanda. La veille, le tribunal avait confirmé la mise en accusation du ressortissant belge Georges Ruggiu. - (AFP)

BUDGET

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Les députés

Le Parlement a adopté le budget de l'Etat pour 1998.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

Le budget de l'Etat pour 1998 a été adopté par le Parlement.

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

BUDGET Les députés ont achevé, samedi 18 octobre, l'examen des recettes de la loi de finances pour 1998. Le vote de cette première partie inter-

viendra mardi 21 octobre. Le déficit budgétaire s'établit à 257,368 milliards de francs, en baisse de 501 milliards de francs par rapport au chiffre qui figurait initialement dans le pro-

jet du gouvernement. ● **LA DROITE** a combattu les limitations apportées à la loi Pons, la réduction de l'avantage fiscal pour emplois à domicile ainsi que l'alourdissement de la fiscalité

sur les épargnants et les entreprises. ● **LA GAUCHE** a obtenu un début de fiscalité écologique et une diminution de la taxe d'habitation pour les revenus les plus faibles. L'absentéisme

des élus socialistes a compliqué la tâche du gouvernement et offert à l'opposition des occasions d'incidents de séance. L'examen des crédits des ministères commencera mardi.

Les députés limitent les avantages fiscaux procurés par la loi Pons

L'Assemblée nationale a achevé, samedi 18 octobre, l'examen des recettes de l'Etat en 1998. Elle a supprimé les abattements pour frais de certaines professions mais créé une taxe sur la publicité hors média. Elle a avantage les utilisateurs de véhicules à carburant propre

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a achevé, samedi 18 octobre à l'aube, l'examen des recettes de la loi de finances pour 1998. Le vote sur ces recettes interviendra mardi 21 octobre. Le déficit budgétaire s'établit à 257,368 milliards de francs, en baisse de 501 milliards de francs par rapport au chiffre qui figurait initialement dans le projet de budget. Selon l'article d'équilibre présenté par le gouvernement, les dépenses nettes du budget général de l'Etat s'élèvent à 159,8 milliards de francs, tandis que les recettes nettes s'élèvent à 184,8 milliards de francs. Les dernières dispositions adoptées ont été les suivantes :

● **Loi Pons :** les députés de la majorité ont voté l'article qui encadre le régime de défiscalisation institué en 1986 en faveur des investissements réalisés dans les DOM-TOM, connu sous le nom de « loi Pons ». Les élus socialistes, souhaitant durcir davantage le dispositif, ont adopté un amendement extrêmement important, car il supprime la possibilité pour les investisseurs d'imputer leurs déficits industriels et commerciaux sur leur revenu global imposable. En revanche, ils ont renoncé à leur second amendement, qui plafonnait la déduction pour les investissements dans les DOM-TOM soumis à l'impôt sur le revenu. La plupart des élus d'outre-mer, soutenus par le RPR, ont longuement plaidé en faveur du maintien en l'état du régime de défiscalisation. En vain. Bernard Boiss, député RPR de Paris, est venu jurer l'état de combat de ses troupes, quand Dominique Perben, ancien ministre des DOM-TOM et orateur principal du RPR, s'entretenait longuement dans les couloirs avec Frédéric de Saint-Sernin, chargé de mission à l'Elysée.

● **Emploi d'un salarié à domicile :** les députés ont réduit de 50 %

le plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile. L'abattement de 45 000 francs à 22 500 francs du plafond de la réduction d'impôt a donné lieu à un débat vif. L'opposition UDF et RPR a défendu des amendements de suppression de cette disposition. Nicolas Sarkozy a défendu, sans succès, un amendement cosigné avec le président du mouvement néogaulliste, Philippe Séguin, visant à diminuer la réduction d'impôt à compter des revenus de 1998, et non de 1997 comme le prévoit le gouvernement. Sinon, « l'Etat manque à sa parole », a estimé M. Sarkozy. Christian Sauter, secrétaire d'Etat au budget, s'est engagé à réfléchir à l'amendement de Bernard Perrut (UDF, Rhône) qui proposait de maintenir la réduction d'impôt

pour les parents d'enfants handicapés.

● **Chômeurs de longue durée :** Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) souhaitait reordre déductibles de l'impôt sur le revenu, dans une limite de 5 000 francs, les frais de déplacement contractés dans le cadre de la recherche d'un emploi. Le gouvernement a donné un avis favorable à cet amendement, en demandant toutefois qu'il soit réservé aux seuls chômeurs de longue durée. L'amendement ainsi recadré a été adopté. Sa portée est toutefois réduite, nombre de chômeurs de longue durée n'étant pas imposables sur le revenu.

● **Fiscalité écologique :** les députés de la majorité ont adopté, avec l'accord du gouvernement, un amendement du rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS),

reprenant des propositions de Guy Lengagne et Yves Cochet (RCV), concernant la fiscalité des carburants. Ce texte supprime la possibilité pour les entreprises de récupérer, à hauteur de 50 %, la TVA perçue sur la consommation de gazole pour les véhicules qu'elles utilisent. En revanche, a été adopté un amendement rendant totalement déductible la TVA sur les carburants non polluants. Les députés ont, en outre, voté un amendement abaissant le taux de la taxe sur les produits pétroliers sur le GPL et le gaz naturel.

● **Abattements professionnels :** les députés ont voté, à l'unanimité, un amendement, adopté en commission des finances, à l'initiative de Philippe Auberger (RPR, Yonne) et Charles de Courson (UDF-FD, Marne), qui confirme la

suppression progressive des abattements fiscaux dont bénéficient quelque soixante-dix professions. Le gouvernement qui souhaitait initialement maintenir ces abattements, en 1998, ne s'est pas opposé à leur suppression.

● **Enfants scolarisés :** les députés ont rétabli la réduction d'impôt au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge que le gouvernement Juppé avait décidé de supprimer progressivement à partir de 1998.

● **Assurance-vie :** les députés ont adopté plusieurs amendements gouvernementaux précisant les nouvelles dispositions fiscales sur l'assurance-vie. Les revenus d'assurance-vie seront taxés à hauteur de 7,5 %, en sus des prélèvements sociaux, au-delà de 30 000 francs de revenus annuels

pour un célibataire et de 60 000 francs pour un couple. Mais ce dispositif ne s'appliquera pas aux contrats existants lorsque les versements libres, effectués après le 25 septembre 1997 et avant le 1^{er} janvier 1998, n'excèdent pas une somme de 200 000 francs par souscripteur.

● **Taxe sur les imprimés publicitaires :** les députés ont institué une taxe de 1 % sur les imprimés publicitaires, dits « hors média ».

● **Taxe d'habitation :** les députés ont adopté un amendement limitant à 1500 francs la taxe d'habitation pour les contribuables dont le revenu imposable par part, au titre de 1997, est inférieur à 25 000 francs. Ils ont aussi relevé à 16 940 francs le plafond d'imposition sur le revenu donnant droit à des dégrèvements de taxe d'habitation.

● **Taxe professionnelle :** la commission des finances a retiré l'amendement qui majorait le taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle - de 0,35 % à 1,5 % - et qui abaissait de 50 millions à 10 millions de francs le seuil du chiffre d'affaires au-delà duquel elle s'applique.

● **Sport :** les députés ont adopté un amendement de la commission des finances portant de 2,6 à 2,9 % le taux du prélèvement sur la Française des jeux affecté au fonds national pour le développement du sport.

● **Retraites :** le gouvernement a accepté d'augmenter de 500 millions de francs la subvention versée au budget annexe des prestations sociales agricoles pour contribuer au financement de la revalorisation des retraites agricoles. Il a également débloqué 40 millions de francs supplémentaires en faveur des anciens combattants.

C. M., J.-B. de M. et F. R.-L.

« Je dirai à la jeunesse d'outre-mer : " Exigez que l'injustice recule " »

LE TAILLEUR est vert d'eau, les cheveux sont soigneusement tressés en arrière ; dans la voix sonne une note de défi. Christiane Taubira-Delannon, députée (PRS) de Cayenne, a parlé d'un ton posé. La mise au point n'en a été que plus ferme. Elue pour la première fois en Guyane en 1993, elle était alors, assure-t-elle, la seule parlementaire d'outre-mer à oser s'en prendre ouvertement à la loi Pons. « On disait : " Les élus des DOM sont unanimes " Je répondais : " Unanimité moins une ! " », s'amuse-t-elle. Dans sa circonscription, elle n'a pas hésité à rencontrer le président de l'union patronale locale chaque fois que ce dernier clamait son indignation. « Je lui demandais : " Si la loi Pons est si miraculeuse, expliquez-moi pourquoi le taux de chômage est passé à 26 % ? " »

A 22 h 45, vendredi 17 octobre, M^{me} Taubira-Delannon s'est retrouvée seule, au centre de l'hémicycle. Seule, sans aucune note, mais avec ses convictions. Bravache. Citant d'emblée une lettre du président de la Fédération des entreprises des départements d'outre-mer, qui enjoignait d'être présente dans l'hémicycle lors de la discussion de l'article

concernant la loi Pons. « Je prendrai le temps de lui répondre que la confusion des autorités et des missions nuit au bon fonctionnement de la démocratie », déclare-t-elle. Puis, après avoir listé les perversions de la loi Pons, elle s'interroge : « Ne sont-elles pas inhérentes à la nature même d'une loi qui s'adresse à des contribuables fortunés intéressés par une escouade fiscale ? » Elle s'en prend à l'Etat qui « se dérobe à sa mission d'impulsion du développement économique ». Les pouvoirs publics abandonnent de 3 à 5 milliards de francs de recettes fiscales ? Pourquoi ne pas les percevoir et déployer un effort équivalent ?

Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui préside les débats, esquisse vaguement un geste pour lui signifier, sans grande conviction, qu'elle dépasse son temps de parole. Malicieuse et sûre d'elle, M^{me} Taubira-Delannon passe outre : « J'ai assez de mauvaise foi pour faire valoir que, seule femme à intervenir sur ce sujet, dans cette virile assemblée, je mérite plus d'indulgence que de sévérité. » Avant de conclure : « Si vous moitez le dispositif tel qu'il est, je dirai à la jeunesse d'outre-mer :

« Vous avez l'âge des rêves sans frontières, de la générosité sans calcul, de l'éveil au monde avec ses turpitudes. Avec l'audace de votre âge ! Exigez que les injustices reculent, battez-vous sans répit. » »

Il est 23 heures, M^{me} Taubira-Delannon regagne sa place. Un léger flottement parcourt les travées. Puis les premiers applaudissements retentissent. Le président de la commission des finances, Henri Emmanuelli, se lève, bientôt suivi par la plupart des députés de la majorité. Pour une ovation. Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis), qui devait intervenir au nom de son collègue de Guadeloupe, Ernest Moutoussamy, renonce. Au moment de répondre à l'ensemble des orateurs, le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter, adresse une « mention spéciale » à M^{me} Taubira-Delannon. M. Mazeaud lui fait parvenir un message : « Chère collègue, je vous salue économiste, je découvre un grand parlementaire. Dans un cas comme dans l'autre : talentueux. »

Caroline Momot et Jean-Baptiste de Montvalon

Les députés socialistes boudent l'hémicycle

LE SECRÉTAIRE D'ETAT au budget, le président de la commission des finances et le rapporteur général du budget se sont sentis bien seuls lorsqu'ils se sont aperçus, vendredi 17 octobre vers 10 heures, qu'ils ne disposaient plus dans l'hémicycle de majorité pour adopter les articles du projet de loi de finances. Pour vingt-trois députés UDF et RPR, il n'y avait que vingt et un élus PS, PC et RCV. Christian Sauter, au oom du gouvernement, a donc demandé la réserve des votes, en prétextant contre toute vraisemblance des « difficultés électroniques » du système de vote.

Après une courte bronca, l'opposition, qui a rapidement fait ses comptes, a fourni la vraie explication : « Le groupe socialiste est insuffisamment représenté », a constaté Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ile-et-Vilaine).

Puis Jean-Jacques Jegou (UDF-FD, Val-de-Marne) s'est saisi à son tour d'un micro : « Il y a sur tous les bancs des collègues qui ont siégé des dizaines d'heures et qui dorment quatre heures par nuit depuis mardi. Sur le plan de la résistance physique comme du respect dû à l'Assemblée, je compte sur vous, monsieur le Ministre, pour que vous alliez vite chercher votre majorité, faites marcher vos téléphones ! »

ARUS DE DÉLÉGATIONS Les responsables socialistes n'avaient pas attendu M. Jegou pour tenter de battre le rappel de leurs troupes, alertés par un premier incident, mercredi soir, où l'opposition avait accusé les députés de la majorité, en nombre insuffisant, d'avoir abusé de leurs délégations de vote électronique. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances, avait lui-même expédié des télécopies aux commissaires socialistes, singulièrement peu nombreux en

séance depuis le début de la discussion budgétaire. Le cabinet de Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, est saisi à son tour : « Quand on arrive à joindre un député, on se fait jeter », raconte un de ses collaborateurs.

En l'absence du président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault (PS, Loire-Atlantique), retenu à Nantes par son procès, c'est la première vice-présidente du groupe, Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), qui a été chargée, en catastrophe, de mettre en place un plan de mobilisation.

M^{me} Neiertz a d'abord téléphoné à tous les députés de la région parisienne, puis envoyé chercher par une voiture du Palais-Bourbon des députés parisiens, réunis à l'Hôtel de Ville. Mais comme « cela n'a pas suffi », la députée s'est donc tournée vers les députés de Seine-Maritime, fief du président de l'Assemblée nationale, puis vers les députés de la Loire-Atlantique, département de M. Ayrault, qui n'ont pu éviter de sauter dans un TGV pour Paris.

M^{me} Neiertz note que, sur la vingtaine de membres du groupe théoriquement de permanence vendredi, seuls quatre ou cinq étaient présents. Mais le député-républicain pour la discussion budgétaire de la part de nombreux membres de la commission des finances « qui ont fait des pieds et des mains pour en être membres » étouffe davantage la vice-présidente du groupe socialiste. Et surtout mécontente fortement M. Emmanuelli.

Pour le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS, Isère), qui n'a « pas dormi depuis quinze jours (...), tout cela aurait pu être mieux organisé ». « Le calendrier était prévu depuis longtemps. Je ne comprends pas... », dit-il.

Plus explicite, Julien Dray (PS,

Essonne) affirme que « Jean-Marc Ayrault manque d'expérience dans la bataille parlementaire » et qu'il n'exerce « pas suffisamment de pression » sur les membres du groupe qu'il préside. « Il y a un problème d'autorité de la direction du groupe socialiste », confirme un collaborateur de M. Fabius.

« CONFRONTATION »

Un membre d'un cabinet ministériel juge que la plupart des députés socialistes, notamment les nouveaux, « ne se sentent pas concernés » par les débats en séance. Selon ce conseiller du Palais-Bourbon, les membres du groupe PS sont présents essentiellement aux réunions hebdomadaires du groupe, « moments-clés de confrontation entre le Parlement et le gouvernement, lieu des arbitrages et des principales décisions politiques ».

La prochaine réunion, mercredi 22 octobre, sera vraisemblablement aussi l'occasion de quelques mises au point. En attendant, les députés de la majorité se sont tout de même retrouvés à vingt et un contre sept, pour examiner l'article d'équilibre de la loi de finances, à 5 h 45, samedi.

Fabien Roland-Lévy

Les mécanismes d'aide à la presse sont modifiés

COMMENT aider la presse sans maintenir de privilèges ? D'une part, les députés ont adopté l'amendement de Jean-Marie Le Guen (PS Paris) instituant une taxe de 1 % sur les imprimés publicitaires - les « hors-média », afin de créer une aide supplémentaire indirecte en faveur de la presse. D'autre part, ils ont supprimé à l'unanimité les abattements fiscaux dont bénéficient quelque soixante-dix professions, dont les journalistes, les titulaires des hôpitaux de Paris, les auteurs-compositeurs ou les tailleurs de pipes de Saint-Claude.

Repoussé en commission, l'amendement Le Guen - qui a reçu le soutien du député UDF Laurent Dominati - devrait rapporter 400 millions de francs à l'Etat pour permettre la mise en place d'un plan de modernisation de la presse quotidienne. C'est pour pallier le transfert massif des recettes publicitaires vers les hors-média (qui attire 64 % des investissements) qu'une telle taxe sur les imprimés publicitaires a été défendue, en arguant du fait que « la presse contribue davantage à la vie démocratique ».

Le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter, a souhaité que les modalités et le montage financier de cette taxe soient clarifiés avant le

passage du projet de loi de finances en seconde lecture à l'Assemblée. Ce ne sera pas simple : on ne cache pas au ministre de la culture et de la communication qu'il faudra définir les « redevables » en sachant que les agences de publicité ne traitent qu'une très faible partie du hors-média et que les imprimeurs comme les distributeurs sont déjà souvent délocalisés. Sans compter que la presse gratuite affirme qu'une telle taxe « pénaliserait 50 000 emplois directs et indirects ».

La suppression des abattements fiscaux supplémentaires avait été votée sous le gouvernement Juppé, mais l'actuel gouvernement avait prévu de les rétablir. Didier Migaud (PS) a fait voter le maintien de leur

disparition au nom de « la justice fiscale ». M. Sauter a rétabli le fonds spécifique pour les journalistes, doté d'une enveloppe de 100 millions en 1998, afin de compenser la hausse d'impôt subie par cette profession. La suppression de cet avantage fiscal, considéré comme une aide indirecte de l'Etat à la presse, a suscité une protestation immédiate des syndicats de journalistes. Pour le SNJ, ce vote « trahit la promesse du candidat Lionel Jospin », tandis que le SNJ-CGT « appelle à la mobilisation de la profession » et FO redoute « un coup sérieux au pouvoir d'achat de toute la profession ».

Nicole Vulser

La contribution des usagers

POUR FINANCER un certain nombre de dépenses créées par leurs amendements, les députés ont décidé d'augmenter plusieurs des « recettes de poche » de l'Etat.

● **Carburants :** tous les carburants routiers augmentent de 8 centimes par litre à compter du 1^{er} janvier 1998, soit de 9,6 centimes par litre à la pompe, compte tenu de la TVA et de diverses taxes.

● **Papiers d'identité :** à compter du 1^{er} janvier 1998, le prix du passeport passe de 350 à 400 francs. Les frais de visa, valable un an, passent de 50 à 80 francs pour un aller-retour, et de 25 à 40 francs pour une sortie simple. Le droit de timbre pour la carte d'identité passe de 150 à 160 francs. Le droit de délivrance ou de renouvellement de la carte de séjour des étrangers passe de 200 à 220 francs.

● **Permis de conduire :** le droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire les véhicules au-

tomobiles, les motocyclettes et tous autres véhicules à moteur passe de 200 à 250 francs (15 janvier). Le permis mer, la carte mer et le certificat de capacité pour la conduite des bateaux sur les eaux intérieures passent de 300 à 400 francs, tandis que le droit d'examen pour ces documents passe de 200 à 250 francs (15 janvier 1998).

● **Chèques sans provision :** la pénalité libératoire sanctionnant les chèques sans provision émis au cours des douze derniers mois passe de 120 à 150 francs par tranche de 1 000 francs à compter du 1^{er} janvier 1998.

● **Voitures de société :** la taxe sur les véhicules des sociétés passe de 5 800 à 6 800 francs pour les voitures dont la puissance fiscale n'excède pas 7 CV, et de 12 900 à 14 800 francs pour les autres véhicules. Les nouveaux tarifs s'appliquent « à compter de la période d'imposition du 1^{er} octobre 1997 ».

VOTRE CAVE A VIN

FAISSENT UN 4 FOIS SANS FRUITS

- Conservation et vieillissement des vins.
- Température réglable.
- Humidité contrôlée.
- De 75 à 1500 bouteilles.
- Pour le particulier et le professionnel.
- SANS MOTEUR.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04 68 50 04 05

HISTOIRE A l'occasion du trente-sixième anniversaire de la manifestation pacifique du FLN, le 17 octobre 1961, Algériens et Français ont raconté, vendredi 17 octo-

bre, la répression sanglante des manifestants qui a coûté la vie à plus de deux cents personnes. L'émotion suscitée par ces souvenirs a été avivée par la coïncidence

avec le procès de Maurice Papon, qui avait dirigé les opérations en tant que préfet de police de Paris. DES POLICIERS témoignent du contexte historique des massacres,

et notamment la haine farouche qu'avait provoquée les attentats du FLN contre des policiers. LES HISTORIENS saluent la décision d'ouvrir les archives sur cette

période, mais ils doutent de la possibilité d'établir la vérité d'après les documents incomplets de la préfecture de police de Paris et du ministère de l'Intérieur.

La commémoration du 17 octobre 1961 réveille la douleur des victimes

Lors d'une soirée souvenir à Paris, dont l'émotion a été avivée par la coïncidence avec le procès de Maurice Papon, Algériens ayant subi la répression et Français présents sur les lieux des massacres ont raconté la « sauvagerie extrêmement froide » des policiers

« LE 17 OCTOBRE 1961, on se passe le mot d'une oreille à l'autre. On ne sait même pas ce qu'est une manifestation pacifique mais on sait que tous les camarades vont y aller. » Dans la petite salle du centre culturel de l'Agence, rue de Charonne à Paris, le silence se fait. Réunies à l'appel du MRAP, une centaine de personnes sont présentes, vendredi 17 octobre, pour écouter le récit terrible des survivants et des témoins de la répression de la manifestation pacifique des Algériens du 17 octobre 1961. Organisée par le FLN, elle avait réuni plus de 30 000 hommes, femmes et enfants dans les rues de Paris. Plus de deux cents ont été tués, selon les historiens. Le bilan officiel ne fait toujours état que de deux morts parmi les manifestants et de deux blessés par balles parmi les policiers.

Saad Ouazen, jeune Algérien aux moments des faits, raconte : « Dans la soirée, on commence à marcher à pied de Saint-Denis jusqu'à Paris. Les gens s'agglutinent comme des fourmis, tous les bus étaient pleins. On prend le métro à la station Pleyel, et on descend à Concorde. On est trop entassés dans la station, il y a trop de monde, on est obligés d'escalader les escaliers. Mais en haut, on voit les CRS, les civils, des autorités. Les autres nous

poussent, on est obligés de monter. Là, on reçoit des coups de barre sur la tête, des coups de crosse sur les jambes. Les plus faibles, ceux qui étaient déjà en sang, ils les achevaient jusqu'à la mort. Je l'ai vu. »

« LES FRAPPAIENT MÉTHODIQUEMENT » Quand on sortait, ils nous entassaient les uns contre les autres, poussaient-ils. Ils en balançaient certains de l'autre côté du pont, j'étais costaud, j'ai pu m'en sortir. Après un premier triage, ils nous ont emmenés au Palais des sports. Il y avait des barbelés. Le premier qui tombait, ils l'achevaient. Après deux ou trois jours, on m'a emmené à Vincennes [au centre d'identification], j'y suis encore resté plusieurs jours... Si je vous dis autre chose, vous allez pleurer. »

Ferouz Boumezou prend alors la parole. Au travers d'elle, c'est son père, militant FLN (Front de libération nationale) décédé l'an dernier, qui témoigne : « Quand je suis arrivé avec mes amis pont de Neuilly, il y avait des harkis [des supplétifs enrôlés par Maurice Papon dans la Force police auxiliaire], ils nous tabassaient à coups de crosse et de matraque. L'un d'entre eux m'a frappé et je suis tombé. Des policiers m'ont ramassé et m'ont mis dans un camion parce qu'ils croyaient que j'étais mort. On a tous



été jetés dans une grande salle, certains criaient, appelaient Dieu à l'aide. On m'a ensuite transféré à l'hôpital Vaugrand, avec soixante-quinze hommes, mais avant qu'un me drogue, j'ai pu m'échapper. Dans la rue, les tous refusant de me prendre, parce que mon pardessus était taché de sang. » Après cette nuit, le père de Ferouz a été déclaré invalide à 80 %.

Dans l'assistance, de nouvelles voix s'élèvent. Celles de Français, témoins directs de la ratonnade, qui refusent aujourd'hui le silence qui a longtemps couvert ces événements. Il y a là Josette Brancou, membre d'un réseau de soutien aux Algériens, qui était place de l'Etoile dans la nuit du 17 octobre : « J'ai vu des Algériens qui sortaient du métro, mais au niveau des

épaules, pour montrer qu'ils étaient pacifiques. La police les attendait. Les civils étaient les plus enrégés. Ils tapaient avec la crosse de leurs revaliers. Les hommes tombaient dans la boue. Ça a duré longtemps. Un Français s'est penché pour en relever un, il a dit qu'il était docteur. Il s'est fait assommer. » « C'était d'une sauvagerie extrêmement froide, témoigne Jean-Louis Péninou, journaliste. Pas de coups de feu, les policiers cognaien en silence. C'étaient des hommes non menacés qui frappaient méthodiquement sur la tête d'autres hommes qui ne les menaçaient en rien. Des hommes qui avaient revêtu leur costume du dimanche pour manifester pacifiquement. »

« INDIFFÉRENCE ET REÇU » De la place de l'Opéra, où ils étaient, Clara et Henri Benoit, syndicalistes CGT de l'usine Renault Billancourt ont vu défiler un groupe de femmes et de jeunes filles, sanglées dans des jupes blanc, rouge, vert, aux couleurs du drapeau algérien. Ils les ont suivies un moment avant d'entendre des coups de feu. Dans la cohue, Henri Benoit ramasse un blessé et le sauve en le portant dans le métro. « Les Français, dans la rame, n'exprimaient qu'indifférence ou recul », se souvient-il. Plus tard, devant le cinéma Rex, boulevard Bonne-Nouvelle, le couple a vu les « godasses » qui traînaient, témoins silencieux du massacre qui s'était déroulé quelques minutes avant.

Leur ami, Pierre Cadel, responsable CFTC à Boulogne-Billancourt, y a assisté. Témoignant par écrit, il raconte : « A la tête de la manifestation, devant le Rex, des policiers sont arrivés en voiture. Ils sont descendus et j'ai entendu des coups de feu. Des hommes, des femmes et des enfants étaient repoussés contre les murs. Les victimes s'effondraient sous les impacts de balle. Des hommes gisaient dans des flaques de sang, il y avait des morts et des blessés. »

En face, du balcon du troisième étage du journal L'Humanité, Georges Azenarck, reporter-

photographe, est témoin de la même scène : « On a entendu des coups de feu. C'est là que j'ai vu l'insoutenable horreur. Des policiers traînaient sur le sol des corps et les entassaient devant le numéro 5 du boulevard Bonne-Nouvelle, face au Rex. Tous les corps étaient étendus, entassés, inanimés. Il y en avait dix ou douze. Alors des véhicules de police sont arrivés, ils les ont embarqués et, ensuite, il ne restait plus

Manifestations du souvenir à Bordeaux et à Paris

« A la mémoire des Algériens "noyés par balles" le 17 octobre 1961 » : sous cette banderole, quelques dizaines de personnes se sont réunies dans le silence, vendredi 17 octobre, devant le palais de justice de Bordeaux où comparaît Maurice Papon.

« La barbarie humaine concerne tous les citoyens français et nous sommes solidaires des proches et des familles des déportés juifs », a déclaré Ahmed Seraj, responsable de l'association Boulevard des potes. Dans la soirée, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées sur le pont Saint-Michel, à Paris, à l'appel du MRAP et d'une vingtaine d'organisations, pour marquer le souvenir des victimes de la répression. Des pancartes proclamaient : « 17 octobre 1961, Papon coupable. »

rien. Toute ma vie je me souviendrai de ces images de cauchemar. » Le lendemain du massacre, Bernard Morin, cardiologue, reçoit la visite d'un ami algérien. Son frère a été tué par la police, il lui demande d'aller voir son corps à l'Institut médico-légal. « On m'a dit qu'il était mort en s'évadant, mais j'ai vu son cadavre. Il avait été battu à mort, torturé. »

Cécile Prieur

« C'était un mouvement de vengeance collective », dit un policier

« QUAND J'AI SU que les Algériens allaient défilé, j'ai pensé que ça allait baragoler. » M. V. est un policier à la retraite, membre de Police et humanisme, une association de fonctionnaires chrétiens créée pendant la guerre d'Algérie pour dénoncer la torture et revendiquer le « droit à la désobéissance ». En 1961, il était brigadier, affecté au service technique de la préfecture de police. M. V. n'était pas chargé du maintien de l'ordre en cette soirée du 17 octobre, mais il se souvient de l'ambiance électrique qui régnait alors dans les services : « Une ambiance de guerre. »

Devant les commissariats, des « pissotières » avaient été érigées, autrement dit des murs de béton destinés à protéger le factionnaire contre les attentats, après l'assassinat de plusieurs policiers par le FLN.

« Nous étions perpétuellement sur le qui-vive. Dans le info, je ne me déplaçais qu'en civil. Les attentats nous avaient vraiment montés contre les Algériens. Quand quelqu'un de votre famille est touché - et la police est un peu une famille -, vous avez la haine. Et la haine appelle la haine. Il y a eu un déchaînement, une riposte. Les collègues se pensaient en légitime défense. »

« C'était la nuit qu'ils tiraient sur les postes », dit M. V. Justifiant ainsi le couvre-feu imposé aux seuls Algériens par le préfet Papon. Quant à la manifestation du FLN, il la considère comme une « provocation ». « Ils savaient ce qui les attendait, assure-t-il. Ils ont envoyé les gens à l'obalot, d'autant que l'opération était aussi terriblement remuante. » Ce soir-là, « des cars avaient été mis en réserve et

les ordres étaient particulièrement rigoureux : le défilé était interdit, il ne devait pas avoir lieu ». Selon le policier, des marches de pique ont été fournies et « certains policiers ont fait usage de leur arme de service. »

Un autre témoin, commissaire de police, se souvient qu'il a été interrompu par des coups de feu, au cours d'un dîner entre collègues, le 17 octobre, à Nanterre : « Sortis dans la rue, nous sommes tombés sur un groupe de gardiens de la paix armés poursuivant un Algérien. Ils nous ont vus en train de les pointer, c'est pas une affaire pour nous ! » Ce soir-là, dit le commissaire, « c'était un grand mouvement de vengeance collective à la base. De la violence à l'état pur. »

Ph. B.

La recherche de la vérité au fond des boîtes d'archives

LA VÉRITÉ sur le 17 octobre 1961 sortira-t-elle des boîtes d'archives qui dorment depuis trente-six ans à la préfecture de police de Paris et au ministère de l'Intérieur ? Les historiens spécialistes du sujet en doutent, même s'ils saluent la volonté affichée par Catherine Trautmann et Jean-Pierre Chevènement d'aider à faire la lumière sur la tragique répression de la manifestation du FLN (Front de libération nationale algérien).

« On va trouver des indices, des morceaux de vérité qu'il faudra collationner, recouper avec méticulosité, cela sera très long, prévient Jean-Marc Berlière, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Dijon et auteur du Monde des policiers en France au XIX^e et XX^e siècles (Éditions Complexe). Il n'y aura pas de scoop, sinon une confirmation du fait qu'il y a eu des morts, beaucoup plus de morts que ce que dit Papon. »

Le statut et le fonctionnement très particuliers des archives de la préfecture de police (PP) de Paris expliquent un tel scepticisme. Si la police parisienne, encore de statut municipal en 1961, a été intégrée au sein de la police nationale en 1966 après l'affaire Ben Barka, les archives de la PP conservent, aujourd'hui encore, un statut dérogatoire qui assure leur indépendance à l'égard des Archives nationales.

Dans ce cadre, chaque service de la préfecture reste propriétaire de ses propres archives et peut décider de les verser ou non au service central. Ainsi, les renseignements généraux ne communiquent aucun document, considérant chaque

pièce comme un outil de travail. Au moins jusqu'à une époque récente, l'accès aux secrets de la préfecture de police était rendu d'autant plus aléatoire qu'aucun fichier descriptif n'était communiqué aux chercheurs. Les demandes étaient donc formulées en aveugle et les refus sans appel. Quant aux entretiens avec les responsables du service, ils peuvent se dérouler en présence... d'un fonctionnaire des renseignements généraux.

« ÉCRÉPAGE » Les dossiers eux-mêmes sont l'objet d'un « évident écrépage, sans que l'on puisse savoir si cette opération se fait au fil du temps ou juste au moment de la demande de consultation », témoigne Sandrine Treiner, journaliste et historienne, qui s'apprête à publier au Seuil une Histoire de la Préfecture de police depuis 1944.

M^{me} Treiner reconnaît que l'actuel préfet de police est « porteur d'un discours d'ouverture » sur le sujet et que des dérogations au principe légal du secret pendant

soixante ans pour les « documents dont la communication serait susceptible de porter atteinte à certains intérêts publics » sont accordées. M. Berlière confirme cette évolution. Il note qu'un fichier documentaire existe désormais et que les réponses aux demandes de consultation ont été accélérées.

La spécificité des événements du 17 octobre, du strict point de vue policier, accentue les difficultés. Ce soir-là, les agents de base, animés d'un désir de venger leurs collègues assassinés par le FLN ont échappé aux principes de base du maintien de l'ordre pour se lancer, par petits groupes, dans la chasse à l'homme, poursuivant des Algériens désarmés dans des immeubles, parfois avec l'aide de pompiers, d'agents de la RATP ou de simples passants. « Je doute qu'un gradé ait pu reconnaître dans un rapport qu'il a perdu le contrôle de ses hommes », remarque Jean-Marc Berlière. Pour l'historien, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), la communication, par la préfecture de po-

lice, des enregistrements des transmissions radio du 17 octobre pourrait être riche d'enseignements, si elle n'est pas tronquée.

D'autres révélations sur la nuit sanglante sont à rechercher, d'après lui, dans les archives des autres corps de maintien de l'ordre (ministère de l'Intérieur pour les CRS et de la défense pour les gendarmes). Ceux-ci, en rivalité avec les policiers municipaux, ont pu jeter à l'époque un regard critique sur les agissements de leurs collègues. D'autres éléments pourraient émaner des archives de l'Institut médico-légal, où sont arrivés les cadavres, et du service de santé des armées, qui est intervenu, notamment au Palais des sports, où des Algériens arrêtés ont été rassemblés.

La dernière interrogation des historiens concerne la portée réelle de la promesse d'« ouvrir les archives ». S'agit-il d'une ouverture totale à tout citoyen, ou d'une multiplication des dérogations ? Les déclarations ministérielles ne permettent pas de le savoir.

La reconstitution complète de la mémoire du 17 octobre, déjà largement engagée par les travaux de Jean-Luc Einaudi (La Bataille de Paris. Le Seuil 1991), d'Anne Tristan et de Mehdi Lallaoui (Le Silence du fleuve. Syros 1991) exige encore un minutieux travail de recherche, d'enquête et de synthèse, non seulement sur les agissements policiers mais aussi sur les responsabilités de la hiérarchie de l'Etat, et sur la stratégie du FLN ce soir-là.

Philippe Bernard

M. Chevènement confie une « mission d'analyse » à un conseiller d'Etat

Le ministre de l'Intérieur a confié, vendredi 17 octobre, à Dieudonné Mandelkern, président de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, une mission sur les archives concernant la répression sanglante de la manifestation d'Algériens du 17 octobre 1961 à Paris. Il s'agit d'une « mission d'analyse et de synthèse du contenu des archives de la préfecture de police de Paris et des services qui lui sont rattachés pour tout ce qui concerne les événements relatifs à la manifestation du 17 octobre 1961 », a annoncé le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il précise que le rapport de M. Mandelkern sera rendu public.

Vue d'Alger, la « Seine d'horreurs »

« SEINE... ROUGE ». « Seine d'horreurs », « paponnade », le « metteur en Seine ». Le procès pour crimes contre l'humanité intenté à l'ancien préfet de Paris a fait sortir de son aspect habituel la commémoration, en Algérie, de la journée du 17 octobre.

Le quotidien El Moudjahid publie un dossier dans son édition du 16 octobre et annonce que la Fondation du 8 mai 1945 (en référence aux massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui ont fait 45 000 morts selon les sources françaises) a déposé plainte pour crimes contre l'humanité contre Maurice Papon. Son président, Bachir Boumazza, ancien ministre de Houari Boumedienne et membre du comité central de l'actuel FLN affirme qu'il ne s'agit pas de « rouvrir les plaies (...) mais de décoloniser l'Histoire. (...) Au moment où Jean-Marie Le Pen remet sur la scène publique ses théories sur "l'inégalité des races", il convient de rappeler ce vrai délit de facies. »

Bachir Boumazza publie un article dans le journal arabophone El Khabar dans lequel il accuse Maurice Papon d'avoir, en tant que préfet de Constantine, engagé la politique de déplacement des populations et l'instauration de zones interdites, et d'être, en sa qualité de chef de la police parisienne responsable de la ratonnade de la Seine, qu'il ajoute-t-il, gardera « pour toujours le nom du criminel Maurice Papon ». Il s'agit, écrit Bachir Boumazza, d'« une tache honteuse pour un Etat qui prétend respecter les valeurs de la République, de la démocratie et des droits de l'homme. »

El Moudjahid publie une « liste nominative incomplète » de soixante-treize morts et de soixante-sept disparus, ainsi qu'un appel lancé par les familles des victimes de « l'octobre noir » : « Soixante années d'attente ont écoulées pour le droit à l'ouverture du dossier de l'octobre noir parisien de l'année 1961. Alors, dans vingt-quatre ans, où sera Maurice Papon ? Qui allons-nous condamner ? Le crime ? Mais derrière le crime il y a toujours des hommes... » Les auteurs de l'appel considèrent qu'il est temps que « la France reconnaisse qu'à un moment de son Histoire des Français ont commandé à d'autres Français de réprimer par la violence la plus abjecte, le crime, une manifestation pacifique... »

« LE PRODUIT D'UN SYSTÈME » El Moudjahid qualifie Maurice Papon de « sinistre personnage » et estime que son procès pour sa responsabilité dans la déportation massive d'enfants juifs honore la justice française. Mais, ajoute-t-il, « les crimes contre l'humanité commis contre les Algériens - et que Paris, la capitale des droits de l'homme, n'a pu éviter et, plus grave, a tenté par tous les moyens d'étouffer - restent toujours impunis. »

Pour Le Matin, Maurice Papon doit rendre des comptes pour les Algériens morts le 17 octobre, mais également pour les manifestants français qui ont péri au métro Charonne : « Maurice Papon est le produit d'un système. Un système colonial qui n'a rien à voir avec le peuple français et encore moins avec ceux qui gouvernent la France aujourd'hui... »

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

Le président du conseil régional des Pays de la Loire, qui témoignait après Raymond Barre, a rappelé que trois premiers ministres de la V^e République – Michel Debré, Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville – étaient dans la fonction publique du régime de Pétain.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Qui dit qu'il n'y en eût début d'audience, vendredi 17 octobre, M. Jean-Marc Varaut, conseiller de Maurice Papon, fait part au président de la cour d'assises, Jean-Louis Castagnède, de son étonnement. L'avocat a pris connaissance des déclarations de l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Walter Eytan, qui ne se souvenait pas avoir félicité au nom du gouvernement israélien, en 1962, le fils aîné d'Amir, le cadet de la famille Papon pour services rendus à Israël (*Le Monde* du 18 octobre). L'accusé aurait-il menti ? Mercredi, Maurice Papon avait livré une information inédite : la Corse aurait servi de base de transit pour des livraisons d'armes alors sous embargo.

« En ce cas, me permettez-vous d'apporter, lundi, la mitrailleuse des armées israéliennes offerte alors par M. Eytan, en présence de MM. Edgar Foure, René Mayer et Marcel Bleustein-Blanchet ? », demande M. Vaurat. Parole contre parole. « C'est une pièce à conviction morale », insiste l'avocat. Le président Castagnède n'y voit aucun inconvénient. Va donc pour la mitrailleuse-souvenir, qui sera versée aux débats. La plaque de remerciements dira qui du préfet ou de l'ambassadeur conserve la meilleure mémoire.

Saisie par un procès qui prend valeur d'examen de conscience nationale, la cour d'assises de la Gironde, justement, a soif de souvenirs. L'ancien premier ministre Raymond Barre, soixante-treize ans, fait remonter les siens à 1976, date à laquelle il a connu l'accusé. « Maurice Papon était rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée. Il avait la réputation d'un grand commis de l'Etat à qui Michel Debré, le général de Gaulle, M. Pompidou avaient fait confiance. J'ai pu bénéficier de son concours dévoué et efficace. »

Ce dévouement et cette efficacité, rappelle l'actuel député (UDF) et maire de Lyon, valurent à Maurice Papon de devenir, en 1978, son ministre du budget. « Il appartenait à un parti [le RPR] qui ne cessait de

harceler le gouvernement, se souvient-il. Il a fait preuve d'une très grande loyauté. Je lui en sais gré. » Raymond Barre se tourne un instant vers l'accusé. En moins de dix minutes, l'ancien premier ministre a cerné sa déposition. Un juré est autorisé – ce qui est peu courant – à s'adresser directement au témoin : « Connaissez-vous les fonctions de Maurice Papon pendant l'Occupation ?

- Non, monsieur.
- Avant de confier un poste de mi-

nistre à quelqu'un, a-t-on la possibilité de vérifier son passé, comme on le fait avec un employé ?

— Monsieur, il est toujours nécessaire pour un premier ministre de s'informer sur les hommes qui sont proposés. [Pour M. Papou], je n'avais pas à me poser beaucoup de questions. Sa réputation était excellente. »

De souvenirs en réputation distillée dans les mémoires, Olivier Guichard, soixante-seize ans, baron du gaullisme et actuel pré-

sident (RPR) du conseil régional des Pays de la Loire, livre malin, à la barre, une anecdote. Il était chef du cabinet du général de Gaulle de 1951 à 1958 : « A la fin mai 1958, j'ai eu la visite de Maurice Papon, qui venait d'être nommé préfet de police à Paris. J'ai rendu compte de cette visite au Général. Et celui-ci me dit : "Ah ! Papon. C'était un préfet de Vichy qui était avec moi à Bordeaux [à la Libération]. A la rendu de grands services à Cusin, quand celui-ci était commissaire de la Ré-

publique". Le mot du Général. Un prêtre de Vichy qui a rendu des services». L'ancien ministre peut-il les détailler? «Avec le Général, les conversations étaient brèves», répond-il, pour confesser que non. Olivier Guichard, qui a rangé ses notes à la demande du président pour ne pas nuire à l'oralité des débats, explicite le contexte historique. «A la Libération, le général de Gaulle avait un désir extrêmement vif de protéger l'unité du pays. C'est ainsi qu'il n'est le mythe gaulliste qui consistait à dire que le régime de Vichy n'avait pas existé. Et cet autre mythe que nous avions gagné la guerre. Il ne fallait pas qu'il y eut le procès de la France, de l'ensemble des Français.»

Il précise: « Bien sûr, l'ordonnance de 1944 déclarait Vichy nul et non avenu. Mais c'est en fait dès le 16 juin 1940 que le Général l'avait déclaré ainsi. On ne pouvait donc pas incriminer les Français sur un Etat qui n'existait pas. » Et le terminus de lâcher: « Bien entendu, tous les

premiers ministres du Général était dans la fonction publique de Vichy. Mais c'était comme si cela n'avait pas été. » Il cite : « Un conseiller d'Etat, un professeur, un diplomate. » On comprend : Michel Debré, Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville.

Benjamin des avocats de la partie civile, M^e Arnn Klarsfeld remarque alors qu'*« il n'a fallu justement attendre qu'un homme qui n'était pas ndulte au moment de Vichy [Jacques Chirac] arrive à la tête de l'Etat »* pour qu'un revirement officiel sur cette question soit opéré. Mais la remarque, chez Olivier Guichard, n'appelle aucune observation.

« RÉACTION DE SURPRISE »

Cité par la défense, Philippe Mestre, ancien directeur de Raymond Barre à Matignon et ministre des anciens combattants du gouvernement d'Edouard Balladur, abonde lui aussi en faveur de l'accusé : « J'ai eu des confidences de Maurice Bourges-Mounoury [président du conseil de René Coty et grand résistant, NDRLR], qui m'a dit que Maurice Papon avait rendu à la Résistance des services éminents. » En tant qu'ancien préfet, M. Mestre s'étonne des responsabilités que l'on impute à l'ancien secrétaire général de la préfecture, de la Gironda. « Quand nous avons appris ce qu'on reprochait [à M. Papon], dit l'ancien ministre, nous avons eu une grande réaction de surprise. J'ai pensé que c'était une affaire politique. »

Alors défient encore quelques
lignes, au fil des témoignages :
Maurice Papon lyctéen, « aimant
Bergson, attiré par des idées de
Gauguin », pour Félix Caillaud, « le
plus ancien ami » ; Maurice Papon
saint-cyrien, « craignant la montée
du nazisme », selon Jean Lisboame,
un autre saint-cyrien ; Maurice Pa-
pon préfet de police, « dur et ex-
igeant, y compris avec lui-même »,
dépeint Roland Faugère, son chef
de cabinet ; Maurice Papon député,
maire, « humaniste, au service du
Cher, à la disposition de ses adminis-
trés », d'après Serge Vincou, son
successeur à la mairie de Saint-
Amand ; Maurice Papon ministre,
« très droit, très clair, grand serviteur
de l'Etat » décrit par Paul-Henri
Wattine, son chef de cabinet. Enfin,
Maurice Papon homme, « secret,
solitaire et réservé » pour Michèle
Aumont, une amie.

Reste à connaître Maurice Papon
secrétaire général de la préfecture
de la Gironde.

Jean-Michel Durnay
Noëlle Herrenschmidt

Valéry Giscard d'Estaing ne viendra pas témoigner

L'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing, cité par la défense de Maurice Papon, a adressé une deuxième lettre au président de la cour d'assises de la Gironde, indiquant qu'il ne pouvait toujours pas se déplacer pour témoigner au procès en raison d'obligations professionnelles. Les parties ont finalement renoncé à son audition.

Dans une première lettre, l'ancien chef de l'Etat s'était déclaré disposé à témoigner par écrit, ce qu'il a fait spontanément dans son second courrier. Le président de la cour d'assises se réservait la possibilité de lire ultérieurement ce témoignage.

Deux ouvrages pédagogiques pour faire le point

MALGRÉ une épaisseur mndeste - 157 pages -, le *Maurice Papon*, de la *Collaboration aux assises*, de Philippe Cohen-Grillet, a eu le « privilège » de provoquer la colère du défenseur de Maurice Papon dès le premier jour du procès. Stigmatisant « un médiocre petit livre d'histoire », M^r Jean-Marc Vauraut s'est inscrit en faux contre l'une des révélations de ce texte.

S'appuyant sur « une source proche du dossier d'instruction », l'auteur affirme que celui qui n'était pas encore avancé de M. Papon était l'un des participants clés, en 1986, d'une réunion tenue au domicile privé du garde des sceaux d'alors, Alain Chalon. Au cours de cette assemblée, aurait été évoqué le vice de procédure qui devait conduire, en 1987, à l'annulation de la première instruction par la Cour de cassation sur le motif qu'on avait entendu comme témoin le supérieur hiérarchique de M. Papon sans l'inculper.

UTILE ÉTAT DES LIEUX
Philippe Cohen-Grillet est un jeune journaliste, aujourd'hui membre de la rédaction de *L'Événement du jeudi*. Il a suivi depuis six ans, à Bordeaux, les dernières péripéties de cette affaire aux multiples rebondissements. Quoique militant, son ouvrage est informé et assez proche des thèses de la partie civile, celles de Michel Sli-

tinsky et de M^r Gérard Boulanger en particulier. Si on ne peut donc parler de livre d'histoire, il demeure un utile état des lieux pour le long procès qui commence.

Pour lui, s'agissant d'un des points les plus sensibles des débats à venir, la cause est entendue : Maurice Papon « *savait* » que les déportés juifs étaient envoyés à Auschwitz, contrairement à ce qu'il a toujours affirmé ; et même s'il pouvait ignorer les détails de l'extermination, il « *savait* » au moins que la mortalité y était élevée.

Dans une des pièces d'archives reproduite en annexe, l'auteur publie ainsi une circulaire de la police allemande datée du 13 mai 1943 : elle informe la préfecture de la Girondine, n° siège M. Papon en tant que secrétaire général, que la détenue Hélène Castéra, originaire de Bègles, est décédée en détention à Auschwitz. (Hélène Castéra n'a pas été déportée dans les convois dont il sera question au procès.)

Philippe Cohen-Grillet lève aussitôt un coin du voile sur les dissensions internes qui opposent – ou ont opposé – les parties civiles. Opposition entre celles qui souhaitent que l'on fasse la différence entre une « complicité » pour crime contre l'humanité et le crime contre l'humanité lui-même et que cette différence se traduise, comme le suggère Serge Klarsfeld,

par une gradation de l'éventuelle peine, et celles qui, comme le prône M Gérard Bnoulanger, résument ce genre de distinguo. Opposition entre celles qui entendent demander justice pour les souffrances infligées aux juifs en tant que juifs, et celles qui veulent, avant tout, faire le procès de la haute administration sous Vichy.

Pour ces éclairages-là, en dépit de son style engagé, ce petit livre reste donc un bon vade-mecum de début d'assises. Avant que pièces, arguments et contre-arguments n'aient fait évoluer les positions et vieillir l'ouvrage...

LES RISQUES DE LA BRIEVETÉ

Le Dossier Papppn, de Bernard Violet, autre journaliste, est plus ambitieux. L'auteur entend retracer, d'un bout à l'autre, la carrière de l'ancien secrétaire général de préfecture et conduire le lecteur de Gretz-Arnainvilliers (Seine-et-Marne), ville natale de l'accusé, au palais de justice de Bordeaux, en passant par Vichy et par l'affaire Ben Barka.

Si l'on y trouve une description plus détaillée des affaires algériennes auxquelles le préfet de police du général de Gaulle fut mêlé, on peut regretter que la matière — comme celle de la vie même de Maurice Papon — qui recouvre, en somme, près de soixante années d'histoire contemporaine française ait contraint M. Violet à être

parfois sommaire. Comparée au travail de M^r Gérard Boulanger, par exemple, la description de la reconversion de Maurice Papon, du service de Vichy au gaullisme, manque de l'analyse critique de terrain, qui fait le mérite de l'ouvrage de l'avocat : Papon, un intrus dans la République (Seuil).

Néanmoins, sur la question de l'appartenance contestée de M. Papon au réseau de résistance Jade-Amical, qui fut certifiée, en octobre 1944, par le colonel Arnould, dit « Ollivier », Bernard Violet apporte un éclairage nouveau, intéressant quoique indirect. Il exhume un livre, passé inaperçu il y a vingt ans, de Robert Terres : *Double jeu pour la France* (Grasset, 1977), lequel jette pour le moins une certaine suspicion d'ensemble sur la réalité des faits de résistance dudit colonel Arnould - curieux personnage déjà connu pour être passablement typhonane...

Là encore, un livre utile pour entrer dans la salle d'audience de Bordeaux. Là nù tout peut être changé.

Nicolas Weill

★ *Maurice Papon, de la Collaboration aux assises*, de Philippe Cohen-Grillet. Editions du Bord de l'eau, 157 pages, 85 francs.

★ *Le Dossier Papon*, de Bernard Violet. Flammarion, 290 pages, 130 francs.

La nouvelle de
la recherche de

Le pape fait le tour du monde

[illegible]

La nouvelle gestion des maîtres auxiliaires gêne la recherche de solutions pour les postes vacants

Les syndicats d'enseignants et certains proviseurs dénoncent une « situation ubuesque »

Le ministère de l'éducation nationale cherche à régler le problème des centaines de postes d'enseignants non pourvus depuis la rentrée. Ce dys-

fonctionnement provient en grande partie d'un manque de souplesse dû à la nouvelle gestion des maîtres auxiliaires : tout en s'engageant à

les régulariser en masse, le ministère s'est interdit d'avoir à nouveau recours à cette « variable d'ajustement ».

LE MINISTÈRE de l'éducation nationale a récemment réuni l'ensemble des recteurs pour tenter de trouver une solution pour les centaines de postes d'enseignants non pourvus depuis la rentrée. Selon une enquête menée par le Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN-FEN), « environ un millier de professeurs manquent dans les établissements », essentiellement dans les matières spécialisées des lycées professionnels - l'électrotechnique ou la vente par exemple - mais aussi dans des disciplines géographiques comme l'espagnol et les sciences de la vie et de la terre. Ce dysfonctionnement pro-

vient de la nouvelle gestion des maîtres auxiliaires (MA). Si le ministère de l'éducation nationale s'est engagé, en juillet, à réemployer tous les MA qui étaient en poste en 1995-1996 ou en 1996-1997, soit environ 28 000 (Le Monde du 24 juillet), il a également précisé que « tout recours à de nouveaux maîtres auxiliaires était exclu ». Les recteurs ne peuvent donc plus utiliser ces « variables d'ajustement » qui permettaient au système de tourner.

« La situation est ubuesque, témoigne un proviseur de l'académie de Créteil. Nous avons des MA en surnombre dans des disciplines pléthoriques et, en même temps, nous avons des cours qui ne sont

pas assurés faute de personnels qualifiés. » Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), relève lui aussi le paradoxe : « Le ministère doit gérer la situation d'environ 30 000 enseignants en surnombre et, en même temps, devrait continuer de recruter dans les disciplines déficitaires, notamment celles où, dans le passé, il y a eu des défauts de recrutement. » Les académies de Versailles, Créteil, Lille et Lyon sont parmi les plus touchées. A Nantes, des étudiants-surveillants et des proviseurs ont été mis à contribution pour assurer des heures d'enseignement. A Boudy (Seine-Saint-Denis), les enseignants du lycée Jean-Renoir ont voté une grève

illimitée pour obtenir notamment un poste d'espagnol.

Depuis plus de vingt ans, les recteurs pouvaient recruter des maîtres auxiliaires lorsqu'il manquait des enseignants dans certaines matières. Jusqu'à 40 000 personnes ont ainsi été employées. La crise de recrutement étant passée, de plus en plus de MA se sont retrouvés au chômage après, parfois, des années d'enseignement. Afin de « résoudre un problème social aigu », le ministère a donc décidé de les réemployer à plein temps.

« Le ministère est allé tellement loin dans le recrutement de MA qu'il n'y a plus d'argent », estime un proviseur, qui regrette que l'éducation nationale soit « dans l'incapacité de gérer ses flux d'enseignants ». A l'heure actuelle, les établissements tentent de faire face aux manques en faisant appel - quand ils le peuvent - à des vacataires ou à des contractuels. Si ces derniers sont recrutés pour un an, les vacataires, eux, ne peuvent effectuer que deux cents heures - ce qui ne couvre pas l'intégralité d'une année scolaire - et ne bénéficient d'aucune couverture sociale ni d'allocation de perte d'emploi.

Pour Jean-Jacques Romero, secrétaire général du SNPDEN, « le réemploi des MA est socialement une bonne chose. Mais il ne faudrait pas que l'arrêt du recrutement de nouveaux MA laisse la place à un auxiliaire encore plus précaire. A long terme, il est nécessaire de mieux gérer le nombre de postes mis aux concours dans les différentes disciplines ».

Sandrine Blanchard

Une peine de prison avec sursis requise contre M. Ayraut

Soupçonné de « favoritisme », le maire de Nantes et président du groupe PS à l'Assemblée plaide la « bonne foi »

NANTES

de notre correspondant

Trois mois d'emprisonnement avec sursis ont été requis contre Jean-Marc Ayraut, maire de Nantes et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, et Guy Lorant, directeur de la communication de la ville de Nantes, qui comparaissent, vendredi 17 octobre, devant le tribunal correctionnel de Nantes pour délit de favoritisme. La même peine, assortie d'une amende de 200 000 francs, a été requise contre l'éditeur Daniel Nedzela, qui comparait à leurs côtés. Ce dernier avait été condamné par le même tribunal, le 17 septembre, à trois ans d'emprisonnement, dont six mois ferme, pour un trafic d'influence lié aux marchés publics de plusieurs municipalités socialistes de l'Ouest, dont Nantes (Le Monde du 6 mai). Il a fait appel de ce jugement.

S'il devait être condamné, M. Ayraut le serait par l'application de la loi du 3 janvier 1991 confiant une qualification pénale à l'octroi d'avantages injustifiés interdisant l'égalité d'accès à la commande publique. La Société nouvelle d'édition et de publications (SNEP), dont le PDG est Daniel Nedzela, avait en effet assuré la fabrication et la diffusion du magazine municipal Nantes Passion pendant quatre ans, sans jamais avoir été mise en concurrence. De décembre 1991 à décembre 1993, ses prestations ont été facturées - 13 millions de francs - à l'Office municipal d'information et de communication (Omnic). Créée en novembre 1989, cette association « offrait un cadre juridique idéal pour obtenir des

commandes hors du code des marchés publics », a estimé le procureur adjoint Michel Semmes, reprochant les observations de la chambre régionale des Pays de la Loire, qui avait elle-même critiqué le « démembrement irrégulier » du budget municipal favorisé par la création de l'Omnic.

UNE « SOLUTION EFFICACE »

Le « passé de militant politique » du bénéficiaire de ces pratiques, M. Nedzela, ajouté à ses « prestations commerciales auprès d'entreprises souhaitant obtenir des marchés publics », avait attiré l'attention de la chambre régionale. Les conditions dans lesquelles le journal Nantes Passion lui a été confié n'ont toutefois pas été éclaircies. « Je le connaissais depuis une dizaine d'années comme militant, mais cela n'a absolument pas joué dans le choix de sa société comme prestataire de la ville de Nantes. S'est défectu M. Ayraut. Il n'a financé aucune de mes campagnes électorales ».

M. Ayraut a assuré avoir créé l'Omnic « en toute bonne foi », la mise en œuvre de la communication municipale exigeant une souplesse à ses yeux incompatible avec les contraintes du code des marchés publics. « Je recherche une solution efficace à des problèmes qui demeurent », a-t-il déclaré, rappelant qu'à la même époque de nombreuses collectivités locales créaient de telles associations. « Il n'y a eu à aucun moment la volonté de transgresser la loi », ont plaidé les avocats de M. Ayraut, demandant sa relaxe ou, à tout le moins, une dispense de peine. Le jugement sera rendu le 19 décembre.

Adrien Favreau

Polémique autour du financement des emplois-jeunes

À LA VEILLE de la manifestation nationale organisée par la Fédération syndicale unitaire (FSU), dimanche 19 octobre à Paris, sur le thème de « l'avenir du service public d'éducation », l'un de ses syndicats, le SNES, ouvre une polémique sur le financement des emplois-jeunes dans les écoles et les collèges. Selon ses responsables, le complément de rémunération de 20 %, prévu pour atteindre le niveau du SMIC, serait prélevé sur les crédits réservés aux heures supplémentaires dans le second degré et aux vacations dans l'enseignement supérieur. En clair, le SNES accuse le ministère de l'éducation, Claude Allègre, de vouloir ponctionner l'équivalent de « 120 000 heures », soit l'équivalent de 7 000 postes d'enseignement devant les élèves. Cette hypothèse, précise un communiqué, est contraire à l'esprit de la loi, selon laquelle les emplois-jeunes ne devaient pas être créés au détriment des moyens existants.

Cette affirmation a été démentie par le ministère de l'éducation. 600 millions de francs sont déjà prévus en 1997, y compris l'ancien. Le financement de 80 % du coût des emplois-jeunes est assuré sur le budget 1998.

ministère de l'emploi et de la solidarité : la question de la prise en charge des 20 % supplémentaires ne devait se poser qu'à partir de la rentrée de septembre 98. D'ici là, le ministère de l'éducation ne désespère pas d'obtenir une rallonge auprès des services de l'État. Parmi les autres hypothèses étudiées, figure toutefois un redéploiement du contingent d'heures supplémentaires. « En aucun cas, le surcoût ne sera prélevé sur les heures d'enseignement devant les élèves », affirme néanmoins le cabinet de M. Allègre. Tout au plus, est-il envisagé un ajustement entre les sommes inscrites au budget et les heures supplémentaires effectivement réalisées dans les établissements.

Il n'est pas sûr pour autant que cette meilleure gestion suffise à financer le surcoût des 40 000 emplois-jeunes de l'année, auquel devraient s'ajouter 35 000 nouveaux postes à la rentrée de 1998. Le SNES souligne que le volume de ces heures a déjà été ramené de 6,17 milliards de francs en 1997 à 5,61 milliards de francs en 1998.

Michel Delberghe

Le pape fait de Thérèse de Lisieux un « docteur de l'Eglise »

PLUS de cent mille personnes étaient attendues à Rome, dimanche 19 octobre, pour assister à la proclamation de Thérèse de Lisieux (1873-1897), par Jean Paul II, comme « docteur de l'Eglise ». Ce titre n'a été décerné que trente-deux fois, et c'est la troisième fois qu'il échoit à une femme. La sainte française succède à deux grandes mystiques, l'espagnole Thérèse d'Avila (1515-1562), réformatrice de l'Ordre du Carmel, et l'italienne Catherine de Sienne (1347-1380).

Cette proclamation n'obéit pas à un « coup de tête » d'un pape qui a toujours encouragé la dévotion populaire et à qui la spiritualité thérésienne est chère. C'est le fruit d'un « lobbying » de longue date, qui trouve son aboutissement à l'occasion du centenaire de la mort, le 30 septembre 1897, de Thérèse de Lisieux. Dès sa canonisation en 1925, la pression s'exerça sur le Vatican pour qu'elle soit déclarée docteur de l'Eglise. Pie XI l'avait qualifiée d'« étoile de [son] pontificat ». Mais faire d'une femme l'égal des Pères de l'Eglise, comme Jean Chrysostome, Ambroise, Jérôme, Augustin ou Thomas d'Aquin, était inimaginable. Un sens obstiné avait été prononcé.

UNE ŒUVRE BIEN CONNUE

C'est Paul VI qui brisa le tabou en proclamant les deux premières femmes, Thérèse d'Avila et Catherine de Sienne, docteurs de l'Eglise. La porte était ouverte pour Thérèse de Lisieux, et de nombreux théologiens (comme Urs von Balthasar) et évêques influents allaient demander à Rome de reprendre l'instruction de son dossier. Une cinquantaine de conférences épiscopales se sont prononcées favorablement, appuyées par des centaines de milliers de signatures recueillies et adressées à Rome.

Pour être docteur de l'Eglise, il faut avoir été canonisé(e), avoir laissé une œuvre écrite importante, « rayonnante » et « éminente », d'où la surprise d'aujourd'hui. Passe que ce titre soit attribué à des martyrs ou à des confesseurs de la foi, à des théologiens qui ont innové ou défendu la tradition contre les hérésies. Mais faire figurer parmi les « génies » de la doctrine chrétienne Thérèse Martin, petite

Normande morte de tuberculose à vingt-quatre ans, cloîtrée chez elle et au couvent, auteure de lettres et de poésies édifiantes, est une décision qui en a étonné plus d'un. Les défenseurs de son « doctorat » répondent que Thérèse d'Avila n'était pas non plus un puits de science et que Catherine de Sienne était une illettrée, autrement dit que le titre de « docteur de l'Eglise » n'est pas réservé aux Nobel de la théologie. La connaissance de ses œuvres, longues et obscures, est le résultat de quelques d'authentification (Le Monde du 17 octobre), a été moins rapide que sa popularité, attestée par la pénétration des pèlerinages à Lisieux (Calvados) et par ses succès d'édition. Un décalage s'est produit entre l'image d'une sainte à l'eau de rose et la réalité de sa « doctrine ».

Celle-ci apparaît mieux aujourd'hui. Thérèse est plus importante que ce qu'on lui laisse croire la dévotion qui l'entoure. Elle a rompu

avec le jansénisme d'un siècle qui confondait le salut avec la perfection. Elle a mis l'accent sur l'« humanité » d'un Dieu perçu comme tout-puissant et justicier, proposé une foi dévouée et humble à une époque de rationalisme triomphant, réconcilié les catholiques d'une République à l'anticléricalisme croissant. A côté de périodes de foi illuminée, elle a aussi connu des phases de doute profond qui la rendent proche de l'incroyable moderne.

C'est précisément la simplicité de sa « petite voie » qui fait son universalité. A cet égard, Thérèse de Lisieux est, avec François d'Assise, la sainte la plus connue à l'étranger et l'une des plus faciles d'accès pour des jeunes en recherche spirituelle. « A toutes les dérives sectaires, à toutes les illusions du Nouvel Âge », dit Guy Gaucher, son principal biographe, Thérèse offre la meilleure antidote. »

Henri Tincq

DÉPÊCHES

■ BIZUTAGE : la Société des ingénieurs arts et métiers, qui représente 27 000 anciens élèves de l'Ensam, a protesté, vendredi 17 octobre, contre la fermeture des centres de Clumy (Saône-et-Loire) et de Lille, décidée par la direction générale à la suite du constat de « dérives » dans la pratique de « l'usinage » (Le Monde du 16 octobre).

■ EXPULSIONS : une circulaire destinée aux préfets a été adressée, jeudi 16 octobre, par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, et le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, leur demandant « d'être attentif aux situations les plus difficiles » en matière d'expulsion locative. Cette directive entend prévenir l'éventuelle accélération des expulsions à la veille de la trêve hivernale, qui débute le 1^{er} novembre.

■ JUSTICE : l'avocat Francis Terquem, a été mis en examen, le 6 octobre, par deux juges d'instruction d'Evry (Essonne), et placé sous contrôle judiciaire. Partie civile au procès de Maurice Papon et principal conseil de SOS-Racisme, M. Terquem est soupçonné de « recel de banqueroute et détournement d'actifs » dans l'affaire de la banque-routte de la Compagnie papetière de l'Essonne (CPE).

■ ESCROQUERIE : Alain Pedretti, ancien président du club de football de Cannes, et Maurice Gozlan, actionnaire d'une société d'investissement immobilier, ont été remis en liberté par le juge d'instruction de Grasse (Alpes-Maritimes) Jean-Pierre Murciano, chargé de l'enquête sur l'achat des terrains d'une ZAC à Cannes (Le Monde du 20 septembre). Trois anciens dirigeants de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, ont été, par ailleurs, remis en liberté par la chambre d'accusation, dont l'ancien PDG de la banque, Pierre Despesailles.

■ PAUVRETÉ : une loi d'orientation sur la prévention et la lutte contre les exclusions sera présentée au Parlement « avant la fin du premier semestre 1998 », a annoncé le premier ministre Lionel Jospin, vendredi 17 octobre, lors de la dixième journée du refus de la misère organisée par ATD-Quart-Monde France.

L'EVENEMENT ANTI-CHUTE

ANTI-CHUTE DERCOS
A L'AMINEXIL®

10 ANS DE RECHERCHE POUR LA NOUVELLE
MOLECULE ANTI-CHUTE QUI LUTTE
CONTRE LA FIBROSE DES RACINES : L'AMINEXIL®.



EFFICACITE PROUVÉE®
À 6 SEMAINES
EN MILIEU HOSPITALIER.

Voici le premier traitement anti-chute à l'Aminexil® qui lutte contre la fibrose des racines. Cette fibrose entraîne la chute prématurée des cheveux. Consultez votre pharmacien.

VICHY
LABORATOIRES
LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU.

Claude Cohen-Tannoudji, jongleur d'atomes

Homme tranquille et surtout modeste, le Prix Nobel de physique 1997 partage sa passion entre l'enseignement et la recherche fondamentale. Pour être efficace, cette dernière doit à ses yeux jouir de la plus grande liberté

LES Nobel se suivent et se ressemblent pas. Sourire carnassier, amoureux de la vie, Pierre-Gilles de Gennes ne tient pas en place, affirme ne pas pouvoir rester plus de deux heures enfoncé dans une salle de travail. Mèche blanche en bataille, séducteur en diable, Georges Charpak est renommé pour ses descentes de « kamikaze » à ski et les soirées chaleureuses qu'il organise pour ses amis dans son chalet alpin. A l'opposé de ces personnalités flamboyantes, Claude Cohen-Tannoudji est réservé, presque timide. Il reçoit dans son salon en cravate et chemise blanche à 8 heures du matin, s'excuse pour la familiarité du chat qui s'impose sur la table et répugne visiblement à parler d'autre chose que de ses recherches.

Le Prix Nobel de physique 1997 est un homme tranquille. Un modeste qui s'étonne de se voir ainsi distingué, quand « il existe tant de chercheurs de très grande valeur ». Feignant, évidemment, d'ignorer que ses collègues et son entourage étaient persuadés, depuis plusieurs années, que le prix Nobel lui reviendrait un jour. « Je voudrais surtout me protéger, dit-il. Ne porter que de sujets sur lesquels j'ai compétence, j'espère que toute cette agitation va se calmer et que je pourrai reprendre très vite mes activités. »

Aucun farf dans ces propos. Il y a bien une vie après le Nobel mais, pour lui, « elle est au labo », constate un de ses collaborateurs. D'ailleurs, ce prix, « on pensait qu'il irait à d'autres », sourit Jacqueline, sa femme. « Il y a peu, on était avec les Américains de Boulder [des concurrents de son mari] et on pensait que le jury de Stockholm sauterait une étape et couronnerait directement les équipes qui ont mis en évidence les condensats de Bose-Einstein », des curiosités scientifiques où les atomes, tels des militaires, marchent d'un même pas. Claude Cohen-Tannoudji acquiesce, modeste.

L'amener à se livrer un peu n'est pas une mince affaire. La cause des droits de l'homme, il n'en soufflera mot. C'est l'un de ses collaborateurs qui vend la mèche. « Il s'est beaucoup investi, dans le cadre de l'Académie des sciences, pour la défense des chercheurs savants emprisonnés », se sou-



vient Jean Dalibard, qui travaille à ses côtés depuis 1980 au laboratoire Kastler-Brossel de l'Ecole normale supérieure (ENS). Ses hobbies ? « Ecouter de la musique, plutôt classique ; aller au théâtre ; lire un peu - pas assez -, plutôt des livres d'histoire ; voyager », lance, réticent, Claude Cohen-Tannoudji. Les murs de son appartement, couverts de reproductions de Chagall et de quelques tableaux d'artistes contemporains moins renommés, témoignent d'un goût évident pour la peinture. Mais c'est son épouse Jacqueline qui répond sur ce sujet.

« Avez-vous lu le discours que j'ai prononcé quand la médaille d'or du CNRS me fut décernée en décembre 1996 ? », s'enquiert-il, à titre d'échappatoire. Cet exercice obligé, sans doute pénible pour lui, l'a amené à évoquer publiquement sa vie et son enfance en des termes qui, tous, tendent à minimiser ses mérites personnels, à expliquer pourquoi il se retrouve soudain, à son corps défendant, sur le devant de la scène. Il ne s'en écarte guère pour répondre aux questions.

NÉ le 1^{er} avril 1933 à Coostantine, d'un père secrétaire-comptable et d'une mère au foyer, il souligne que ses parents furent très attentifs à l'éducation de leurs enfants. « Ils ont su nous montrer que les valeurs essentielles dans la vie étaient non pas l'argent et la puissance, mais le savoir et la connaissance. » De fait, son frère, polytechnicien, travaille sur les particules élémentaires au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et sa sœur est agrégée de lettres classiques.

Admis à l'Ecole normale supérieure, il débarque à Paris en 1953.

Il échappe ainsi à « la guerre d'Algérie et à son cortège de déchirures douloureuses », comme il a échappé, durant son enfance, à l'Afrique du Nord, « au sort funeste qui nous était réservé par l'idéologie nazie ». Pour un futur chercheur, la période est particulièrement faste. La science française est en pleine renaissance. Rue Lhomond, les locaux de l'ENS grouillent de personnages aussi fascinants que Laurent Schwartz et Henri Cartan, « papes des mathématiques », ou Alfred Kastler, futur Prix Nobel, et Jean Brossel, « gourou de la physique ». La physique quantique et la physique nucléaire s'ouvrent au physicien en herbe.

Bien qu'« illuminé » par les cours de Laurent Schwartz, il cède aux beautés de la physique vandeuse par Alfred Kastler. « Il en parlait de façon poétique. Je compris qu'il était possible de jouer avec les atomes, de combiner avec élégance des phénomènes physiques. » A l'époque, l'enseignement de troisième cycle n'existe pas. Avec d'autres étudiants tré sur le volet comme Pierre-Gilles de Gennes, Claude Cohen-Tannoudji participe à la fameuse école d'été des Houches, près de Chamoin.

Des conditions de travail à rendre jaloux n'importe quel étudiant d'aujourd'hui. Une tradition dont le Nobel de physique se veut le continuateur. Tous soulignent ses qualités de pédagogue, la passion qu'il met à communiquer son savoir. « A l'écouter, on avait l'impression d'être très intelligent, de tout comprendre à la physique quantique, se souvient Daniel

Sacotte, aujourd'hui haut responsable à l'Agence spatiale européenne. J'ai toujours, aussi, été frappé par le fait qu'il terminait ses cours épuisé. »

Cette passion de l'enseignement est, pour lui, totalement indissociable de la recherche. « D'ailleurs, souligne-t-il, la plupart des chercheurs créatifs que je connais sont aussi enseignants. » Son élection au Collège de France, en 1973, fut, assure-t-il, « l'un des événements les plus importants [sa carrière]. »

« Dans un amphi, vous trouvez toujours au moins deux paires d'yeux qui vous suivent avec passion. C'est un réconfort précieux dans les moments de dépression que connaît tout chercheur »

Les cours qui y sont donnés correspondent très exactement à sa conception de l'enseignement. « Pas d'examen, pas d'obligation d'inscription. Les gens viennent uniquement pour apprendre quelque chose. »

Enthousiaste, il ajoute : « Quand on enseigne au Collège de France, il faut changer le thème de son cours tous les ans. On est obligé de l'étudier d'abord. Pour certains collègues, c'est une obligation. Pour moi, une source de nouvelles idées. C'est ainsi qu'en préparant un cours sur les atomes froids j'ai été conduit aux recherches qui me valent aujourd'hui le prix Nobel. » Et puis, souligne son épouse Jacqueline, professeur de physique, « dans un amphi, vous trouvez toujours ou moins deux paires d'yeux qui vous suivent avec passion. C'est un réconfort précieux dans les

moments de dépression que connaît tout chercheur. »

Quand il n'est pas au tableau noir, Claude Cohen-Tannoudji promène sa mince silhouette dans le capharnaüm des caves encombrées de l'Ecole normale supérieure. Son univers, c'est celui de ces passerelles provisoires, des fouillis de câbles, des capteurs jaillissant de cocottes d'aluminium et d'acier poli. Un monde à ne pas retrouver ses atomes, une excuse pour oublier les contingences

administratives « qui l'ennuient ». Son plaisir, « c'est comprendre et faire comprendre. »

La science « contribue à dissiper l'obscurantisme » et, à ce titre, constitue « un rempart » contre « l'intolérance et le fanatisme ». Elle est « une école où l'on apprend l'importance du dialogue, de la confrontation des idées ». Mais, déclarait-il en 1990 à France-Culture, « à la différence du philosophe, le physicien ne se pose pas des questions générales du type : qu'est-ce que la mort ? ou qu'est-ce que la vie ? (...) Il commence par chercher des explications de phénomènes précis : comment une pierre tombe-t-elle ? (...) comment un électron est-il passé par un photon ? » Pierre-Gilles de Gennes, autre Nobel de physique, n'agit pas autrement quand il s'intéresse aux bottes de

latex des Indiens d'Amazonie, à la structure de l'encre de Chine ou au comportement d'une goutte d'eau sur une toile cirée.

Chercher à comprendre. Etre au contact des choses. Claude Cohen-Tannoudji se veut pragmatique. « C'est plutôt un anti-popillon qu'un imaginaire bouillonnant », dit de lui un de ses collaborateurs. Un mélange de ses deux maîtres, Alfred Kastler, le « créateur », et Jean Brossel, le « rigoureux qui serrait les boulons des monts ». Il avance ainsi, sans bruit, avec une poignée de fidèles. Une vingtaine de personnes seulement, alors qu'il aurait pu sans peine, reconnaît son collaborateur Jean Dalibard, « monter facilement un groupe trois fois plus important ».

« Il ne se rend pas toujours compte de ce qu'il représente dans le milieu », affirment ses pairs. Il préfère « contrôler son petit monde, être au courant de tout, toujours disponible pour les plus jeunes ». Cela permet, insiste-t-il, « de rester fidèle à cette longue tradition juive d'étude commentée des textes, d'analyse détaillée des diverses interprétations possibles et de transmission du savoir aux générations suivantes ».

A l'écouter, il faudrait aux chercheurs l'ambiance des années d'après-guerre, quand tout était à faire. Quand le CNRS, « où il n'était pas difficile d'entrer », s'efforçait d'installer en France « une recherche fondamentale de qualité ». Sans cet organisme, « l'école de physique atomique française n'aurait pu voir le jour ». Cet attachement d'exclut pas les critiques.

« Il faut vingt ans pour faire un physicien, martèle Claude Cohen-Tannoudji, et beaucoup de temps et de liberté d'esprit. » Seul critère à préserver : la qualité. Seul message aux grands de ce monde : ne pas fixer à la recherche fondamentale des objectifs précis, des problèmes donnés à résoudre. D'autant que « les contrats de recherche nécessaires que nous établissons avec divers organismes » peuvent dangereusement prendre le pas « sur le soutien dont nous avons besoin pour le long terme ».

Rappelez-vous, dit-il, que le laser, qui venait d'être découvert, ne constituait, pour les physiciens eux-mêmes, qu'une curiosité de laboratoire, une « solution qui attendait son problème ». Vingt-cinq ans plus tard, le laser parle, téléphone, soude, distrait, opère, fait de la musique. « Qui, à l'époque, aurait songé à de telles applications ? » Plus près de nous, révèle Claude Cohen-Tannoudji, « des recherches sur le pompage optique du néon et de l'hélium 3 » ont débouché de façon totalement inattendue sur un dispositif d'imagerie médicale permettant de visualiser les parties vides des poumons.

De grâce, laissez les chercheurs chercher, insiste Claude Cohen-Tannoudji. « Quand j'ai annoncé à mon patron que nous venions d'isoler des atomes, raconte, facétieux, Steve Chu, qui, avec William D. Phillips, a partagé ce Nobel avec lui, il m'a dit : "C'est bien Steve. Maintenant qu'allez-vous en faire ?" J'ai répondu : "Je n'en sais rien." » Cette fausse boutade, le physicien français la fait sienne. Il o'atme rio tant que « jouer avec les atomes, les mettre dans des situations impossibles et voir comment ils réagissent. Et soudain, le voile se déchire ».

Après, lance, ironique, son épouse, « des années sans vacances et des week-ends passés avec un mari perdu les yeux dans le vague, je songe à monter une association de défense avec quelques amis ».

Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour
Photo : Arnaud Baumann pour « Le Monde »

À
L
MC
D'EN

anoudji,
mes

À BAS LES MODES D'EMPLOI.

• LE RÉSEAU EST L'ORDINATEUR.

C'était le drame de la technologie : on passait plus de temps à comprendre comment ça fonctionnait – ou pourquoi ça ne fonctionnait pas – qu'à l'utiliser. Et puis le leader mondial de l'Informatique en Réseau a créé Java. Une plate-forme universelle que tout le monde peut maîtriser, qui rend l'informatique plus simple et facilite l'accès à la totalité des applications. Essayez Java, la première technologie aussi invisible qu'indolore. **THE NETWORK IS THE COMPUTER.**

 **Sun**
microsystems

Il y a vingt ans, le patron des patrons de la RFA, Hanns-Martin Schleyer, était enlevé puis assassiné par un commando de la Fraction armée rouge. Le 18 octobre 1977, trois des dirigeants historiques du mouvement s'étaient suicidés dans leur prison de Stammheim. Les Allemands n'ont pas oublié

Le procès de la « bande à Baader » fit trembler tout l'édifice de la société et de l'Etat. Avec leur attitude de révolutionnaires irréductibles et flamboyants, se permettant toutes les provocations au cours de leur procès, ces assassins prétendant

L'accélération de la violence intervient avec la condamnation des trois principaux dirigeants de la RAF à la date du 23 avril 1977 (Ulrike Meinhof, théoricienne du groupe, s'était

En juillet, le président de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, est assassiné à son domicile, près de Francfort, par un commando dirigé par sa propre nièce. A cette époque, qui fut la plus active de son histoire, le « noyau dur » du groupe ne dépassait pas vingt personnes, et le cercle de sympathisants opérationnels

Autant dire que la RAF n'a pas disparu des consciences collectives, même si les services de renseignement et les experts (*lire ci-dessous*) s'accordent à dire aujourd'hui que la RAF n'existe plus en tant qu'organisation secrète structurée. Des avis de recherche sont toujours affichés dans les lieux publics, avec les photos des derniers terroristes visés. Une dizaine de membres de la RAF purgent toujours de lourdes peines.

La prise d'otages du Boeing de la Lufthansa est elle aussi un échec. L'assaut final, donné par un commando d'élite du GSG9 allemand à l'aéroport de Mogadiscio,

Que reste-t-il aujourd'hui de la RAF ? *« Pas grand-chose, sinon une tache de sang dans les livres d'histoire, explique Joachim Preuss, rédacteur en chef au Spiegel. » Et d'ajouter : « Qui sait si la détérioration des rapports sociaux dans nos démocraties occidentales n'est pas porteuse d'un nouveau phénomène violent du même type ? »*

L.D.

— Nous ne savons pas s'il existe toujours une réelle forme d'organisation marxiste. Il y a un potentiel, un milieu d'extrême gauche militant, mais la RAF en tant que telle n'existe plus. Un débat interne sur la dissolution du mouvement a commencé en 1992, date à laquelle la RAF a publié une déclaration favorable à un recul de la violence, avec la chute du communisme, le terrorisme d'extrême gauche a été, lui aussi, confronté à un problème de mo-

twinant et de justification des décisions
groupes. Finalement, cet état, un
annéeré du groupe, Christian Kar, le
PAP était morte ». Les divergences
politiques entre les différents per-
sonnalités du groupe ont devancées
tellement grandes qu'il leur a été de
plus et plus impossible de s'oc-

venant rapidement à l'établissement
de la loi sur la détermination de la
offre de crédit social et la détermi-
nation des années 90 n'a été que
muettes sans avoir pu bégayer
incompréhensible avec un rapport commun
celui de Hans-Martin Schleyer se so-

phistique. Ces tentatives à prévenir, mas-
quage, les terroristes ont pu être

sur la troisième et la quatrième générations, actives depuis le début des années 80. Les figures les plus connues du mouvement ont été celles de la première génération – celle de Baader et Meinhof, issue du mouvement soixante-huitard – et les personnalités de la seconde – active

**Propos recueillis par
Lucas Delattre**

★ *Les Enfants de Bader et Meinhof* a été publié en allemand par le Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1997.

**Propos recueillis par
Lucas Delattre**

★ *Les Enfants de Baader et Meinhof* a été publié en allemand par le Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1997.

ande à Baade

552 من لامل

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997 / 13

LE COURRIER DES LECTEURS Parmi les très nombreuses lettres reçues sur le procès de Maurice Papon, nous avons retenu celles de témoins qui, en réponse au courrier publié dans *Le Monde* daté 12-13 octobre, expliquent ce qu'ils savent, en 1942-1943, du sort des juifs déportés. Les autres sujets d'actualité abordés par nos correspondants sont

notamment la réduction du temps de travail, au lendemain de la conférence sur l'emploi, et la question du journalisme d'investigation qu'ont soulevée les « révélations » de deux journalistes sur l'implication éventuelle de deux importantes personnalités de l'UDF dans l'assassinat de l'ex-député Yann Piat en février 1994.

Informateurs anonymes

par Thomas Ferenczi

« LES FRANÇAIS jugent sévèrement le journalisme d'investigation », écrivait dans *Le Monde* du 7 octobre notre collaborateur Anne Chemin en rendant compte d'un sondage de l'Institut CSA. « Quelle bonne nouvelle ! », nous dit Pierre Montagnon, de Paris, qui rend hommage à la « lucidité » de nos compatriotes (lire ci-dessous). Ce sondage a été réalisé avant les « révélations » des journalistes André Rougeot et Jean-Michel Verne, dans leur livre *L'Affaire Yann Piat*, sur l'implication de François Léotard et Jean-Claude Gaudin dans l'assassinat de l'ex-député. Mais la plupart des réactions suscitées par ce livre confirment la mauvaise image des journalistes dans l'opinion et les invitent, une fois de plus, à réfléchir sur leurs pratiques.

Le Monde a rendu compte, en 1996, de l'enquête du *Canard enchaîné* sur l'affaire Yann Piat, mais il l'a fait sans reprendre les accusations portées, à mots couverts, contre MM. Léotard et Gaudin. Un premier article, dans *Le Monde* du 3 août, faisait état des perquisitions conduites par le juge d'instruction Thierry Rolland dans les locaux du *Canard en-*

chaîné puis au domicile d'André Rougeot. Cet article précisait que, selon l'hebdomadaire, l'ex-député avait été mis sur écoute à la demande d'un service de l'armée après avoir construit un dossier sur divers projets immobiliers liés à la vente de terrains militaires par le ministre de la défense d'alors, François Léotard.

Un second article, dans *Le Monde* du 12 septembre, indiquait que « l'assassinat de Yann Piat serait lié à une affaire de commissions occultes » et que l'ex-député, après avoir été « menacé par deux membres de la majorité », aurait été tué pour avoir dénoncé des informations sur des commissions versées au Parti républicain à la suite de la vente de terrains militaires à des sociétés mafieuses.

Quant au livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne, *Le Monde* a attendu que M. Léotard s'exprime publiquement, dans ses colonnes, le 8 octobre, pour en parler. Certains lecteurs se sont étonnés de notre attitude. L'un d'eux, Yves Couvreur, qui se dit prêt à faire circuler sur Internet les passages du livre dont la justice pourrait ordonner la suppression, juge *Le Monde*, à la différence de ses confrères nord-américains, « fort timide vis-à-vis des mœurs politiques nationales ». Il nous semble au contraire que, devant

la gravité des accusations portées contre MM. Léotard et Gaudin, *Le Monde* qui, au terme d'une contre-enquête menée par un de ses journalistes, n'avait pu obtenir confirmation de ces suspensions, a eu raison de se montrer circonspect. Le premier article de la chartre des journalistes français ne déclare-t-il pas qu'un journaliste digne de ce nom tient « les accusations sans preuves » pour l'une des plus graves fautes professionnelles ?

Le principal risque couru par les journalistes d'investigation est celui d'être manipulés par des informateurs anonymes. L'un de ceux-ci, surnommé « Gorge profonde », rendit possible l'affaire du Watergate. Dans son récent « Que sais-je ? » sur *Le Journalisme d'investigation*, Mark Hunter note même qu'aux États-Unis « l'une des innovations journalistiques dues au Watergate » fut « l'utilisation de sources demeurées secrètes pour soutenir des accusations de crime ou de non-respect de la morale ». En France, les journalistes invoquent le « secret professionnel », inscrit dans leur charte. Depuis 1993, la loi les autorise à ne pas révéler « l'origine » de leurs informations. Elle ne les dispense pas de fournir, à l'appui de celles-ci, des témoignages ou des documents complémentaires.

BONNE NOUVELLE

Suivant un sondage CSA, analysé dans votre numéro du 7 octobre, les Français jugent sévèrement le journalisme d'investigation. Quelle bonne nouvelle ! J'ai craint un moment qu'une majorité de Français, impressionnée par des campagnes de presse à répétition, des livres, etc., n'ait fini par succomber aux charmes de la « transparence démocratique ». Cette nouvelle philosophie politique a une apparence : qui oserait prêter, en ce domaine, l'opacité ? Mais elle dissimule, derrière son apparente séduction, un très grave danger : ses partisans posent comme condition essentielle à son succès la négation de quelques-uns des droits essentiels de la personne humaine. En un mot, j'ai soupçonné mes concitoyens d'avoir quelque peu oublié 1789, dont la Constitution a proclamé l'imprescriptibilité des droits de l'individu face à toute « conscience collective » (...). D'une certaine façon, votre article me rassure et même me conforte. D'abord parce qu'il balaise une légende tenace qui voulait que la presse fût le reflet, voire un porte-parole légitime, de l'opinion (...). Ensuite, parce que ce sondage fait ressortir la grande lucidité des Français. Ils veulent naturellement une presse libre, mais ils aperçoivent bien les limites de sa liberté : chaque média est une entreprise commerciale, qui doit vendre ou mourir.

Pierre Montagnon
Paris

LE SORT DES DÉPORTÉS

Dans le courrier des lecteurs du *Monde* daté 12-13 octobre, M. Dolmaire souhaite que, « parmi les pri-

ncipaux intéressés, les juifs de l'époque encore vivants, anciens déportés ou ayant échappé à la déportation, il s'en trouve quelques-uns pour dire si, au moment de Drancy ou du Vel' d'Hiv', ils avaient la moindre idée de ce qui les attendait ou attendait les autres au terme du voyage auquel ceux-ci étaient contraints ». J'ai échappé à la déportation, grâce à la chance, mais aussi et surtout à la prévoyance de ma mère et à l'aide inoubliable d'un grand nombre de Français non juifs. C'est pourquoi je dois valoir une profonde pitié pour répondre à l'appel lancé par M. Dolmaire. Je le ferai cependant, en lui rapportant la réflexion que me fit un de mes petits camarades, à une date que je ne puis malheureusement pas préciser exactement, entre novembre 1942 et l'été 1943. (...) Ce garçon de mon âge me dit, sur un ton qui n'était pas celui de la menace, mais plutôt celui d'une constatation objective, à peine teintée de compassion : « Toi, tu finiras en savonnette. » J'avais treize ans. (...) Mon souvenir montre qu'aux yeux d'un petit Français moyen de l'époque, qui n'avait certainement pas d'informations particulièrement précises sur le sort des déportés, « le voyage auquel ceux-ci étaient contraints » (...) se terminait dans l'extermination et dans l'horreur.

Jacques Brunschwig
Antony (Hauts-de-Seine)

CHACUN SAVAIT

« Juif de l'époque, encore vivant... ayant échappé à la déportation », je suis en mesure de répondre à la question posée (...) par Marcel Dolmaire, dans sa lettre publiée par *Le Monde* daté 12-13 octobre. Si nous

ignitions, en effet, (...) les détails de l'affaire, la terreur, proprement viscérale, inspirée par les rafles allemandes témoignait d'un pressentiment plus fort qu'une connaissance raisonnée, ne laissant place à aucun doute quant au sort qui nous était réservé. Devenues des bêtes traquées, nous sentions, au plus profond de nous-mêmes, le drame qui nous guignait, qu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort. Sûr à se voir la face, chacun savait que les juifs arrêtés, et parmi eux, les vieillards et les nourrissons, commençaient un voyage au bout de la nuit. Comment comprendre, autrement, que les meilleurs de nos compatriotes aient risqué leur vie pour nous cacher ou nous aider à fuir ? Que des parents se soient séparés de leurs enfants, dans la fragile espoir de les sauver ? Puis-je ajouter que le mystère savamment entretenu autour des conditions matérielles de notre mise à mort rendait plus lourd encore le poids de notre angoisse ?

François Hayem
Boulogne (Hauts-de-Seine)

LE TÉMOIGNAGE D'ANNE FRANK

Beaucoup prétendent que l'on ne savait pas, sous Vichy, la terrible réalité du sort final des juifs déportés. Est-il possible de feindre une telle ignorance, alors que la petite Anne Frank, elle, enfermée dans son grenier, savait tout ? Je vous cite son journal, à la date du 9 octobre 1942 : « Beaucoup de nos amis juifs sont, petit à petit, embarqués par la Gestapo (...). Ils sont transportés dans des fourgons à bétail à Westerbork, au grand camp pour les juifs (...). Westerbork doit être un cauchemar,

des centaines et des centaines sont obligés de se laver dans une seule pièce (...). Si cela se produit déjà en Hollande, qu'est-ce que ce doit être dans les régions lointaines et barbares du Westerbork ? Nous n'ignorons pas que ces pauvres gens seront massacrés. La radio anglaise parle de chambres à gaz. »

Michel Emerich
Saint-Germain-en-Laye
(Yvelines)

TEMPS DE TRAVAIL

Les entreprises comme la mienne d'une dizaine de personnes sont nombreuses dans notre pays : j'occupe six électriciens hautement qualifiés, un apprenti, un chauffeur-livreur, un manoeuvre-magasinier, un employé de bureau et moi-même. A supposer que l'on m'impose une réduction du temps de travail de 10 %, je ne vois pas que cela me permette, pour autant, d'engager un nouvel électricien, un deuxième employé de bureau, etc. Il est bien évident que, dans cette hypothèse, mes collaborateurs et moi-même rechercherions une nouvelle organisation permettant d'effectuer le même travail, pour un même salaire, dans un temps réduit. Cette attitude serait celle de toute entreprise pour des postes et des fonctions à faible effectif de personnel. Plus généralement la réduction du temps de travail, à moins d'être massive et rapide - mais alors combien périlleuse ! - n'aurait d'autre effet que l'utilisation, par les entreprises, de capacités de production et de vente jusque-là inexploitées.

René Couvet
Nice (Alpes-Maritimes)

L'Asie à la recherche d'un modèle

Suite de la première page

L'ouverture à l'Occident, à cette époque, fut un catalyseur qui ne saurait à lui seul expliquer un saut prodigieux dans l'ère moderne : le Japon a alors hérité d'un proto-capitalisme marchand, d'un niveau d'éducation et d'un développement des villes comparables à ceux de l'Occident.

En retard sur les plans économique et politique, l'archipel ne réussit pas sur celui de la culture. En termes de durée, le décollage de la Corée du Sud - pays pauvre au début des années 60, aujourd'hui membre de l'OCDE -, ou celui des économies émergentes d'Asie du Sud-Est, sont plus impressionnants.

Mais les « recettes » du capitalisme d'Etat pratiqué par le Japon de Meiji ou, jusqu'à récemment, par la Corée du Sud ne sont qu'un élément du développement de ces pays. S'est greffé sur ce dynamisme un pragmatisme qui s'est traduit par un foisonnement d'initiatives individuelles et une collusion entre politique et af-

aires, source de scandales à répétition.

Plutôt que de parler de « modèle », mieux vaudrait donc souligner l'étonnante capacité d'adaptation aux circonstances qui caractérise le développement de l'ensemble de la région. En Asie du Sud-Est, des minorités chinoises ont, pour leur propre compte ou celui de leurs hôtes, secoué l'indolence ambiante pour construire et saisir toutes les bonnes occasions offertes à des marchands de haute volée. Les grandes familles de Chinois d'outre-mer sont ainsi prêtes à tout entreprendre : pour peu que l'affaire soit jugée rentable, peu importe que l'investissement se réalise dans l'immobilier, l'assemblage de motocyclettes, les coupes de bois ou l'électronique. On s'adapte, grâce à l'apport de savoir-faire par le biais d'alliances et la formation des héritiers dans les meilleures universités occidentales. Le succès est assuré à coups de connivences, d'ingéniosité, de labeur, de marchandisme, d'assimilation et d'adaptation, dispositions que l'on retrouve partout en Extrême-Orient. Mais, en dépit d'éphémères habillages comme celui des « vertus asiatiques », on éprouve autant de mal à y lire des modèles de développement.

Plus largement, la zone d'influence chinoise est affaire d'opportunité. La Chine puis le Vietnam ont abandonné leurs systèmes de développement socialiste pour raison de banqueroute. Depuis, la réconciliation entre socialisme politique et capitalisme y tient du grand écart et non d'un programme bien pensé de développement. La Chine semble avoir plongé, en quelques années, du communisme vers un affaiblissement à peine déguisé. Des cadiques de premier plan, tel Chen Xikong, l'ancien maître de Pékin, répondent aujourd'hui devant un embryon de justice de malversations portant sur des milliards de dollars, après avoir fait carrière sur le thème du vertueux dévouement des soussus supérieurs de l'ère maoïste.

COUCON STRATÉGIQUE

Depuis 1945, le Japon, aujourd'hui deuxième puissance économique mondiale, s'est levé dans un cocoon stratégique américain, dont il n'exploite d'ailleurs guère le bûche de sortie pour exporter ses automobiles, son électronique, ses usines et ses capitaux. C'est également le cas de la Corée du Sud et, au moins pendant plus de deux décennies, de Taïwan.

Faute de modèles propres, donc d'une assurance, et face à la loi du plus fort, occidentale pour l'instant, les Asiatiques ont souvent l'impression de procéder à une triple gymnastique : engranger (ils sont les premiers détenteurs de réserves de

devises de la planète), titonner et résister. La Thaïlande n'a accepté qu'en dernier recours, donc après avoir sollicité sans succès l'aide du Japon, les potions magiques du FMI. La Chine est candidate à l'OMC non par conviction mais pour mieux influencer l'un des acteurs de la globalisation. Même quand le bénéfice à long terme est palpable, chacun se refuse quand il s'agit de trop ouvrir ses marchés, de peur d'en perdre le contrôle. Et ces batailles s'opèrent à reculons faute de choix.

L'Occident, en position de force, aurait pourtant tout de trop tiré sur la corde. La diatribe de Mohammad Mahabib, premier ministre malaisien, contre les marchés et les spéculateurs internationaux traduit, outre une ingérence, un sentiment réel d'infirmité. La véritable question à laquelle est confrontée la région est non celle d'un modèle à inventer, mais d'un modèle à inventer.

Les réponses des Asiatiques, à ce sujet, ne seront pas forcément celles des Occidentaux. Face à la notion de globalisation, qui n'est jamais que le dernier avatar d'une convergence au profit de paradigmes occidentaux, l'Asie de l'Est demeurera sur ses gardes tant qu'elle n'aura pas réussi à trouver ses propres marges.

François Deron,
Jean-Claude Pomonti
et Philippe Pons

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 8
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

France Télécom, la confiance

LA mise sur la marche d'une partie du capital de France Télécom a été « un formidable succès », a expliqué vendredi 17 octobre Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie. Près de 3,9 millions de Français se sont portés candidats à l'achat d'actions de l'opérateur téléphonique - un record. Une semaine après l'annonce, des 35 heures pour l'an 2000, une annonce reçue en France comme un véritable choc par bon nombre de chefs d'entreprise, le gouvernement Jospin poursuit donc activement la mise en œuvre de sa politique. Là où Alain Juppé tergiversait, il décide - ou l'a encore vu avec le dénouement du « feuilleton Thomson-CSF ». Accusé par la droite d'agir sous la pression de l'idéologie, il fait preuve, au contraire, d'un grand pragmatisme : la privatisation de France Télécom en est un exemple. L'accueil régnant, en France comme à l'étranger, prouve que cette attitude est, pour l'instant, plutôt bien perçue.

La droite l'avait rêvée, la gauche l'a faite. L'ouverture du capital d'un service public, de France Télécom en particulier, ne faisait certes pas partie du programme du candidat Jospin. Au gouvernement, et donc au service de l'intérêt général, celui-ci s'est laissé convaincre de la nécessité d'une telle opération et... en a convaincu ses amis. La libéralisation du secteur des télécommunications et l'explosion des services créent un environnement nouveau pour les opérateurs téléphoniques du monde entier. Ceux-ci doivent être plus

mobiles, plus agiles, plus aptes à nouer des alliances et à lever des capitaux.

Même si l'opération bénéficiait de circonstances favorables - partout dans le monde, les investisseurs sont saisis d'une véritable frénésie autour des entreprises de télécommunication -, le succès obtenu n'en est pas moins remarquable. Jamais en France une privatisation n'avait vu affluer une telle multitude de candidats actionnaires. Fonctionnaires, les salariés de France Télécom ont eux aussi massivement répondu à l'appel : plus d'un sur deux ont acheté. Ils pouvaient profiter, certes, de conditions très avantageuses.

Jamais enfin un opérateur téléphonique dans le monde n'avait été aussi massivement plébiscité - pas même Deutsche Telekom, mis sur le marché en 1996. La demande des gros investisseurs (fonds de pension, assureurs, etc.) a été de vingt fois supérieure à l'offre ! L'intérêt porté par les étrangers, les Américains notamment, est révélateur. L'alliance entre l'Etat et le marché

que propose le gouvernement français - il affirme vouloir conserver au moins 62 % de l'entreprise - ne semble pas les inquiéter. En dépit de la dénonciation, constante, par la droite, du « dogmatisme » du gouvernement Jospin et des crispations du patronat français, les décideurs étrangers continuent à avoir confiance dans l'avenir de France Télécom et dans celui de l'économie française. La bonne santé du franc comme l'intérêt des étrangers pour certains groupes français en sont d'autres témoignages.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombard
Directeur : Jean-Marie Colombard ; Dominique Aubry, directeur général ;
Matière : Jean-Benoît, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhuissier, Robert Solé
Médiateur en chef : Jean-Paul Baudry, Pierre Georges
Laurent Gaudin, Stéphane Lancelotti, Michel Lajoinie, Bernard Le Grand
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Ponsard

Médecin : Thomas Ferenczi

Directeur éditorial : Eric Pélissier, directeur délégué : Anne Charnierbourg
Conseiller de la direction : Alain Rolland, directeur des relations internationales : Daniel Verrier

Conseil de surveillance : Alain Milla, président ; Gérard Cornu, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méty (1944-1969), Jacques Fournier (1969-1981),
André Laurence (1981-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1974

Capital social : 901 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Benoit-Méty, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Européen, Le Monde Investisseurs

Le Monde France, Acta Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bortone Participations

Il y a 50 ans, dans *Le Monde* L'émancipation du Canada

LE GOUVERNEMENT canadien vient de modifier la législation qui définit ses rapports avec la couronne britannique.

Le terme de dominion disparaît ; il est remplacé par le mot Canada, et le roi est désigné comme « roi du Canada ». Le gouverneur général devient un personnage uniquement représentatif qui signe les lois.

Ainsi se poursuit la lente transformation qui a fait de la colonie conquise sur la France en 1763 une nation librement associée à ses égaux du Commonwealth britannique.

Transformation intérieure et extérieure : les Canadiens ont bataillé pour obtenir d'abord le système représentatif, puis le régime fédéral qui consacrait l'autonomie des provinces, enfin, avec les conférences impériales et le statut de Westminster, le droit de se tracer eux-mêmes

leur politique générale tout en discutant avec leurs partenaires les problèmes d'intérêt commun ; d'autre part, cette émancipation s'inscrivait dans le mouvement qui a progressivement détendu les liens entre la métropole et ses fondations lointaines.

Une subordination paraissait anachronique au moment où l'Inde reçoit le contrôle intégral de son sort, où l'Irlande a pu traverser la guerre mondiale sans y prendre part malgré les bombardements de Londres ; elle ne cadrait ni avec l'appartenance du Canada à la victoire, ni avec sa place sur l'échiquier international, ni avec le contraste entre le développement prodigieux de ses ressources et le déclin économique de l'Angleterre.

Auguste Vialette
(19-20 octobre 1947.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LEMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

BOURSE Le 19 octobre 1987, la Bourse de New York pardait 508 points déclenchant une panique des investisseurs. Aujourd'hui, l'indice est au plus haut. Depuis janvier

1991, l'indice Dow Jones a gagné 210 %. Il faut remonter aux années 1980 ou 1920 pour retrouver pareille performance. ● DEUX ÉCOLES s'opposent. Pour la première, nous

sommes à la veille d'un nouveau krach. La performance de l'économie américaine ne suffit pas à justifier les prix des actions gonflés par une bulle spéculative. ● UN NOU-

VEL AGE s'est ouvert pour la seconde école : l'inflation est jugulée pour longtemps, l'ensemble de la planète est converti à l'économie de marché, la révolution des technolo-

gies de l'information ouvre des territoires neufs et le vieillissement des populations des pays développés modifie les flux financiers des re-

L'Amérique fête dans l'opulence l'anniversaire du krach de 1987

Il y a dix ans, l'indice Dow Jones subissait une chute de 508 points, soit 22 %, en une séance. Certains y voyaient le début du déclin américain. Contrairement à 1929, l'effondrement boursier n'eut guère de conséquences économiques : le taux de chômage est au plus bas outre-Atlantique

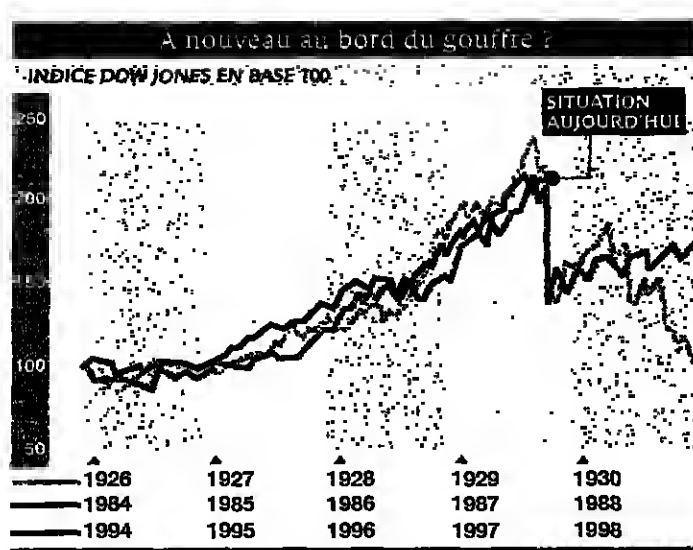
DIX ANS plus tard et vu de Wall Street, le krach du 19 octobre 1987 s'apparente à peine à un mauvais rêve... à oublier d'autant plus vite qu'il a été sans conséquences pour presque. En dépit des pronostics d'ailleurs, l'Amérique a reconstruit et au-delà sa domination économique et financière.

Dans un article remarqué, publié par l'Express le 13 novembre 1987, Jimmy Goldsmith qui avait prévu le krach et mis sa fortune à l'abri, s'inquiétait du déclin américain : de la perte de la suprématie économique face au Japon et militaire face à l'URSS.

INQUIETUDES

Deux années plus tard, la bulle spéculative immobilière et boursière éclatait à son tour à Tokyo. L'économie japonaise ne s'en est toujours pas remise. Quant à Wall Street et l'économie américaine, elles nagent dans une opulence encore supérieure à celle d'il y a dix ans. Au point de susciter à nouveau des inquiétudes.

Depuis janvier 1991, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 210 %. Il faut remonter dans les années 1980 ou 1920 pour re-



Somme-nous, comme en 1929 et en 1987, à la veille d'un krach de la Bourse de New York ? Les avis des analystes divergent.

trouver pareille performance. Cette progression est-elle le reflet de la réalité des performances de l'économie et des entreprises ou plutôt celle de la passion croissante des investisseurs pour les actions ? Passion nourrie par le senti-

ment de gagner à tous les coups. Une certitude, les cours semblent, selon les critères traditionnels, particulièrement élevés. Il y a dix mois, Alan Greenspan, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine s'inquiétait ouver-

tement de « l'excubérance irrationnelle » des marchés boursiers. Depuis, Wall Street a encore gagné plus de 28 %. Et M. Greenspan de lancer une nouvelle mise en garde le 8 octobre. Il a estimé qu'il serait « irréaliste » de s'attendre à ce que les gains enregistrés par des marchés boursiers se poursuivent au rythme des dernières années.

« Quel que soit l'indicateur considéré, les niveaux de valorisation actuels des actions américaines n'ont pratiquement jamais été atteints dans le passé », écrit-il la banque Paribas... en janvier. Le rendement des actions américaines fourni par le versement des dividendes est inférieur à 1,7 %, son plus bas niveau depuis le début du siècle.

NOUVELLE ÈRE

La capitalisation de l'ensemble des sociétés cotées à New York représente plus de 120 % du produit intérieur brut (PIB) américain, cela n'était jamais arrivé, même en 1929.

Le rapport cours-bénéfices, c'est-à-dire le nombre d'années de profits que les investisseurs achètent sur la base des prix actuels est historiquement très élevé. Il ressort à vingt-trois fois les pré-

visions de résultats pour 1997. Deux camps s'affrontent aujourd'hui parmi les économistes pour s'inquiéter ou au contraire saluer ces performances. Les premiers les jugent spéculatives et les seconds estiment, au contraire, qu'elles reflètent un changement radical d'environnement économique. Du coup, les comparaisons historiques sur la valorisation des titres n'auraient plus grand sens.

Aux yeux des adeptes du « new age » économique, les Bourses sont portées par des tendances de fond comme : la disparition de l'inflation, la conversion de l'ensemble de la planète à l'économie de marché, la révolution des technologies de l'information et le vieillissement des populations des pays développés qui pour préparer leur retraite sont contraintes d'acheter des actions. Certains experts en arrivent à pronostiquer non pas la fin de l'histoire mais la fin des cycles économiques.

Pour Steven Weber, un professeur de l'université de Californie, si les sept années de croissance ininterrompue de l'économie américaine, un taux de chômage au plus bas depuis vingt-cinq ans et une utilisation élevée des capacités

de production industrielle ne génèrent pas d'inflation et de hausse des taux, « cela n'est pas une aberration, mais la première étape d'une nouvelle ère ».

Le problème, c'est qu'au cours de l'histoire, les économistes ont toujours fabriqué de nouvelles théories, parfois séduisantes, pour justifier, un temps, l'existence des bulles financières. A chaque fois, des experts démontrent que les règles du jeu ont changé.

Enfin, la passion américaine pour les actions ressemble pour beaucoup à ces euphories spéculatives décrites par le professeur américain Charles Kindleberger dans son livre de référence intitulé « Histoire mondiale de la spéculation financière ».

Les épargnants américains ont déserté les placements traditionnels comme l'immobilier et l'assurance-vie pour investir en Bourse et acheter, parfois à crédit, des parts de fonds communs de placement investis en actions. Jamais depuis 1945, les ménages du nouveau monde n'avaient consacré autant de leurs moyens à l'achat d'actions.

E. L.

Lundi 19 octobre, le jour le plus bas

« THERE, you have the first steps of the hell » (ici, vous avez les premières marches de l'enfer). Le trader en bras de chemise, cravate de cravate et mixtes de cheveux collés par la sueur, sort dans le hall monumental du New York Stock Exchange où était de choc.

C'était il y a juste dix ans, le lundi 19 octobre 1987 à Wall Street, le jour du krach le plus violent jamais enregistré par la Bourse américaine, la plus grande, celle qui donne le ton aux autres. Ce lundi, la seconde est d'une brutalité inouïe, la panique marque les esprits. A 11 heures, l'indice Dow Jones abandonne 200 points. La perte atteint 320 points à 15 h 15, 351 points à 15 h 25. L'indice s'écroule à la clôture contre le butoir des 16 heures et ayant cédé 508 points, soit 22,4 %, près du double de la chute pourtant mémorable du jeudi noir du 24 octobre 1929 (-12,9 %). 500 milliards de dollars viennent de partir en fumée. Un séisme dont l'épicentre se trouve à New York, mais dont toute la planète financière est la victime. Ce même jour, les places de Paris, Francfort, Londres et Zurich abandonnent respectivement 9,7 %, 7,6 %, 11 % et 15 %, dans une atmosphère de « sauve qui peut ».

« Le fric vite troqué, l'argent facile, la fièvre des raids de minuit, tout cela a vécu, la partie est terminée »

« Fini le blitz, fini le glamour », écrit le lendemain Robert Reich, professeur d'histoire économique à Harvard, dans un éditorial du New York Times. « Le fric vite troqué, l'argent facile, la fièvre des raids de minuit, tout cela a vécu, la partie est terminée. » Ce naufrage n'est pas seulement le fruit du hasard ou de l'emballement des programmes informatiques de vente automatique des titres. Il s'agit aussi et surtout de la conséquence de déséquilibres financiers et économiques croissants aux États-Unis, de l'aveuglement des marchés et du développement, surtout à Wall Street, d'une bulle spéculative, d'une « économie de casino ». La sphère financière a fini par se

déconnecter totalement de l'économie réelle.

L'époque, pas si lointaine, est celle de l'âge d'or des golden boys, des OPA sauvages avec démantèlement d'entreprises, des montages financiers construits sur des endettements en cascade et financés par l'émission de junk bonds (litéralement « obligations pourries »).

Ce sont des années folles de spéculation immobilière, de flambée des œuvres d'art et des voitures de collection. Celles des grands raiders, celles aussi des délits d'initié dont une illustration est donnée par le film Wall Street.

Le 25 août 1987, l'indice Dow Jones bat pour la cinquante-cinquième fois de l'année (... la dernière) un record historique. Il a gagné 40 % depuis le 1^{er} janvier de cette même année et 243 % en cinq ans. New York n'est pas un cas particulier, la spéculation fait rage à Londres, à Tokyo, à Genève et à Paris.

Elle se justifie d'autant moins que le contexte économique se dégrade. Or, justement, la conjonction ne cesse de se détériorer à partir du printemps 1987. L'euphorie boursière ambiante la masque et accentue la coupure entre les marchés et l'économie. La hausse des taux à long terme, qui aurait dû, en toute logique, infléchir la progression de Wall Street, n'a aucun impact.

Il faut attendre le mardi 6 octobre pour que subitement le Dow Jones perde pied. L'indice perd d'un coup 91,55 points. Alan Greenspan, le tout nouveau - depuis dix semaines - président de la Réserve fédérale (Fed), s'inquiète des tensions inflationnistes et laisse entendre qu'il pourrait remonter ses taux. La crainte est née.

Mercredi 14 octobre, l'annonce d'un déficit commercial américain de 15,7 milliards de dollars en août - après celui, record, de 16,5 milliards en juillet - provoque une nouvelle dégringolade : -94,4 points (-3,8 %). Le vendredi 16 octobre, la panique gagne et le Dow Jones abandonne 108,35 points. Au cours du week-end qui suit, les politiciens, au lieu de calmer les esprits, multiplient les gaffes. James Baker, le secrétaire d'État américain au Trésor du moment, laisse entendre que les États-Unis sont prêts à laisser glisser le dollar pour faire pression sur les Allemands afin de les inciter à baisser leur taux. Le 19 octobre, les vannes lâchent...

Le pire aurait pu se produire le

lendemain, mardi 20 octobre. Alan Greenspan a, la veille, maintenu un voyage à Dallas, où il devait intervenir devant l'American Bankers Association. Arrivé au Texas en fin d'après-midi, il s'inquiète aussitôt de la performance de Wall Street... lui répond-on. L'espace d'un instant, le patron de la Fed est soulagé, jusqu'à ce qu'on lui fasse comprendre qu'il ne s'agissait pas de 5,08 points mais de 508. De retour le lendemain à la première heure à Washington, M. Greenspan a répertorié dans un petit carnet à couverture rose les mesures à prendre d'urgence. A l'aube du 20 octobre, la Fed publie un bref communiqué : elle s'engage, « conformément à ses responsabilités de banque centrale, à jouer son rôle de source de liquidités pour soutenir le système économique et financier ».

Message reçu. A 9 h 30, à l'ou-

Un éternel recommencement

En matière d'euphorie spéculative, l'histoire s'apparente à un éternel recommencement : ce qu'une génération a connu en 1929, les suivantes l'ont oublié. A l'origine de toute bulle financière, se trouve la découverte d'un moyen permettant de s'enrichir rapidement. La contagion pousse à la multiplication des achats qui alimentent la hausse, jusqu'au jour où... le château de cartes s'effondre.

Mais cela peut durer des années. « La spéculation achète, au sens strict de ce terme, l'intelligence de ceux qui s'y adonnent », explique l'économiste américain John Kenneth Galbraith dans un livre intitulé « Brève histoire de l'euphorie financière ». « On est toujours le plus crédule quand on est le plus heureux », ajoute-t-il. Quand l'illustre banquier Paul M. Warburg avait critiqué, avant le krach de 1929, l'« argie de spéculation sans fin », il avait été traîné dans la boue et accusé de matraquer la prospérité américaine.

Le 26 octobre, une dernière secousse fait encore craindre le pire. Hongkong, après quatre jours de fermeture, rouvre ses portes et plonge de 33 %. New York cède 157 points (8 %), effaçant la reprise des séances précédentes. Londres perd 6,4 %, Paris 7,7 % et Francfort 5,8 %. Les marchés d'actions finissent pourtant par se stabiliser. La crise a quitté les places boursières pour se concentrer sur les marchés de change. Le dollar entame une nouvelle dégringolade.

Mais, grâce aux liquidités déversées par les banques centrales, la convalescence se fait plus rapidement que prévu. Le traumatisme est vite effacé. Le Dow Jones retrouve son étage de 1987 dès l'été 1989.

Sylvie Kauffmann (à Washington) et Eric Leser

KPMG et Ernst & Young sont sur le point de fusionner

LES CABINETS d'audit et d'expertise comptable KPMG et Ernst & Young sont sur le point d'annoncer leur fusion qui donnera naissance au numéro un mondial du secteur. Avec 15,3 milliards de dollars d'honoraires en 1996 (près de 92 milliards de francs) et 11.820 associés dans le monde, ils distancieraient largement le nouveau cabinet issu de la fusion de Pricewaterhouse et Coopers & Lybrand (11,8 milliards de dollars), annoncée il y a un mois.

Après ces deux opérations, le nombre des grands cabinets de conseil serait ramené à quatre. Certains analystes s'interrogent sur l'attitude qu'adopteront les autorités anti-trust américaine ou européenne. Certains groupes rivaux (comme Coca-Cola et Pepsi) seront désormais audités par le même cabinet.

Le gouvernement annonce des mesures pour aider le textile

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à l'Industrie, Christian Piret, a annoncé, vendredi 17 octobre, à Gerardmer (Vosges) une série de mesures pour aider les secteurs textile, habillement, cuir et chaussure, après l'abandon prochain du plan textile. Elles devraient être mises en œuvre dans les « prochains mois », a-t-il indiqué.

Les entreprises qui baisseront le temps de travail tout en maintenant l'emploi recevront « 8,9 ou 10 000 francs par an et par travailleur », a-t-il révélé. « Ces mesures permettront globalement de se situer à un niveau à peu près équivalent » aux aides du « plan Borotra », du nom du précédent ministre de l'Industrie, a-t-il poursuivi. Dans le secteur textile-habillement, il ne sera donc pas nécessairement exigé que de nouveaux emplois soient créés, comme le prévoit le plan Jospin pour la réduction du temps de travail.

DÉPÊCHES

■ **AT&T** : le numéro un mondial des télécommunications, s'apprête à nommer à sa tête l'actuel PDG de Hughes Electronics, Michael Armstrong, en remplacement de Robert Allen, a affirmé, vendredi 17 octobre, la chaîne de télévision américaine CNBC. Ce choix, non confirmé pour l'instant, pourrait être annoncé lundi 20. Après le départ de plusieurs hauts dirigeants, AT&T se chercheait un nouveau patron capable de définir une stratégie claire pour le groupe, dont les bénéfices sont en chute.

■ **TRANSPORT MARITIME** : les États-Unis et le Japon sont parvenus à un accord de principe réglant le différend qui les opposait sur les pratiques portuaires de l'Archipel et désamorçant ainsi une confrontation commerciale sérieuse entre les deux premières puissances économiques mondiales. Ce quasi accord permet d'éviter l'interdiction d'entrée dans les ports américains des navires marchands des trois grands armateurs nippons décidé jeudi par la Commission fédérale du transport maritime.

■ **LA POSTE** : les concours financiers gérés par l'entreprise publique ont dépassé le cap des 1 000 milliards de francs en septembre, ce qui représente une progression de près de 70 % depuis le début de l'année 1990, a annoncé La Poste, vendredi 18 octobre. Le chiffre d'affaires des services financiers s'est élevé en 1996 à 20,2 milliards de francs, soit le quart de celui de La Poste.

■ **AIR ITTORAL** : quelques 200 personnes, appartenant au personnel au sol de la compagnie, ont manifesté, vendredi 17 octobre, à l'aéroport de Montpellier contre le mouvement de grève entamé, lundi, par les pilotes, hôtesses et stewards. Ces derniers poursuivent les négociations avec la direction sur les conditions de travail du personnel navigant, l'embauche et la formation de pilotes, les grilles de salaires, les seuils de déclenchement des heures supplémentaires et des heures de nuit.

■ **BARCLAYS** : les employés du groupe bancaire britannique étaient en grève, vendredi 17 octobre, pour la première de deux journées d'action, en protestation contre la mise en place d'un nouveau système de rémunération lié aux performances. Selon le syndicat du secteur bancaire, le BIFU (Banking Insurance and Finance Union), 80 % des employés des services informatiques, des guichets et opérations sur les titres étaient en grève.

L'avenir de

de cro

مركز الامن

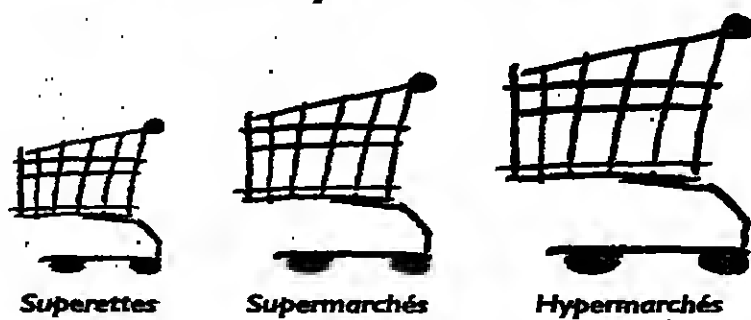
LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997 / 15

(Publicité)

ACTIONNAIRES DE
Casino

Réfléchissez. L'avenir de Casino, c'est Casino.

Propriétaire
de 3 000 points de vente.



Si Casino attire autant l'attention, c'est que le groupe a des bases solides, dont l'intérêt devient de plus en plus visible aujourd'hui.

Casino est en effet le deuxième distributeur intégré en France. Il est propriétaire de magasins et d'entrepôts d'une valeur supérieure à 10 milliards de francs. Cela veut dire qu'il a le contrôle de ses points de vente et peut les gérer sur le long terme. En installant des systèmes logistiques, qui augmentent la productivité et la rentabilité. En créant des systèmes de fidélisation des clients. En rénovant régulièrement ses magasins.

Mais le plus important, c'est l'avantage que cela lui confère à un moment où la course n'est plus seulement au volume, mais aussi à la maîtrise du chiffre d'affaires.

5% seulement des points de vente portant l'une des enseignes de Promodès en France appartiennent à ce groupe.

Aujourd'hui on découvre que ce système a ses limites. Que les franchisés peuvent changer d'enseigne. Ou, s'ils veulent prendre leur retraite, vendre leur magasin.

Casino possède 88% de ses magasins.

Faut-il encore vous expliquer pourquoi votre avenir est plus sûr si vous restez avec Casino ?

Voilà pourquoi nous vous invitons à opter pour l'offre Rallye, la seule qui vous associe à la croissance des résultats de Casino.

Rallyez-vous à une offre de croissance.

Rallye est l'actionnaire de référence de Casino

N°Vert 0800 42 0800

Pour toute information, appelez notre n° vert. Une notice d'information portant le visa COB 97.541 du 1^{er} octobre 1997 est à votre disposition sur simple demande chez les intermédiaires financiers.

Siemens devrait céder ses activités de défense au consortium DASA-Bae

L'Allemagne repousse l'offre du français Thomson-CSF

La constitution, autour de Thomson-CSF, d'un pôle puissant dans l'électronique de défense a été interprétée en Europe comme la volonté de créer une « forteresse France ». Les autorités allemandes semblent avoir fortement pesé dans la décision de Siemens de céder ses activités de défense au tandem DASA-BAE plutôt qu'au candidat français.

Patrice de Beer

**Christophe Jakubyszyn
et Anne-Marie Rocco**

et facturées. Minimum 10 lignes.

01-42-17-39-80 Telephones : 01-42-17-38-42
01-42-17-29-96
Fax : 01-42-17-21-36

21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05

Téléphones :
01-42-17-39-80
01-42-17-29-96
01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

| | |
|----------------------|-----------|
| Labrique nécrologie | _____ 108 |
| Albums et acronaires | _____ 58 |
| Mariages/noces | _____ 70 |
| Thèses étudiants | _____ 65 |

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires à facturer. Minimum 10 lignes.

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

La baisse des prix des logements se poursuit à Paris

Au deuxième trimestre de cette année, la valeur moyenne du mètre carré de logement ancien dans la capitale est descendu à 14 877 francs. C'est la première fois depuis le début de 1988 que le prix moyen passe sous la barre des 15 000 francs

EN VOLUME de transactions, le marché immobilier parisien se stabilise, mais la chute des prix n'est pas enrayée. La Chambre des notaires de Paris, qui présentait mardi 14 octobre son analyse de conjoncture pour le deuxième trimestre 1997, continue ainsi à déplorer « l'attentisme » du marché pénalisé, selon elle, par la suppression, en décembre 1996, de l'abattement sur les droits de mutation. « L'absence de mesures incitatives sur le marché immobilier ancien, souligne la Chambre des notaires, conjuguée avec les récentes annonces gouvernementales concernant la fiscalité de l'épargne risquent d'accroître cet attentisme. »

Sur le volume des transactions, les notaires parisiens sont plutôt satisfaits, même si l'on ne retrouve pas l'envolée qui avait marqué la fin de l'année 1996 ni le pic de décembre.

Tous types de biens confondus, sur Paris et la Petite Couronne, l'augmentation globale du volume des ventes est de 1 % au deuxième trimestre 1997 par rapport à la même période de 1996.

Dans l'ancien, le volume des ventes est en légère baisse

(-2,7 %), mais ce résultat « n'est pas alarmant », selon la Chambre, qui rappelle la très forte augmentation qu'avait connue ce marché en 1996 par rapport à 1995 (+27,8 % à Paris, +32,4 % dans les Hauts-de-Seine).

« UN RÉEL ENGOUÈMENT » Mais ce sont surtout les ventes d'appartements neufs qui dopent le marché. Elles connaissent « un réel engouement » avec, sur Paris et les quatre départements de la Petite Couronne, une augmentation globale du volume des transactions de 41 % en un an.

L'amortissement PériSol, qui offre d'importants avantages fiscaux aux acquéreurs de logements locatifs neufs, concerne la moitié des achats de logements neufs.

« Ces mesures, qui doivent perdurer jusqu'au 31 décembre 1998, portent aujourd'hui leurs fruits, soulignent les notaires, notamment à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Bien que cette loi ait été promulguée au premier semestre 1996, les décrets d'application n'ont été publiés que fin août. Les investisseurs ont donc commencé à signer des contrats de réservation au qua-

trème trimestre 1996 et cette activité s'est poursuivie d'été 1997. »

Le soutien de l'activité n'empêche pas le fléchissement des prix. Au deuxième trimestre de

cette année, le prix moyen au mètre carré, à Paris, est descendu à 14 877 francs, soit une baisse de près de 5 % en un an. C'est, selon la Chambre, la première fois que les

prix moyens chutent sous la barre des 15 000 francs, ce qui ramène leur niveau à celui du début 1988. A Paris, en un an, les arrondissements les plus affectés par la baisse

sont le 13^e, le 4^e, le 9^e, le 8^e et le 18^e, qui reste l'arrondissement le moins cher avec un prix moyen au mètre carré de 10 957 francs.

Le sixième arrondissement se maintient en tête des arrondissements les plus chers avec un prix moyen de 22 345 francs au mètre carré. C'est le seul arrondissement parisien dont les prix continuent à grimper (+4,3 %). Le 16^e, le 5^e et le 12^e arrondissements résistent mais enregistrent de légères baisses comprises entre 1,7 % et 2,9 %.

Enfin, les trois départements limitrophes enregistrent également une nouvelle baisse des prix. Dans les Hauts-de-Seine, les prix chutent de 7,21 %, en Seine-Saint-Denis de 5,28 % et dans le Val-de-Marne de 3,32 %.

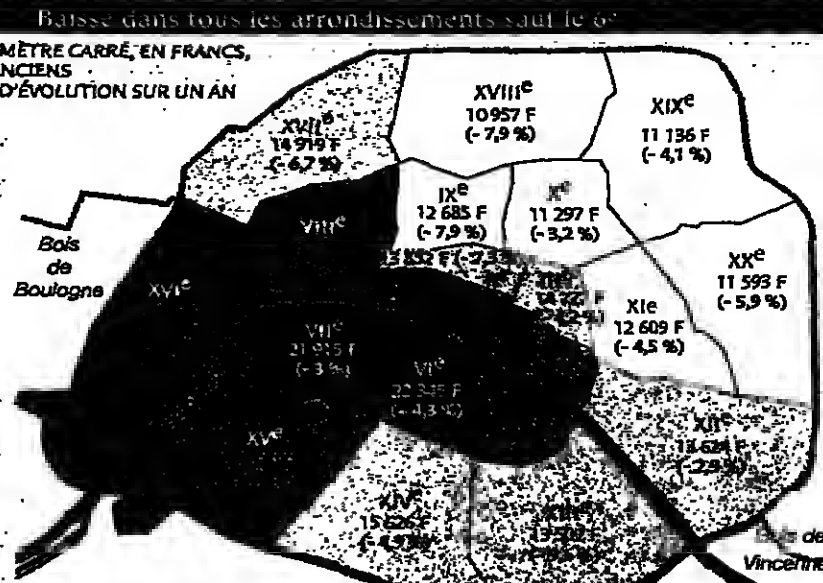
Sur un an, les communes les plus affectées par la baisse sont Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne (-12,7 %), Boulogne-Billancourt (-9,6 %), Montrouge (-9,4 %) et les Hauts-de-Seine. Résistent mieux, en revanche, Saint-Maur-des-Fossés (+3,2 %) et Neuilly-sur-Seine (+2,2 %).

Christine Garin

CHIFFRES AU 2^e TRIMESTRE 1997

CHIFFRES AU 2^e TRIMESTRE 1997

CHIFFRES AU 2^e TRIMESTRE 1997



Découvrez la modernité des bijoux d'artistes

LES BIJOUX D'ARTISTES sont signés des plus grands noms de l'art moderne. Picasso, Ennst, Derain ou Braque ont réalisé des maquettes, métamorphosées en bijoux par des orfèvres comme François Hugo ou Heger de Loewenfeld. C'est dans les années 20 que François Hugo, orfèvre et descendant de Victor Hugo, commença à transposer sous forme de bijoux les dessins d'artistes de son entourage. Résultat : des bijoux-sculptures, doublement précieux, jusqu'à la force des idées créatrices s'ajoute la richesse des matériaux employés. Picasso et Max Ernst, les premiers, puis Derain, Cocteau et Dorothea Tanning ont ainsi confié à François Hugo le soin d'interpréter leurs dessins.

Parmi ces réalisations, beaucoup de broches ou de pendentifs, qui offrent l'est d'un objet d'art et d'expression que les colliers. Ainsi ce pendentif « Égyptienne », en or jaune, signé Max Ernst : visage solaire, entouré de traits simplifiés égyptiens, entouré d'une auréole rayonnante. Pendentif encore, ce losange d'or, où s'inscrit un profil dont le trait défilé, immédiatement reconnaissable, est bien celui de Jean Cocteau.

A l'origine, tous ces bijoux étaient destinés à l'entourage des artistes. Aujourd'hui, ce marché pointe, restant confidentiel. Une à deux ventes spécialisées ont lieu chaque année à Drouot-Montaigne. Il est possible

d'acheter certaines pièces à partir de 8 000 francs à 10 000 francs. Mais la rareté de ces créations explique les prix élevés que l'on observe généralement.

Une belle collection de bijoux de Braque était dispersée récemment par M. Brest. C'est l'orfèvre Heger de Loewenfeld qui se chargea, au cours des années 60, de donner forme aux visions du peintre. Ces bijoux mesagés de Braque représentent ses thèmes de toujours - Foiesau, l'espace, le mouvement - et accordent également une grande place aux sujets mythologiques.

Parmi les pièces présentées aux enchères, beaucoup offraient au regard cette finition mate caractéristique. Ainsi cette broche au contour irrégulier, en or jaune « sable », ornée d'une tête de cheval profilée en diamants. Ce bijou, premier tirage d'une série de huit, s'est négocié 42 000 francs. Son titre : « Le vaillant coureur va sauver Adraste » fait référence à la mythologie. Tout comme ce pendentif « Hécaté », en or jaune « sable » toujours, qui figure un profil de femme, émaillé bleu, et souligné d'un halo de diamants. L'enchère s'est élevée à 62 000 francs pour ce bijou édité à huit exemplaires. Un autre thème récurrent chez Braque, l'oiseau en vol, transposé sous la forme d'un clip de vernet, atteignait 10 000 francs.

Noëlle Joly

• Edgar Morin : Réformons la pensée • Edgar, Allègre : débat entre Edgar Morin et Claude Allègre • Christophe Charle : Des modèles, pas de solutions • Alain Renaut : L'exception française • Luc Cédelle : Noyés dans la masse • Jacques Lagroye : La loi du nombre • Laurent Batsch : A chacun son métier • Alain Garrigou : Vanitas vanitatum • S.O.S. pour la recherche • Basarab Nicolescu : Transdisciplinarité cherche disciple • René Passet : L'autre mondialisation • Georges Hadad : Un audit mondial • Henri de Bresson : Viadrina l'européenne • Bernard Soubrrier : Junior de l'université • Hervé Hamon : Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas l'université.

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Et aussi : • Michel Serres : Polythéisme contemporain • Jean-Michel Gailard : Enseigner la morale à l'école • Macha Séry : Itinéraires d'apprentis artistes • Luc Cédelle : L'école au bord du cyber-vertige • La République malade de ses élites, débat avec Pascal Perrineau, Michel Crozier, Jean-Pierre Bouchet...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La capitale perd ses habitants

SELON les dernières statistiques fournies par l'Insee, Paris ne cesse de perdre des habitants, de plus en plus nombreux à s'installer en proche banlieue. Ainsi, entre 1974 et 1994, la population de la capitale est revenue de 2,3 à 2,1 millions d'habitants. Depuis 1981, le solde migratoire - différence entre ceux qui quittent Paris et ceux qui s'y installent - est déficitaire d'environ 15 000 personnes par an après avoir culminé à 25 000 entre 1960 et 1981. Cette perte de substance n'aura toutefois qu'un effet modéré sur l'immobilier, affirment les professionnels du secteur.

Du côté du notariat, on souligne que cet exode s'explique notamment par la transformation, dans les an-

nées 80, d'un nombre important de mètres carrés dédiés au logement en mètres carrés de bureaux afin d'obtenir un meilleur rendement. Dans un bon nombre de cas, ces changements d'affectation ont été menés sans feu vert administratif. Or, depuis quelques années, la Mairie de Paris est plus sourcilieuse et n'hésiterait pas à remettre en question certaines opérations réalisées au mépris de toute réglementation. A terme, affirment les notaires, on peut donc imaginer que la surface du parc locatif augmente. D'où un effet modérateur sur les loyers - déjà bien assés - qui pourrait inciter certaines familles à ne pas s'exiler.

Ces « requalifications » de mètres

carrés de bureaux en mètres carrés d'habitation provoqueront-elles pour autant une nouvelle baisse des prix ? S'il est trop tôt pour le dire, une chose est en tout cas certaine : le dernier point de conjoncture réalisé par la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) démontre que la conjoncture immobilière reste incertaine, le marché évoluant en dents de scie.

NOUVEL EFFRÈMENT DES PRIX

Après la légère reprise enregistrée pendant le deuxième trimestre de 1997, l'activité s'est à nouveau dégradée (-2,5 %) durant l'été. Toutefois, assurent les agents immobiliers, on assiste à une « consolidation » de la

reprise sur l'ensemble des marchés régionaux, à commencer par l'Île-de-France, où les prix restent stables. En rythme annuel, la FNAIM estime que le marché est en expansion de 6,3 % pour les appartements et à peu près stable pour les maisons. Soit une progression moyenne d'environ 3 %.

En ce qui concerne Paris, les chiffres que le notariat publiera en fin de semaine prochaine devraient confirmer un nouvel effrètement des prix malgré un volume de transactions toujours élevé. L'ensemble du marché étant naufragé par les grands appartements dont la valeur n'en finit pas de dévisser.

Arnaud de Fréminville

Impôt : la mensualisation devrait gagner en souplesse

Si vous faites partie des quelque 51 % de contribuables mensualisés, deux mesures prévues par le projet de loi de finances pour 1998 pourraient vous simplifier la vie si elles étaient votées.



FISCALITÉ

Première proposition : vous pourriez conserver le bénéfice de la mensualisation même si vous avez réduit ou suspendu totalement vos mensualités. Jusqu'à présent, si vous êtes mensualisé, vous

acquiescez de janvier à octobre dix mensualités chacune égale au dixième de l'impôt de l'année précédente. Mais vous êtes libre de demander la suspension de ces prélèvements si vous pensez que les sommes

déjà payées suffisent à couvrir l'impôt qui sera dû. Vous pouvez aussi demander la réduction de ces prélèvements si vous estimez que l'impôt à payer sera inférieur d'au moins 10 % à celui qui a servi de base pour le calcul des mensualités. Seul problème si vous vous êtes trompé dans vos évaluations et que l'impôt à payer est supérieur de plus de 10 % à celui que vous avez prévu, vous perdez le bénéfice de la mensualisation et devez acquiescer une majoration de 10 %. Le projet de loi de finances prévoit donc un régime plus souple permettant de ne pas exclure de la mensualisation les contribuables qui auraient fait une erreur d'évaluation de leur futur impôt. Néanmoins, ces derniers devront régler la différence entre l'impôt dû et le total des prélèvements effectués et acquiescer

la majoration de 10 %. Seconde proposition : vous devriez pouvoir étaler le paiement du dernier prélèvement s'il excède le double des mensualités de base. Actuellement, si les dix premiers mensualités sont insuffisantes pour couvrir l'impôt dû, le solde est prélevé en novembre et parfois en décembre. Il peut alors arriver que ce dernier prélèvement excède le double des mensualités de base. Dans ce cas précis, le projet de loi de finances envisage d'étaler le poids de cette charge sur les quatre derniers mois de l'année en effectuant des prélèvements d'un même montant. Mais le contribuable devrait demeurer libre de conserver le précédent dispositif s'il lui convient mieux.

Laurent Edelmann

DÉPÊCHES

■ ASSURANCE-VIE : la commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté jeudi 16 octobre un amendement du gouvernement pour 1998 proposant de maintenir le régime fiscal actuel concernant les rachats partiels des contrats d'assurance-vie. Le système, qui était envisagé par le gouvernement, visait à freiner la vente par les compagnies de contrats permettant à leurs souscripteurs de ne pas bloquer leur épargne pendant huit ans, condition nécessaire, normalement, pour que les revenus de l'assurance-vie soient complètement exonérés d'impôt.

■ AVOIR FISCAL : le plafonnement de la restitution de l'impôt fiscal aux personnes physiques, prévu dans le budget 1998, touchera 331 647 des 1 598 239 contribuables concernés et rapportera 920 millions de francs à l'État, selon le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de finances. Le coût budgétaire de l'avoir fiscal attaché aux dividendes détenus par les personnes physiques est évalué à 7,9 milliards de francs en 1997, contre 7,7 milliards en 1996.

Abonnez-vous au Monde

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1 038 F 1 AN - 1 890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

* Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 086 F 2 990 F

6 mois 1 123 F 1 500 F

3 mois 572 F 780 F

Le Monde - 100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

100 rue de la Harpe - 75004 Paris - France

هكذا من الإله

REVUE
DES ACTIONS

ÉNERGIE

| | 17-10-97 | DIF. |
|---------------|----------|-------|
| Cofeup | 668 | -3,68 |
| Elf Aquitaine | 744 | +0,94 |
| Esso | 525 | +2,73 |
| Total | 649 | +1,09 |
| Elyo | — | — |

PRODUITS DE BASE

| | 17-10-97 | DIF. |
|------------------|----------|-------|
| Alu. Liquide | 663 | -1,63 |
| Ermet | 271 | -3,83 |
| Cascogne (BI) | 579 | +1,93 |
| MecaEuro | 70,10 | -1,68 |
| Pechiney | 258 | -4,39 |
| Rhône-Poulenc A | 346,50 | -3,26 |
| Roche (Lai) | 30,70 | +4,95 |
| Usinor | 116 | -2,43 |
| Vale | 423,80 | +0,21 |
| CFF (Ferrailles) | 473 | +2,62 |
| Dyn. Ext-Orient | 4960 | -0,80 |

CONSTRUCTION

| | 17-10-97 | DIF. |
|------------------|----------|-------|
| Bouygues | 597 | +1,70 |
| Ciments Français | 256,50 | +4,26 |
| Colas | 900 | -1,09 |
| ÉIFFAGE | 278 | -4,13 |
| GRUPPE GTM | 330 | -0,32 |
| Imat | 718 | -0,83 |
| Lafarge | 408 | -5,63 |
| Lapeyre | 366 | -1,10 |
| Saint-Gobain | 206 | -2,06 |
| SGE | 141,50 | -0,28 |
| Vicat | 541 | -0,36 |

BIENS D'ÉQUIPEMENT

| | 17-10-97 | DIF. |
|---------------------|----------|--------|
| Alcatel Alsthom | 508 | -0,24 |
| Bull | 70,60 | -1,54 |
| Carbone Lorrain | 1635 | -1,50 |
| CS Signaux (CSE) | 219 | -1,57 |
| Ossau-Aviation | 1230 | -6,10 |
| Dassault Electron | 411 | +7,57 |
| De Dietrich | 258 | -5,14 |
| Fives-Lille | 419 | +0,72 |
| Industrie | 1500 | +4,89 |
| Legrand | 1178 | -1,58 |
| Legris Indust. | 216,50 | -7,88 |
| Sagem SA | 2895 | — |
| Sat | 1455 | +2,46 |
| Schneider SA | 346,80 | -1,55 |
| SFIM | 1070 | +6,46 |
| Sidel | 379,80 | -1,24 |
| Thomson-CSF | 175,50 | -5,83 |
| Zodiac ex-Ind. div. | 1358 | -2,36 |
| CNIM-Cav | 209,50 | -2,10 |
| Falvey | 216 | -4 |
| Gebo Industries | 770 | +0,12 |
| ICI Industries | 1130 | -1,73 |
| HIT Ly | 523 | +0,58 |
| Manitou | 770 | +1,31 |
| Mecatherm | 299,10 | -13,20 |
| NSC Group NY | 855 | +6,60 |
| Radiat | 697 | +2,50 |
| Sediver | 155,20 | +0,12 |

TROIS SÉANCES gagnantes et deux perdantes cette semaine à la Bourse de Paris pour un bilan équilibré. Apparemment, en dépit du nombre d'opérations annoncées cette semaine, les boursiers restent prudents après les avertissements lancés par le président de la Réserve fédérale américaine, mercredi 8 octobre. En mettant en garde contre « la croissance irréaliste des marchés », Alan Greenspan a ouvert la porte à un possible resserrement de la politique monétaire américaine. En cinq séances, les valeurs françaises ont cédé 0,10 % et n'ont pas réussi à se maintenir au-dessus des 3 000 points, franchis lundi. Elles terminent la semaine à 2 958,02 points, soit une progression annuelle de 27,7 %.

La semaine a démarré avec deux offres publiques d'achat, annoncées dès les premières heures de lundi. Generali, premier assureur italien, avance près de 55 milliards de francs pour prendre le contrôle des AGF, la deuxième compagnie française. Le groupe d'Antoine Bernheim a tout de suite placé la barre très haut en offrant 300 F par titre AGF, soit une prime de 27,6 % sur la dernière cotation. Le prix proposé n'offre toutefois qu'un bonus de 6 % par rapport à l'actif net réévalué du groupe, qui était de

Une semaine étale

282 francs au 30 juin. Cette OPA hostile a surpris, alors que l'on attendait une riposte de François Pinault sur l'offre conjointe des AGF et de l'Ifil sur Worms et Cie. Le conseil des marchés financiers (CMF) a jugé, vendredi 17 octobre, recevable l'offre de Generali. La cotation du titre AGF doit reprendre lundi 20 octobre et Worms termine la période à 500 francs, en baisse de 8,95 %.

Lafarge, fréquemment cité comme « opéable », a changé de registre et lancé, lundi également, une OPA de 16 milliards de francs sur le britannique Redland, au prix de 3,2 livres par action (30,50 francs). Plusieurs sociétés de Bourse, telles Morgan Stanley, BZW, SGE Delahaye ou Paribas, ont abaissé leurs recommandations sur la valeur après l'annonce. Lafarge termine la semaine à 408 francs, en repli de 5,84 % sur son cours du vendredi 17 octobre.

Lundi, encore, le gouvernement annonçait le schéma retenu pour la restructuration de l'industrie de la défense. Alcatel Alsthom n'a que peu réagi à l'annonce de son mariage avec Thomson-CSF en association avec Dassault et Aerospatiale. Le titre, à 808 francs, cède 0,25 % sur la semaine. Lagardère, après un recul, a fini vendredi en hausse de 0,22 % à 185,80 francs ; au moins deux sociétés de Bourse, Natexis Capital et Transbourse, sont passées à la vente. La SFIM s'est appréciée de 6,47 % en cinq séances, à

1 070 francs, et Dassault Electronique de 7,57 %, à 611 francs. BNP Equides passant de « performance en ligne » à « surperformance » sur la première valeur et de « sousperformance » à « surperformance » sur la seconde. SFIM devrait, selon la société de Bourse, qui a un objectif de cours de 1 200 francs sur la valeur, faire partie d'un ensemble avionique-optronique avec Sagem dans la deuxième phase de restructuration du secteur. Pour Dassault Electronique, BNP table sur un maintien de cours à au moins 700 francs pour le rachat des 35,5 % détenus dans le public.

Aux financières, Paribas a poursuivi son rattrapage par rapport à un actif net réévalué estimé à 550/600 francs. Le titre a gagné 8,57 % à 463,60 francs. Ce regain d'intérêt suscite rumeurs et achats spéculatifs.

Enfin, la SBF a rendu public le résultat de l'ouverture du capital de France Télécom. L'opération téléphonique a séduit 3,9 millions d'actionnaires. Plus de la moitié des 200 000 personnes salariées de l'entreprise, retraitées ou anciens agents de la direction générale des télécommunications ont souscrit des actions. Ce nombre d'actionnaires est le plus élevé jamais enregistré à l'occasion d'une opération de privatisation ou d'ouverture de capital en France.

François Bostnavaron

VALEURS

AUTOMOBILE

| | 17-10-97 | DIF. |
|----------------|----------|-------|
| Bertrand Faure | 376 | +1,62 |
| Labinal | 1721 | -0,34 |
| Michelin | 346,80 | -1,24 |
| Peugeot | 757 | -1,94 |
| Plastic Omnium | 647 | -1,07 |
| Renault | 167,50 | -1,40 |
| Sommer-Albert | 212 | +1,85 |
| Veolia | 380,50 | -1,16 |
| Eds | 1010 | -1,25 |
| Salea | 536 | -0,74 |

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

| | 17-10-97 | DIF. |
|------------------|----------|-------|
| BIC | 411,60 | -2,64 |
| Chargers | 403 | -0,77 |
| Clarins | 504 | -4,59 |
| Deveaux-Ly | 653 | -3,68 |
| DMC (Dellus Mi) | 112 | -2,64 |
| Essilor Int. | 1539 | -1,29 |
| Hachette FilMed. | 1130 | +5,70 |
| L'Oréal | 2265 | +1,34 |
| Moulinex | 514 | -0,19 |
| Salomon (Ly) | 539 | -0,18 |
| S.E.B. | 154 | -0,67 |
| Sis Rosignol | 117,50 | -0,27 |
| Stratofac | 394 | -0,20 |
| Synthesabo | 663 | +0,01 |
| Arkochem | 513 | +0,63 |
| Bolton (Ly) | 325,70 | -3 |

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

| | 17-10-97 | DIF. |
|-----------------|----------|-------|
| Bongrain | 249 | -0,04 |
| Bonone | 925 | -3,49 |
| Eridania Beshin | 867 | -0,11 |
| Promagrie Bel | 4100 | -1,20 |
| LMV Meut Hen. | 1161 | -1,20 |
| Perrier-Ricard | 289,50 | +1,89 |
| Remy Cointreau | 118 | +4,42 |
| SETA | 190 | +6,76 |
| Brioche Pascale | 674 | +1,36 |
| L.O.C. | 100 | +0,20 |

DISTRIBUTION

| | 17-10-97 | DIF. |
|------------------|----------|-------|
| Bazar Hol. Ville | 553 | -3,62 |
| Carrefour | 3483 | -0,28 |
| Casino Guichard | 355,50 | +0,50 |
| Carrefour (L) | 563 | -5,41 |
| Carrefour Mod. | 2615 | -1,37 |
| Omnart | 3640 | -3,44 |

CATERING

| | 17-10-97 | DIF. |
|--------------------|----------|-------|
| Café Lafayette | 2880 | -3,67 |
| Group André S.A. | 560 | -0,52 |
| Guilbert | 847 | -3,67 |
| Cuyemex Casagne | 2020 | -1,70 |
| Pinault-Print.Ard. | 2779 | -0,58 |
| Primoparc | 498,70 | -0,20 |
| Promodes | 2062 | -1,24 |
| Revel | 1634 | +0,54 |
| Monoprix | 315 | -3,28 |
| But S.A. | 288,30 | -1,60 |
| Grandpère Photo | 1060 | -0,46 |
| Marlins-Meubler | 97,95 | -1,49 |
| Manutan | 430 | -0,27 |
| Rallye (Cathion) | 331,70 | +0,51 |
| Rubis | 138,80 | -2,81 |

AUTRES SERVICES

| | 17-10-97 | DIF. |
|-------------------|----------|-------|
| Accor | 1092 | -2,99 |
| Axi (en-Ardem) CA | 609 | +8,45 |
| BIS | 495 | +0,20 |
| Canal+ | 1052 | -1,59 |
| Cap Gemini | 446,30 | -1,6 |
| Cipe France Ly | 183,50 | -2,87 |
| Club Méditerranée | 461 | -1,07 |
| Dassault Systèmes | 189,80 | -1,88 |
| Degreant | 500 | -4 |
| Club Méditerranée | 259 | -3,72 |
| Euro Clénay | 8 | -1,23 |
| Europe 1 | 1272 | -2,75 |
| Eurocomet | 6 | -2,45 |
| Computers Mod. | 420 | -1,37 |
| Havas | 404 | +1,78 |

HAVES

| | 17-10-97 | DIF. |
|--------------------|----------|-------|
| Havas Advertising | 730 | -2,66 |
| Infogrammes Ent. | 849 | -0,22 |
| NRI | 875 | -1,15 |
| Pathe | 1111 | -0,70 |
| Publicis | 565 | -2,25 |
| S.A.T.A. | 1115 | -0,22 |
| Sodexo Alliance | 2990 | -0,28 |
| Spir Communica | 434 | -0,92 |
| Suez Lyonnais Eau | 623 | -0,16 |
| Techint | 730 | -0,27 |
| G.T.J. (Transport) | 215 | -0,22 |
| Loire | 306 | -0,32 |
| Silgo | — | — |
| Altran Techno. | 1570 | -0,29 |
| Aysymet | 254,80 | -0,78 |
| Frailin 28 | 342 | -0,29 |
| Groupes Parnouche | 392 | -0,25 |
| Mé-Metropole TV | 580 | -0,34 |
| Marbert Dorel | 664 | -0,45 |
| Sogeparc (Fin) | 389 | -0,48 |
| TFI | 530 | -0,36 |

IMMOBILIER

| | 17-10-97 | DIF. |
|----------------|----------|-------|
| Bail Investis. | 773 | -1,35 |
| Fininvest | 110 | -1,35 |
| G.F.C. | 535 | -1,35 |
| Immoval France | 347 | -0,28 |
| Klempere | 796 | -0,50 |
| Rue Imperiale | 5660 | -0,25 |
| Sefinor CA | 376,50 | -0,20 |
| Silic CA | 835 | -0,20 |
| Simo | 449,10 | -0,20 |

| | 17-10-97 | DIF. |
|--------------------|----------|--------|
| UIF | 427 | +2,89 |
| Unibail parteur | 575 | -0,86 |
| Foncière (Cie) | 600 | — |
| Foncière Euris | 330 | -5,71 |
| Foncière Lyonnaise | 505 | +0,79 |
| Foncière | 207 | -14,81 |
| Immo. Plaine Mon. | 8280 | +1,59 |
| Immo. Marcellaise | 81,70 | -0,90 |
| Immo. Bati-Bat | 264 | -0,40 |
| Immo. Bati-Bat | 264 | -1,33 |

SERVICES FINANCIERS

| | 17-10-97 | DIF. |
|--------------------|----------|--------|
| AGF-Ass.Gen.France | — | — |
| Acta | 403,50 | -1,74 |
| Banque (Cie) | 797 | +0,83 |
| B.N.A. | 308,20 | +0,83 |
| C.C.F. | 367,80 | +0,83 |
| Catellum | 654 | -0,80 |
| CPR | 471 | +0,81 |
| Cred.Fon.France | 6410 | -0,79 |
| Cred. Lyonnais CI | 357 | -0,45 |
| Cred.Nat.Natexis | 362,80 | -0,45 |
| Dexia France | 587 | -1,01 |
| GAN ex-Ext. sous. | 152 | -0,65 |
| Interbail | 185 | -0,62 |
| Loindus | 783 | -0,28 |
| Paribas | 463,60 | +8,57 |
| SCOR | 264 | -0,38 |
| Selabbanque | 72 | -1,68 |
| Société Générale | 918 | -0,40 |
| Sophia | 238,50 | +0,08 |
| UFB Locobail | 600 | -1,63 |
| UFB | 213 | -0,54 |
| Union Assur.Fdal | 675 | -0,54 |
| Van Banque | 186,50 | -0,99 |
| Worms & Cie CA | 500 | +8,39 |
| France SA | 1175 | -0,84 |
| Immo. Banque | 647 | -0,27 |
| Cardif SA | 900 | +16,58 |
| C.A. Paris IDF | 749 | -0,79 |
| Factorem | 650 | -0,39 |
| Fracture | 548 | +0,74 |
| L.C.C. | 149 | +0,74 |
| Union Fin.France | 630 | +7,88 |

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

| | 17-10-97 | DIF. |
|-------------------|----------|-------|
| Bollore Techno. | 809 | +0,70 |
| Cetec Europ.Reun | 34,85 | -0,14 |
| CGP | 1890 | -0,22 |
| Christian Dior | 730 | -0,27 |
| Dynacore | 168,50 | -0,20 |
| Eurafrance | 2499 | -0,20 |
| Fininvest SA | 515 | -0,37 |
| Ca et Euro | 2505 | -0,27 |
| Lagardère | 185,80 | -0,25 |
| Lebon | 240 | -0,25 |
| Marine Wendel | 675 | -0,35 |
| Nordex | 136 | -0,80 |
| Salvator (Ny) | 469,90 | -0,42 |
| Albatros Invest. | 159,50 | -0,20 |
| Burelle (Ly) | 297 | -0,20 |
| Carbonne | 10750 | +1,38 |
| Centrale Blancy | 432 | -0,27 |
| F.F.P. (Ny) | 293 | -0,34 |
| Finanz | 342 | +1,18 |
| Francorp | 299,10 | -0,20 |
| Sabot (Ly) | 731 | -0,25 |
| Pharos (Lyon) | 290 | -0,20 |
| Montaigne P.Gest. | 2650 | -0,25 |
| Siparex (Ly) | 119 | -0,20 |

LES PERFORMANCES
DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 10 octobre

| LIBELLÉ | Organisme promoteur | Rang | Perf. 1 an | Rang | Perf. 5 ans | Valeur liquid. |
|---------|---------------------|------|------------|------|-------------|----------------|
|---------|---------------------|------|------------|------|-------------|----------------|

OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION

Performance moyenne sur 1 an : 4,92 %, sur 5 ans : 46,72 %

| | | | | | |
|--------------------------------|----|-------|-----|---------|-----------|
| Procyon Capital | 1 | 10,51 | 29 | 60,47 | 242,19 |
| ECUREUIL | 2 | 10,21 | 128 | 66,39 | 106,07 |
| FRÉSCUR | 3 | 8,63 | 123 | 47,20 | 25,54 |
| CPR OAT Plus | 4 | 8,61 | 4 | 68,70 | 27358,05 |
| FRUIT-PRÉMIER (O) | 5 | 8,57 | 2 | 71,58 | 24011,49 |
| FRUIT-PRÉMIER (C) | 6 | 8,36 | 16 | 1383,97 | 197,87 |
| Synthesis | 7 | 8,36 | 16 | 63,93 | 147,99 |
| BFT CNO 7/10 (C) | 8 | 8,28 | 8 | 66,29 | 17982,91 |
| BFT CNO 7/10 (O) | 9 | 8,19 | — | — | 128022,37 |
| Nicéol Orléans | 10 | 8,19 | — | — | 128022,37 |
| Indosuez Horizon 30 (D) | 11 | 8,18 | 5 | 80,83 | 504,48 |
| Indosuez Horizon 30 (C) | 12 | 8,17 | — | — | 123361,19 |
| MON Long Terme | 13 | 8,10 | — | — | 15711,55 |
| OAT Index Gestion | 14 | 8,10 | 23 | 62,66 | 168,46 |
| BIP OAT Index (C) | 15 | 8,07 | 3 | 85,99 | 19833,33 |
| BIP OAT Index (O) | 16 | 8,02 | 9 | 65,32 | 26471,32 |
| Reflex Première (O) | 17 | 8,02 | 10 | 65,25 | 1981,95 |
| Reflex Première (C) | 18 | 7,9 | 6 | 66,49 | 1864,94 |
| Croissance Mercaria (O) | 19 | 7,99 | 69 | 53,45 | 477,05 |
| Croissance Mercaria (C) | 20 | 7,99 | 67 | 64,47 | 2192,53 |
| UAP Alto | 21 | 7,98 | 7 | 66,47 | 2192,53 |
| UAP | 22 | 7,97 | 13 | 64,35 | 170,58 |
| Suprane Long Terme (C) | 23 | 7,95 | 140 | 45,45 | 521,16 |
| Suprane Long Terme (O) | 24 | 7,90 | 132 | 40,99 | 596,76 |
| Natixis Obligations Long Terme | 25 | 7,89 | 30 | 60,38 | 223,58 |
| Indosuez Long Terme (C) | 26 | 7,77 | 64 | 53,83 | 781,37 |
| FRUIT-PRÉMIER (O) | 27 | 7,75 | 140 | 45,45 | 521,16 |
| State Street OAT Plus (C) | 28 | 7,68 | 19 | 63,94 | 642,18 |
| State Street OAT Plus (O) | 29 | 7,68 | 47 | 62,79 | 247,20 |
| State Street OAT Plus (C) | 30 | 7,68 | 70 | 65,48 | 688,26 |
| MON Long Terme | 31 | 7,45 | 25 | 61,24 | 163,26 |
| Selection Première (O) | 32 | 7,43 | 33 | 57,76 | 137,28 |
| Natixis Long Terme (C) | 33 | 7,38 | — | — | 1873,63 |
| NATWEST | 34 | 7,37 | — | — | 157,98 |
| Int. Institutions | 35 | 7,34 | 27 | 60,84 | 48849,59 |
| Finlandia Première | 36 | 7,19 | 16 | 68,15 | 11724,99 |
| Prémia | 37 | 7,12 | 27 | 61,65 | 11746,56 |
| Prémia (C) | 38 | 7,12 | 27 | 61,65 | 11433,82 |
| Bis Première | 39 | 7,11 | 21 | 63,34 | 24064,98 |
| AXA France Obligations | 40 | 6,77 | 177 | 56,67 | 177,56 |
| AXA Première (C) | 41 | 6,59 | 52 | 63,33 | 133,73 |
| AXA Première (O) | 42 | 6,59 | 53 | 55,33 | 146,74 |
| Stul Horizon | 43 | 6,59 | 96 | 49,65 | 410,11 |
| BRIEF Orléans | 44 | 6,52 | 78 | 67,99 | 6977,99 |
| Hausmann Obligations | 45 | 6,52 | 66 | 53,70 | 146,74 |
| Limpoux (C) | 46 | 6,36 | 38 | 56,59 | 1549,49 |
| Limpoux (O) | 47 | 6,33 | 39 | 56,58 | 1478,07 |
| Indosuez OAT (C) | 48 | 6,26 | 24 | 60,38 | 2742,68 |
| Long Terme | 49 | 6,26 | 44 | 55,87 | 2148,27 |
| SGAM Première 7-10 ans (O) | 50 | 6,27 | 42 | 56,42 | 5501,32 |
| SGAM Première 7-10 ans (C) | 51 | 6,27 | 43 | 56,42 | 6336,24 |
| SCF | 52 | 6,26 | 36 | 57,23 | 16886,23 |
| Saint-Honore Capital | 53 | 6,64 | 90 | 51,01 | 19464,47 |
| Hervet ObliGorisation | 54 | 6,59 | 102 | 48,46 | 1740,30 |
| ObliGorisation | 55 | 6,57 | 73 | 32,89 | 319,58 |
| ECOFI FI | 56 | 6,56 | 89 | 39,19 | 1671,13 |
| ObliGorisation (C) | 57 | 6,54 | 74 | 52,46 | 542,24 |
| Morgan Nat | 58 | 6,54 | 44 | 36,39 | 24,24 |
| Athéna Long Terme | 59 | 6,51 | 99 | 56,02 | 262,03 |
| SCF | 60 | 6,48 | 39 | 56,02 | 234,93 |
| MON Long Terme | 61 | 6,48 | 39 | 56,02 | 1996,46 |
| AGF ObliG | 62 | 6,52 | 88 | 52,66 | 19964,47 |
| ECOFI Première | 63 | 6,52 | 87 | 52,66 | 1474,78 |
| Capitalisation | 64 | 6,52 | 87 | 52,66 | 15961,91 |
| Capitalisation | 65 | 6,28 | 49 | 56,56 | 20357,86 |
| GRAPUQUZ | 66 | 6,24 | 11 | 64,80 | 341,08 |
| GRAPUQUZ | 67 | 6,24 | 12 | 64,79 | 329,68 |
| AGF France Tax Fie | 68 | 6,24 | 33 | 61,61 | 6994,38 |
| GENERALI | 69 | 6,22 | 195 | 40,38 | 19673,30 |

Les marchés craignent une nouvelle action de la Bundesbank

La devise française est repassée cette semaine au-dessus de son cours pivot face à la monnaie allemande. Le marché obligataire a vivement reculé en raison des craintes de hausses supplémentaires des taux en Allemagne

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers, par la hausse du franc. Il a atteint 3,3514 francs pour 1 mark, son cours le plus élevé depuis le mois d'octobre 1990 face à la monnaie allemande. Il a bénéficié de l'opti-

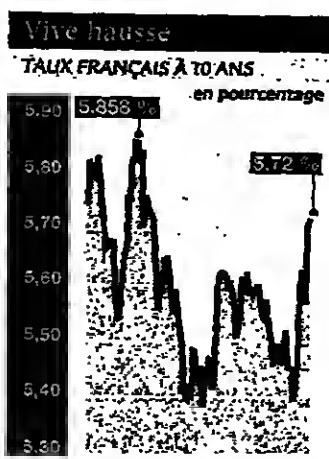
misme des opérateurs sur la réalisation de la monnaie unique. Plusieurs obstacles ont été levés au cours des derniers jours : la crise politique italienne s'est dénouée plus rapidement que prévu ; les Allemands et les Fran-

çais sont parvenus à un accord, mardi 14 octobre, lors du sommet économique et financier de Münstér, sur le Conseil de l'euro ; enfin, la Commission européenne a publié, le même jour, des prévisions optimistes sur

l'évolution de la croissance et des déficits publics dans l'Union. Le marché obligataire français a vivement reculé, affecté par les craintes de nouvelles hausses des taux en Allemagne au cours des prochains mois.

POUR LA BUNDESBANK, l'échec est cuisant : pour justifier le resserrement de sa politique monétaire, décidé jeudi 9 octobre, elle avait mis en avant les risques de tensions inflationnistes en Allemagne. Son geste était censé rassurer les investisseurs. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, n'avait-il pas déclaré, il y a quelques semaines, qu'une hausse des taux directeurs de l'institut d'émission pouvait être utile afin d'assurer la stabilité des rendements à long terme ? C'est l'inverse qui s'est produit. Depuis qu'elle a relevé de 3 % à 3,30 % le niveau de ses prises en pension (Repo), les taux d'intérêt sur les emprunts d'Etat allemands sont brutalement remontés. Celui du titre à 10 ans est passé de 5,48 % à 5,69 %. Le même phénomène - légèrement amplifié par les conséquences de la hausse de la fiscalité sur l'assurance-vie - a été observé en France, où le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) de même échéance s'est tendu de 5,46 % à 5,73 %.

Ce mouvement ne peut s'expliquer par la mauvaise influence du marché obligataire américain. Depuis une semaine, le taux de l'emprunt à dix ans du Trésor des Etats-Unis n'a que légèrement remonté (de 6,09 % à 6,16 %), les opérateurs ayant été en partie rassurés par l'annonce d'une hausse plus faible que prévu de l'indice des prix à la



Les taux à long terme ont vivement remonté depuis le resserrement monétaire en France et en Allemagne.

consommation au mois de septembre (+0,2 %, soit 2,2 % sur un an). La baisse des marchés obligataires - les cours reculent quand les taux remontent - est donc un phénomène avant tout européen.

Il constitue une mauvaise nouvelle pour les économies du Vieux Continent. Car si, à elle seule, la hausse du loyer de l'argent n'a qu'un effet restrictif limité sur l'ac-

tivité, il n'en ira plus de même dès que s'y ajoutera une remontée importante et durable des rendements à long terme.

Comme en février 1994 aux Etats-Unis, le relèvement des taux de la Bundesbank - un tournant monétaire majeur après cinq années d'assouplissement - semble avoir provoqué un important transfert de capitaux chez les investisseurs, persuadés que la banque centrale ne va pas se contenter d'une hausse de 0,3 % de son Repo. Ces derniers s'attendent à de nouveaux tours de vis monétaires. Selon leurs anticipations, réitérées par les cours des contrats à terme, les taux à 3 mois allemands se situent à 4,50 % à la fin de juin 1998, contre 3,67 % actuellement. Cela correspondrait à un relèvement du Repo d'au moins 0,75 % au cours des huit prochains mois.

INCONFORTE

Si ce scénario se vérifie, la Banque de France risque de se retrouver dans une situation inconfortable. Déjà, la hausse de 0,2 % du niveau de ses appels d'offres a déclenché une vague de protestations au sein de la majorité parlementaire. Après le premier ministre, qui s'était interrogé, dès vendredi 10 octobre, sur la nécessité d'un tel geste, après Georges Sarre qui, au nom du Mouvement des citoyens (MDC), avait évoqué une « décision calamiteuse », Henri

Emmanuelli, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, a dans nos colonnes jugé « très regrettable » ce resserrement de la politique monétaire. Et Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, en a contesté « l'opportunité ».

Baisse du dollar face au yen

Le dollar a terminé la semaine en hausse face aux devises européennes, à 1,7725 franc. Il s'est en revanche nettement affaibli face à la devise japonaise, tombant, jeudi 16 octobre, jusqu'à 119,34 yens (120,20 yens vendredi soir).

Les investisseurs ont réagi à la décision de la Commission fédérale américaine du transport maritime (FMC) d'interdire aux navires de commerce nippons l'accès aux ports américains et de bloquer ceux qui y sont déjà stationnés. Cette mesure a été prise en réponse aux pratiques japonaises vis-à-vis des bateaux d'armateurs étrangers, jugées discriminatoires par les Américains. Un accord de principe a été trouvé vendredi entre les deux pays.

L'incident s'inscrit parmi les appels répétés de la Maison-Blanche pour que le Japon redynamise son économie par une relance de la demande intérieure et non par le blais des exportations. Les opérateurs craignent que les Etats-Unis s'emploient à faire remonter le yen pour faire céder Tokyo.

Quelle ampleur aurait les critiques si la Banque de France relève elle aussi de trois points son principal taux directeur ? Le ministre de l'économie et des finances continuera-t-il à afficher la même sérénité et à affirmer que le resserrement de la politique monétaire ne présente aucun impact né-

gatif sur la croissance ? La polémique qui a suivi la décision de la Banque de France de relever ses taux n'a pas, cette fois, déstabilisé le franc. Au contraire, celui-ci a atteint, mercredi 15 octobre, son cours le plus élevé depuis le mois d'octobre 1990 face à la monnaie allemande : 3,3514 francs pour

1 deutschemark, soit un niveau supérieur à son cours pivot au sein du Système monétaire européen (SME), fixé à 3,3338 francs pour 1 mark depuis 1987.

La devise française a profité de l'optimisme des opérateurs sur la réalisation de l'euro. Plusieurs obstacles ont été levés au cours des derniers jours : la crise politique italienne s'est dénouée plus rapidement que prévu ; les Allemands et les Français sont parvenus à un accord, mardi, lors du sommet économique et financier de Münstér, sur le Conseil de l'euro, l'organisme informel chargé de coordonner les politiques économiques à l'intérieur de la future zone euro ; enfin, la Commission européenne a publié, le même jour, des prévisions optimistes sur l'évolution de la croissance et des déficits publics dans l'Union, estimant que 13 pays sur 15 respecteront dès 1997 le critère de 3 % du produit intérieur brut fixé par le traité de Maastricht.

Ces événements ont renforcé le mouvement de convergence des devises européennes vers leurs cours pivots : les opérateurs sont persuadés que ces derniers serviront de référence lors de la fixation des parités bilatérales de conversion des devises dont on sait, depuis le sommet de Mondorf-les-Bains (Luxembourg), le 13 septembre, qu'elle aura lieu dès le printemps 1998. Ils parlent ainsi que le cours de conversion définitif de la devise française vis-à-vis de la monnaie allemande s'établira à 3,3538 francs pour 1 mark, c'est-à-dire très proche de son niveau actuel.

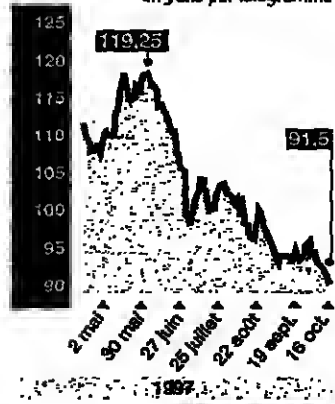
Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhomme

Carole Petit

MATIÈRES PREMIÈRES

Reflux du caoutchouc
CONTRAT À TERME JANVIER 1998
en yens par kilogramme



LES TROIS grands pôles de production de caoutchouc que sont la Thaïlande (numéro un mondial), l'Indonésie et la Malaisie se positionnent actuellement de façon très contrastée sur le marché international.

A Bangkok, si le gouvernement et l'Association thaïlandaise de caoutchouc ne sont pas exactement d'accord sur les chiffres des réformes à tenir, ils se rejoignent sur les estimations de hausse. De source officielle, on annonce une production à 2 millions de tonnes cette année, mais les professionnels indiquent 1,93 million. Ils avancent même le chiffre de 2,24 millions de tonnes en l'an 2000, en progression de 5 %. Quant aux exportations, elles devraient s'établir en 1997 à 1,76 million de tonnes.

PLEINS EN INDO-NESE

Les Indiens de l'Amazone appellent l'événement « l'arbre qui pleure ». C'est ce qu'il fait en Indonésie et les producteurs avec lui, qui ne savent plus s'ils doivent se désoler devant des dégâts dus à El Niño ou de ceux causés par les incendies. L'un et l'autre auront été dévastateurs : à l'International Rubber Study Group (IRSG), on estime que l'offre mondiale en sera réduite de 5 % à 10 %. Jakarta devra maintenant demander des comptes aux forestiers malais implantés en Indonésie, que l'on rend responsable des feux qui ont ravagé l'archipel.

Enfin, en Malaisie, le dernier Rapport économique annuel détaille les maux qui ont affecté les recettes liées aux exportations de caoutchouc. Il cite ainsi une moindre demande de la Chine et de la Corée, des grèves aux Etats-Unis chez le fabricant de pneus Goodyear et, dans ce même pays, la vente d'une partie du stock stratégique. Devant tant d'obstacles, la baisse du dingfi face au dollar n'a pas été suffisante pour enrayer les pertes qui, selon les prévisions du rapport, vont s'accroître encore en 1998. Cette année, le prix du RSS1 coté à Kuala Lumpur aura perdu 20,8 % sur 1996 avec une moyenne de 277,6 cents malais par kilo (5,2 francs). A la mi-octobre, les cours s'affaiblissent à 275,50 cents malais le kilo. Et en 1988 la demande mondiale devrait rester faible.

Marché international des capitaux : une correction nécessaire

LORSQUE le marché traverse une période difficile, comme c'est le cas actuellement, les investisseurs ont tendance à privilégier les obligations d'Etat. Ces titres sont les plus sûrs, et leur liquidité est la meilleure. Or il est certain de pouvoir les revendre à un juste prix au moment où on le souhaitera. Les obligations d'autres débiteurs de très grande qualité, dont les émissions sont plus petites, sont dans l'ensemble moins recherchées. Ce qui fait que leur rendement monte davantage.

A l'échelle internationale, le mouvement a débuté dans le compartiment du dollar, pour se propager à ceux des devises européennes. L'expérience montre qu'en sens inverse, dès que la confiance revient, ces autres titres bénéficient proportionnellement plus que les fonds d'Etat d'une détente des taux d'intérêt. Les souscripteurs, attachant alors un peu moins de prix à la liquidité, sont attirés par la perspective d'un revenu élevé. La question se pose aujourd'hui de savoir dans quelle mesure une telle réaction est susceptible de se produire le jour venu pour ce qui est des emprunts en francs français.

Plusieurs spécialistes estiment que l'écart qui se creuse entre le rapport que procurent les fonds d'Etat et les autres obligations en francs n'est pas uniquement la conséquence de la montée des taux. Ils y voient aussi l'annonce d'une correction nécessaire. Des exagérations, ces dernières années, avaient fait trop se rapprocher les rendements sans vraiment respecter la hiérarchie des crédits. Le

contraste était frappant avec les devises d'autres pays où un même débiteur devait proposer une rémunération bien supérieure à ce qu'offrait le Trésor public. Maintenant que se construit le marché commun des emprunts en euros, de telles disparités doivent s'effacer. Comme le risque de change semble disparaître entre les principales monnaies du continent, les investisseurs français sont de plus en plus nombreux à comparer ce qui leur est offert en francs à ce qu'ils pourraient obtenir en deutschemarks, et donc à exiger autant dans un marché que dans l'autre.

Une telle attitude, si elle se confirme, pourrait quelque peu freiner l'ardeur des emprunteurs allemands à se présenter sur le marché du franc, alors qu'au contraire elle est de nature à inciter les débiteurs français de premier plan à lancer des obligations en deutschemarks. Ceux qui sont prêts à conserver le produit de leur opération dans la monnaie allemande ne devraient pas avoir à déboursier en intérêts davantage qu'en francs. La solution d'un emprunt en marks permettrait d'atteindre de nouveaux investisseurs.

Quoi qu'il en soit, la situation est différente en ce qui concerne les emprunts moins bien notés ou ceux dont la construction est complexe, car le rendement de ces affaires est demeuré ces dernières années à bonne distance des fonds d'Etat. Aujourd'hui, les nouvelles transactions de ce genre continuent de bénéficier d'un appétit soutenu. Les intermédiaires financiers espèrent que la demande

persistera ces prochains mois, car ils tablent sur une offre abondante d'obligations subordonnées et d'opérations de titrisation libellées en francs. De tels emprunts permettent à leurs débiteurs ou aux bénéficiaires, si elles sont émises par l'intermédiaire d'une autre société, soit de renforcer leurs fonds propres (les fonds obtenus grâce à des emprunts subordonnés sont dans une certaine mesure assimilés à du quasi-capital) ou de diminuer le total de leur bilan.

Parmi les nombreuses raisons qui poussent des emprunteurs à agir de la sorte, il en est une dont l'actualité est brûlante : c'est un moyen de se défendre contre d'éventuels prêteurs. Une société peut espérer voir le cours de ses actions monter si ses fonds propres augmentent ou si le rapport entre son capital et la somme de son bilan est plus élevé. Les banques sont nombreuses dans ce compartiment du marché, et plusieurs compagnies d'assurances françaises pourraient bientôt suivre leur exemple et lancer à leur tour des emprunts subordonnés.

Pour ce qui est de l'Italie dont on attend quelle s'adresse sous peu au marché international, ce pays continue de retenir l'attention des intermédiaires financiers. Sans exclure la possibilité de très longs emprunts à taux fixe, d'aucuns estiment qu'elle traiterait au-devant d'une grande réussite si elle émettait des obligations à taux variable en deutschemarks.

Wall Street et Francfort cèdent du terrain

WALL STREET a célébré l'anniversaire du krach de 1987 à sa manière : en perdant 2,46 % en cinq séances, sur fond de résultats trimestriels des entreprises et de tensions commerciales avec le Japon. L'indice Dow Jones a perdu 198,18 points (2,46 %) à 7 847,03 points. Le 19 octobre 1987, jour du krach, il avait chuté de 508 points, ce qui représentait alors 22,61 %, en une séance.

Mais les marchés européens n'ont pas perdu leur sang-froid, à l'exception de Francfort qui affiche un recul de 3,03 % selon l'indice DAX et de 2,77 % selon l'indice DAX Electronique (IBEX). La Bourse de Londres termine la semaine sur un gain de 0,84 %. Paris finit la période sur un score étale (+0,10 %) alors que la Bourse de Tokyo, en dépit d'un net rebond en milieu de semaine, ne gagne finalement que 0,58 %.

La Commission fédérale du transport maritime (FMC) américaine avait demandé jeudi aux

garde-côtes et aux services douaniers d'interdire à des navires de commerce japonais l'accès aux ports américains, et de bloquer ceux qui y étaient déjà stationnés. Cette mesure a été prise en réponse aux pratiques discriminatoires japonaises envers les bateaux d'armateurs étrangers. La crise a été désamorcée vendredi après-midi, les Etats-Unis et le Japon étant parvenus à un accord de principe pour régler leur différend.

Pour les séances à venir, Ralph Acampora, stratège technique chez Prudential Securities, estime que l'indice Dow Jones pourrait subir une correction le faisant tomber jusqu'à 7 600 points, avant de se ressaisir. Mace Blinksilver, du Crédit Lyonnais Securities, l'indice devrait évoluer entre 7 600 et 8 100 points au cours des deux prochains trimestres. « Le potentiel de gain est très limité, même si l'absence de raison de penser que la tendance haussière est terminée », a-t-il observé. Dick McCabe, analyste

de Merrill Lynch, estime que Wall Street pourrait connaître une correction en deux temps dans les prochains mois. Une première de 4 à 5 % servirait de prétexte à une chasse aux bonnes affaires qui pousserait le Dow Jones vers 8 500 points, avant l'amorce d'un déclin plus important de l'ordre de 20 à 25 %.

La Bourse de Francfort est la seule place européenne à afficher une forte hausse repassant sous les 4 100 points, alors que les interrogations sur une possible remontée des taux américains dès le mois prochain pèsent sur le marché obligataire. L'indice DAX a perdu 3,03 % en cinq séances à 4 061,50 points, vendredi à la clôture de la séance officielle.

Le relèvement, jeudi 9 octobre, du taux de prises en pension de la Bundesbank, limité par de nombreuses banques centrales européennes, dont la Banque de France, a continué à peser sur la place francfortoise. Les inquié-

tudes quant à un geste semblable de la Réserve fédérale américaine, relancées par les indices publiés cette semaine aux Etats-Unis, n'ont rien amélioré.

Toutefois, dans son rapport hebdomadaire, la Commerzbank estime que le climat reste favorable pour le marché des actions. La banque continue à tablir sur un indice DAX se situant entre 3 750 points et 4 250 points « dans les deux prochains mois ». La banque s'appuie sur les pronostics favorables des bénéfices des entreprises allemandes pour 1997.

FUSIONS ET OPA

Le mouvement de fusion et d'OPA qui a traversé l'Europe au début de la semaine n'a pas épargné la Bourse de Londres et a apporté un soutien non négligeable aux valeurs britanniques. L'indice Footsie a terminé la semaine à 5 271,1 points, en hausse de 43,8 points, soit 0,84 %, par rapport au vendredi précédent.

Les annonces de la fusion de la branche assurances de BAT avec le groupe suisse Zurich, la levée des obstacles à la fusion entre Grand Metropolitan et Guinness, et le retour en grâce de British Telecommunications (BT) dans la bataille du téléphone aux Etats-Unis ont animé les échanges.

A Paris, l'indice CAC 40 n'a varié que de 0,10 % en cinq séances marquées par l'étrémité de la fourchette des fluctuations (2 939 points au plus haut et 3 007 points au plus bas). Deux théories s'opposent actuellement sur le marché. D'un côté, certains analystes s'attendent à une correction dans la zone des 2 800 points, avant que la cote ne reparte de l'avant. De l'autre côté, on estime que le marché va immédiatement repartir pour aller vers 3 300 points à la fin de l'année. En attendant, le CAC reste confiné dans une fourchette d'autant plus étroite que les gérants ont fait leur année et ne sont pas disposés à prendre le moindre

risque. « L'inconvénient de ce type de situation, c'est que si un jour les gérants se mettent à vendre sur une mauvaise nouvelle, ils vendront tous en même temps avec à la clé un formidable trou d'air », commentait vendredi un intervenant.

L'horizon ne se dégage apparemment pas à Tokyo, où les courtiers estiment que le plan de relance qui devrait être dévoilé mardi 21 octobre décevra probablement les investisseurs. « A moins que ce plan n'intègre des mesures fiscales, comme une réduction d'impôts, les prix ne repartiront pas à la hausse », indiquait, vendredi, un courtier d'une grande maison de titres japonaise. « Mais il est peu probable que ce plan ne contienne autre chose que l'on ne sache déjà ». Les fonds de pension, très actifs ces derniers jours, devraient cependant limiter les baisses. En cinq séances, l'indice Nikkei a gagné 0,58 % à 17 478 points.

F. Bn

TOKYO
NIKKEI
↑ + 0,58%
17 478,42 points

NEW YORK
DOW JONES
↓ - 2,46%
7 847,03 points

PARIS
CAC 40
↑ + 0,10%
2 939,02 points

LONDRES
FT 100
↑ + 0,84%
5 271,10 points

FRANCFORT
DAX 30
↓ - 3,03%
4 061,50 points

TECHNOLOGIE Le Salon Cartes 97, consacré à la carte à puce et ses applications, a rassemblé à Paris-la Défense, du 15 au 17 octobre, les principaux acteurs d'un secteur en pleine

expansion. ● **LE MARCHÉ MONDIAL** pourrait atteindre 3 milliards d'unités en l'an 2000, contre 650 millions en 1996. Avec une révolution : les prochaines générations de carte à puce

seront programmables et « multi-applications » (carte bancaire, cartes de porte-monnaie électronique, de déf d'entrée, de carnet de santé...). ● **LE COMMERCE** électronique, encore em-

bryonnaire, pourrait lui aussi bénéficier du supplément de sécurité offert par la carte à puce. ● **L'APPAREIL PHOTO** numérique présenté par le japonais Sharp lors du Salon des technolo-

gies de l'image et du son (Satis), qui s'est tenu à Paris du 14 au 17 octobre, enrichit la prise de vue en l'associant intimement à l'enregistrement de son et de musique grâce au MiniDisc.

Programmables, les cartes à puce multiplient leurs domaines d'utilisation

Les petits rectangles de plastique et de silicium envahissent tous les secteurs d'activité. Les prochaines générations sauront s'adapter à différentes applications tout en garantissant un haut niveau de sécurité

LONGTEMPS BOUDÉE par le reste du monde, la carte à puce, née en France dans les années 70, séduit désormais l'ensemble de la planète. En témoigne l'effervescence du salon Cartes 97, qui s'est tenu du 15 au 17 octobre à Paris-la Défense et a donné lieu à une avalanche d'annonces et d'alliances. Le paysage est en voie de recomposition rapide. En 1996, 90 % des cartes à puce - sur 650 millions d'unités - étaient vendues en Europe. Mais d'ici 2001, estime la société d'études de marché Dataquest, ce taux tombera à 40 %. La région Asie-Pacifique devrait absorber 25 % des ventes, l'Amérique (Nord et Sud) 20 %, le reste du globe se partageant 15 %. Les Américains, Motorola en tête, découvrent des applications qui sont désormais familières aux Français (cartes téléphoniques, péage autoroutier, carte d'accès dans un bâtiment...) et d'autres en cours d'expérimentation, comme la carte santé Vitale

dont le lancement, prévu en décembre, est reporté à mars 1998. Ils semblent avoir saisi l'intérêt de la carte à puce - baptisée « smart card » en anglais - qui, contrairement aux cartes magnétiques, offre une grande sécurité d'utilisation et la capacité de traiter des données élaborées. En France, le taux de fraude (0,02 %) est quinze fois moins élevé qu'aux États-Unis.

La puce a donc de sérieux atouts à faire valoir. Les nouveaux venus sur ce marché vont peut-être faire l'économie d'une génération. Les constructeurs misent en effet sur un processeur encore plus intelligent, reprogrammable. « C'est une révolution », s'enthousiasme Thierry Burgess, directeur banques et multimédia de Schlumberger. Aujourd'hui, la carte est verrouillée à la sortie de l'usine, ce qui fige son marketing et ses utilisations. En la dotant d'une machine virtuelle Java, on ouvre son champ d'application.

Java, langage informatique de programmation développé par l'américain Sun, permet le transfert sur les réseaux de petits programmes (applets) à la portée des puces actuelles. Un forum regroupant divers constructeurs (Bull, De La Rue, Gemplus, Hitachi, IBM, Tos-

hiba...) a récemment été créé pour promouvoir cette solution auprès des secteurs de la banque, des télécommunications et du multimédia. D'autres modes de programmation (Mondex, adopté par Mastercard) offrent également ces multifonctionnalités. En Europe, un pro-

gramme Eureka fédère plusieurs industriels afin de développer des solutions techniques compatibles avec ces langages informatiques.

Pour autant la carte universelle n'est pas pour demain. De nombreux obstacles techniques et économiques restent à écarter. Même si les puces doivent évoluer rapidement vers les 16 bits, puis les 32 bits dès 1998, « il faudra s'assurer de l'adéquation entre le coût, la fonctionnalité et la performance », reconnaît Thierry Burgess. Et vérifier que les systèmes ne peuvent laisser passer aucun « cheval de Troie » mettant en danger la sécurité des transactions. Les « pilotes » n'aboutiront probablement pas avant l'an 2000.

Le signal le plus tangible risque une fois de plus d'être donné par Microsoft. La firme de Bill Gates a annoncé la mise à disposition des développeurs d'un kit pour créer des applications faisant appel à la carte à puce. Les constructeurs suivent et

« d'ici deux ans, prédit Hugo Lunardelli, directeur marketing du commerce électronique de Microsoft Europe, les PC dotés de lecteurs de carte à puce intégrés, seront banalisés ».

Microsoft fait miroiter de nombreuses applications telles que l'accès sécurisé à des données numériques, en intranet comme sur Internet, le chiffrement des messages électroniques, l'authentification de documents électroniques ainsi que la banque et le commerce à domicile. Ces applications, qui font appel à la cryptologie dont l'usage est sévèrement contrôlé par les États, se heurtent à diverses entraves réglementaires (limitations à l'exportation aux États-Unis, demandes d'autorisations en France). Hugo Lunardelli n'est en rien effrayé par ce nouveau « travail d'évangélisation ».

Hervé Morin

Sharp met la photo numérique en musique

LES MONDES du son et de l'image fixe sont longtemps restés étrangers l'un à l'autre. Même le développement des technologies numériques ne semblait pas devoir les rapprocher. Seuls les Caméscopes disposaient de la double faculté d'enregistrer l'image et le son. Si les versions numériques de ces derniers permettent d'extraire une photo de la bande vidéo, leur prix élevé (plus de 13 000 francs) les rend encore inabordable. De plus, les images fixes ne sont qu'un sous-produit de leur vocation première.

Lors du Salon des technologies de l'image et du son (Satis), qui s'est tenu à Paris du 14 au 17 octobre, le japonais Sharp a présenté en avant-première un appareil capable de créer un lien intime entre la prise de photo et l'enregistrement du son. Le tout en qualité numérique. C'est le MiniDisc (MD) qui permet de réaliser ce mariage. Le MD-PS1, qui sera présenté au Japon début 1998, utilise en effet la version donnée de ce support, le MD data, pour enregistrer les photos numériques. Mais en introduisant un MD audio dans l'appareil, on le transforme en baladeur numérique. De plus, la liaison optique avec un lecteur de disques compacts (CD) permet d'enregistrer de la musique. Avec le microphone incorporé, ce sont des commentaires ou des ambiances sonores qu'il devient possible de capturer pour illustrer une photo.

Le MiniDisc, inventé par Sony et commercialisé en 1993, a dû attendre jusqu'en 1996 pour commencer à séduire le grand public. Son lancement s'est heurté à la concurrence de la cassette DCC, mise sur le marché par Philips en 1991. Les deux formats visaient la même fonction : l'enregistrement du son en numérique. La DCC tentait de concilier cette amélioration de la qualité avec l'énorme parc de cassettes analogiques vendues depuis son invention, en 1963, par Philips. Avec le MiniDisc, Sony plaide pour une rupture plus radicale. Moins encombrant, le MD permet d'accéder quasi instantanément à n'importe quelle plage

enregistrée, tout comme un CD. Il a fini par s'imposer face à la DCC (Le Monde du 1^{er} mars).

2 000 IMAGES ENREGISTRÉES

Le MD-PS1 de Sharp tire profit de la souplesse d'utilisation et de la capacité d'enregistrement du MD qui contient 140 mégaoctets d'information numérique. Cela représente pas moins de 2 000 images numériques en résolution standard ou 1 000 images en haute qualité. Des chiffres presque trop importants... D'où l'intérêt de pouvoir combiner son et image. La capacité d'un MD passe alors à 365 photos associées à deux heures de son en monophonie ou une heure en stéréophonie.

De telles caractéristiques font faire un véritable bond en avant aux appareils photo numériques. Jusqu'à présent, ces derniers utilisaient essentiellement des mémoires électroniques flash pour stocker les prises de vue. Ces composants électroniques qui conservent l'information même lorsqu'ils ne sont pas alimentés en courant électrique restent coûteux. D'où leur limitation à 4 mégaoctets dans des appareils comme le Sharp VE-LCI commercialisé en juin. La capacité de stockage se trouve limitée à 60 photos en qualité standard.

Activé tardivement dans la photo numérique, Sharp tire aujourd'hui profit de son expérience dans le MiniDisc. Il a fait partie des premiers fabricants à soutenir le format de Sony. Aujourd'hui, le numéro mondial des écrans plats à cristaux liquides (LCD) cherche à multiplier les applications de son produit phare. Le MD-PS1 est doté d'un écran couleur permettant d'afficher 12 images simultanément. Concurrencé dans les grandes tailles par la technologie plasma, les écrans à cristaux liquides se focalisent sur les modèles inférieurs à 28 pouces de diagonale. Ainsi, Sharp commercialise ce mois-ci un LCD de 14 pouces pour ordinateur coûtant environ 20 000 francs.

Michel Alberganti

Vous avez le droit de réclamer un artisan-plombier un dimanche à trois heures du matin.

Assistance Après-Compteur

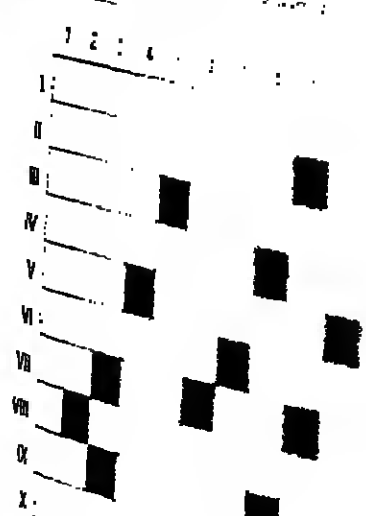
L'Assistance Après-Compteur a été créée pour mieux servir les habitants des communes qui nous ont confié leur service de l'eau. Même en cas d'incident après-compteur sur votre installation intérieure, nous ne vous laissons pas tomber. Si vous le souhaitez, nous vous mettrons en contact, 24 h/24, 7 j/7, avec le réseau d'artisans-plombiers agréés d'Inter Mutuelles Assistance prêts à intervenir dans de bonnes conditions de prix et de délais. Appelez votre agence locale ou le : **Numéro Vert 800 646 548**. Service proposé aux habitants des communes agréées adhérentes par la Compagnie Générale des Eaux et ses filiales locales.



Les haras

LA ROUTE DU HARAS...
Les haras sont des lieux de culture et de spectacle. Ils accueillent des événements de grande envergure, tels que des concerts, des festivals, des compétitions sportives, etc. Ils sont également des lieux de rassemblement pour les habitants de la région.

MOTS CROISÉS



NUMÉRIQUE

1. ...

2. ...

3. ...

4. ...

5. ...

6. ...

7. ...

8. ...

9. ...

10. ...

11. ...

12. ...

13. ...

14. ...

15. ...

16. ...

17. ...

18. ...

19. ...

20. ...

21. ...

22. ...

23. ...

24. ...

25. ...

26. ...

27. ...

28. ...

29. ...

30. ...

Gerhard Berger arrête la F1 à Jerez après plus de deux cents Grands Prix

Le pilote autrichien prend sa retraite à trente-huit ans avec dix victoires à son palmarès

Vainqueur de dix Grands Prix de formule 1 depuis 1984 sans avoir décroché le titre de champion du monde, l'Autrichien Gerhard Berger a

annoncé le 17 octobre qu'il avait « besoin d'une pause ». Il mettra fin à sa carrière de pilote après le dernier Grand Prix de la saison, qui se dispute-

ra le 26 octobre à Jerez (Espagne), et qui sera son 210^e en treize saisons passées au volant d'ATS, Arrows, Ferrari et Benetton.

GERHARD BERGER s'en va. Le vétéran autrichien, dernier dandy de la formule 1, a annoncé son retrait de la compétition, vendredi 17 octobre à Vienne : « J'ai besoin d'une pause », s'est-il justifié. Après avoir envisagé de laisser son jeune compatriote Alexander Wurz, son successeur désigné au sein de l'écurie Benetton, courir à sa place le dernier Grand Prix de la saison, le 26 octobre à Jerez, Gerhard Berger a finalement décidé de prendre le départ de cette course, le 210^e Grand Prix de sa carrière, tout en avouant se sentir « totalement vide » par l'année épuisante qu'il vient de traverser.

A trente-huit ans, l'Autrichien qui se vantait de n'avoir « jamais eu de plan de carrière » ne se sentait plus tellement dans son monde au milieu de la nouvelle génération de pilotes de formule 1. Entré dans les paddocks en 1984, lors du Grand Prix d'Autriche, il se souvient souvent avec nostalgie de ces années où il pouvait prendre le temps de « jouer aux cartes avec Keki Rosberg, Nelson Piquet, Nigel Mansell ou Ayrton Senna ». « Le

métier de pilote de course a considérablement changé, regrette-t-il. C'est devenu l'instrument de marketing très professionnalisé de quelques grandes sociétés. Et cela a modifié le comportement des gens. » « L'afflux d'argent rend parfois l'environnement de la formule 1 assez malsain », affirmait-il à la veille de disputer son 200^e Grand Prix, le 27 avril à Imola. Pour autant, après quelques mois de retraite complète, il envisage de revenir dans la formule 1, « sous une forme ou sous une autre ».

DAVANTAGE DE SÉCURITÉ
Gerhard Berger, Tyrolien né à Wörgl, avait fait connaissance avec le vertige de la vitesse sur une paire de skis, puis à moto. En seize années de course automobile, en formule 3 puis en formule 1, de ATS-BMW à Benetton-Renault en passant par Arrows, Benetton-BMW, Ferrari et McLaren, il a assisté à une évolution technologique phénoménale. Il a conservé, comme Alain Prost, une grande affection pour l'époque des moteurs turbo-compressés des années 80 :

« Ils étaient difficiles à conduire, mais ils provoquaient cette formidable poussée en avant. »

En treize saisons au plus haut niveau, il a eu le temps d'apprendre à dompter son impétuosité naturelle : « Avant, j'aimais prendre des risques, dit-il. Même si je savais qu'ils n'influeraient pas sur mes résultats, je les prenais parce que j'avais besoin de la décharge d'adrénaline qu'ils provoquaient en moi. Maintenant, je ne prends des risques que si j'estime que cela peut avoir un effet sur le résultat, et si ce résultat en vaut la peine. »

L'âge n'explique pas tout dans cette évolution. En 1989, Gerhard Berger, alors chez Ferrari, avait tapé très fort dans le mur de la courbe de Tamburello, sur le circuit d'Imola. Il s'en était miraculeusement sorti avec des blessures mineures, quelques brûlures, une côte brisée et une fracture à la clavicule, mais l'accident l'avait durablement marqué.

Cinq ans plus tard, lorsque son ami Ayrton Senna a trouvé la mort dans le même virage, il s'est demandé « s'il n'était pas temps d'ar-

rêter ». Ensuite, c'est lui qui a pris la tête de l'association des pilotes pour réclamer davantage de sécurité. Toujours très en pointe sur cette question, il n'a jamais manqué une occasion d'exprimer son désaccord avec les remarques récurrentes de Jacques Villeneuve sur les « excès » de sécurité de la FI moderne.

Celui qui restera connu comme l'homme qui a enseigné l'humour à Ayrton Senna quitte la formule 1 avec un seul regret, immense : ses dix victoires en Grand Prix n'auront pas suffi à lui apporter un titre de champion du monde. Troisième à trois reprises du classement des pilotes, il pointe actuellement à la sixième place du championnat 1997. En revanche, son total de points accumulés pendant sa carrière (382 avant sa dernière course) range Gerhard Berger juste derrière une très belle compagnie : Alain Prost, Ayrton Senna, Nelson Piquet, Nigel Mansell et Niki Lauda. Il vient de dépasser Jackie Stewart.

Eric Collier

Le Paris-Saint-Germain prend la tête du championnat de football

Marseille revoit ses ambitions à la hausse

APRÈS DOUZE JOURNÉES de championnat de France de football, la lutte en haut du tableau s'annonce particulièrement serrée. Six points seulement séparent le Racing Club de Lens, cinquième, du nouveau leader qu'est le Paris-Saint-Germain. En déplacement au Stadium de Toulouse, les joueurs de Ricardo n'ont pas éprouvé de grandes difficultés pour venir à bout d'une équipe toulousaine trop faible techniquement. Dominique Arribagé contre son camp puis Florian Maurice ont permis aux Parisiens de s'emparer de la première place. « Je suis content d'avoir enfin vu en déplacement un PSG aussi bon qu'au Parc des Princes », confiait Ricardo après le match.

A un point du leader, le dno Metz-Bordeaux est à l'affût. Les Bordelais, vainqueurs à Guingamp grâce à un but de leur attaquant brésilien Ricardinho, restent sur une belle série de quatre victoires consécutives. Dans les buts girondins, Ulrich Ramé est en train de se faire une place au soleil à coups d'exploits répétés, et la formation dirigée par Guy Stéphan possède

un potentiel offensif intéressant avec Lilian Laslandes, Jean-Pierre Papin, Sylvain Wiltord et Kiko Muisampa.

Robert Louis-Dreyfus, président d'Addidas et de l'Olympique de Marseille, a lui aussi de grosses ambitions. Après la probante victoire de l'OM sur Metz, le patron a clairement exposé ses plans : « Avec l'arrivée de Fabrizio Ravanelli et d'un nouveau joueur à la trêve (sans doute le meneur de jeu roumain Denis Serban, du Steaua Bucarest), nous devons viser la Ligue des champions. »

Un discours ambitieux qui a le mérite de la clarté. L'OM peut-il terminer à l'une des deux premières places du classement ? Roland Courbis, son entraîneur, se refuse à viser aussi haut et ne rêve que d'une place européenne. Mais l'arrivée de Fabrizio Ravanelli, l'attaquant italien en provenance de Middlesbrough, auteur de deux buts en deux rencontres, semble avoir dynamisé une équipe marseillaise capable de viser haut.

A. Ct

Les haras normands s'ouvrent au public pour la Fête du cheval

LA ROUTE SILLONNE une campagne normande et moelleuse où bois, murets et haies ne parviennent pas toujours à dissimuler les grandes propriétés qu'elles protègent. Au détour d'un virage, après une chapelle et son cimetière de quelques tombes oubliées, le panneau « Propriété privée » stoppe la promenade : le haras Viot et son château, cerné de douves, de pelouses impeccables et de massifs de rosiers.

Ensemble du XVI^e siècle, domaine de 130 hectares, à l'image des purs sang dont il fait l'élevage, le haras de Viot a des allures aristocratiques. L'endroit attire régulièrement des touristes égarés qui n'hésitent pas à franchir la grille d'entrée. Le maître des lieux, Roland Monnier, qui a, entre autres, élevé trois gagnants du Grand Prix de l'Arc de triomphe, fait parfois une exception et autorise les visiteurs, « qui le demandent gentiment », à faire le tour du haras.

A quelques kilomètres de là, le haras de Sens, à Beuvron-en-Auge, dévoile un autre univers : celui du trotteur. Vingt poulinières, quinze foals, quinze yearlings, vingt chevaux d'entraînement, six étalons et quelques juments de pension assurent la vie de ce domaine que Philippe David a voulu ouvrir au public. Son manoir, dont une partie date du

XVIII^e siècle, abrite six chambres d'hôtes, des écuries ont été transformées en salle de réception et le propriétaire se fait un plaisir de commenter les visites.

« Le cheval est porteur. Les gens sont passionnés, posent des tonnes de questions sur la reproduction, l'entraînement des chevaux, les courses. Je crois que c'est en expliquant notre travail d'éleveur au public, dans ce contact de proximité, que nous l'in-

Le programme

● La visite des quarante-trois haras qui participent aux Equidays et à l'opération « portes ouvertes » du vendredi 24 au dimanche 26 octobre peut se faire en individuel : jours et heures sont précisés sur un dépliant disponible dans les offices du tourisme du département. Ou bien en suivant la « route des courses » ou la « route des haras » : visites organisées, transport en bus, départs de plusieurs villes, et réservation obligatoire.
● Renseignements sur ces visites et sur l'ensemble des manifestations des Equidays au comité départemental du tourisme du Calvados, tél. : 02-31-50-10-15.

téresseront au monde des courses, qui souffre, aujourd'hui, d'une mauvaise image », précise Philippe David, intéressable sur les difficultés du métier et la joie de voir un tourneur gagner une course.

EQUIDAYS

Direction plaine de Cien. Changement de décor et d'activité. A Villerville, Gilbert Mouchel-Vichard élève des ânes du Cotentin. Il en a vingt-trois, dont un nouveau-né d'un mois avec des ailes de jouet en peluche. L'animal est à la mode. Une poignée de passionnés ont même pris l'initiative, en 1995, de créer une association de réhabilitation de cet âne aux caractéristiques précises (robe gris cendré, bleuté ou gris tourterelle, croix de Saint-André sur le dos, ventre gris-blanc...). L'association regroupe aujourd'hui 250 adhérents parmi des éleveurs, des amateurs ou simplement des sympathisants.

Câlin de nature, l'âne est le compagnon de randonnée idéal - il porte sans rechigner sa charge - et suscite la tendresse. Il attire l'attention des enfants, et si leurs parents se laissent séduire, ils pourront en faire l'acquisition pour 3 500 à 4 000 francs pour un mâle ou 6 000 à 8 000 francs pour une femelle.

Ces trois propriétés, parmi une

quarantaine d'autres réparties dans le département du Calvados, auront portes ouvertes les 24, 25 et 26 octobre. Le haras de Sens poussera l'hospitalité jusqu'à organiser en soirée, le 1^{er} novembre, un concert de boogie mené par le pianiste américain Bob Seely.

Ces initiatives s'inscrivent dans le programme des Equidays, qui, pour la septième année consécutive, fêteront le cheval, du 17 octobre au 2 novembre, dans tout le département normand. Professionnels, amateurs, passionnés ou simples promeneurs curieux pourront se satisfaire des nombreuses manifestations offertes sur le thème équestre : courses (Cabourg, Caen, Deauville, Lisieux, Vire), ventes de pur-sang et de trotteurs, parade d'étalons, expositions, concours hippiques, spectacles (notamment cheval et gospel au Parc des expositions de Lisieux), championnats d'attelages.

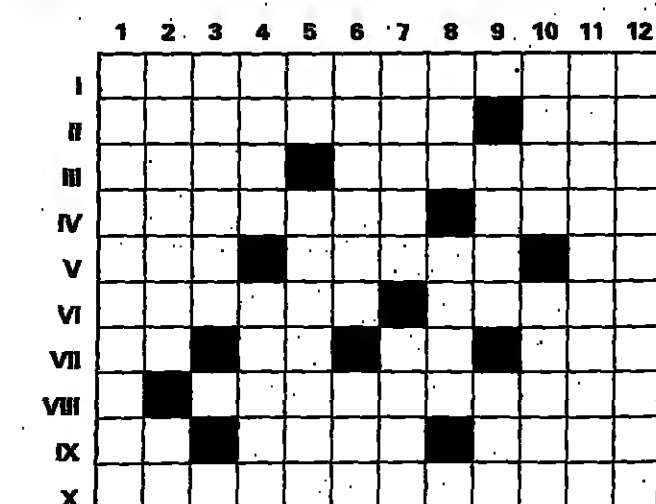
Pendant quinze jours, les Equidays révéleront les richesses touristiques du Calvados à travers une de ses activités économiques importantes. Avec 1 400 haras et élevages et plus de 3 000 naissances par an, le cheval fait, en effet, vivre 5 % de la population active du département.

Véronique Cauhapé

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97230

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, taper SOS (2,23 finin).



HORIZONTALEMENT

1. En attendant, elle porte le chapeau. - II. Débarquement immédiat. Triomphe en cas de victoire. - III. Lésion à Poil. Evitons d'y frotter le nez ! - IV. Comme une vieille prête à passer à la casserole. Pompes américaines. - V. Est prioritaire. Belge, expressionniste et visionnaire. Conjonction. - VI. Sa fourrure est malheureusement toujours recherchée. La troisième dans le système solaire. - VII. Dieu solaire. L'astate. Possessif. Affirmation du Nord. - VIII. Un peu plus de trois fois en dix ans. - IX. Personnel. Le début d'un groupe. Foyer au foyer. - X. Deve-

nues peu fréquentables.

VERTICALEMENT

1. Existe en dehors de son contexte. - 2. Noir et fort. Préposition. - 3. Pour distribuer autrement. - 4. C'est déjà du passé. Prépara le

roti. - 5. Sur un pli à porter. Profane en la matière. - 6. Éprouvent un profond dépit. Coula. - 7. Gouffres dans les causses. Ses courses sont tarifées. - 8. Bien arrivée. Gardienne de la paix. - 9. Directif quand il est spirituel. Infernal à la fin. - 10. Garde tout. Sa sortie est dangereuse. - 11. S'abaisse de près aux fonds. - 12. Des feux que, parait-il, les rois de France et d'Angleterre pouvaient éteindre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97229

HORIZONTALEMENT
1. Avant-dernier. - II. Sarouel. Esse. - III. Priée. Eres. - IV. Ira. Tavehne. - V. Rondelet. Son. - VI. Angot. Nil. Ut. - VII. Electrifier. - VIII. Egal. Amusa. - IX. Nasser. Et. - X. Retranscrire.
VERTICALEMENT
1. Aspirateur. - 2. Vairon. - 3. Arrangé. - 4. Noé. Dollar. - 5. Tue-tête. Na. - 6. Dé. Al. Cran. - 7. Elvent. Rs. - 8. Retira. - 9. Néel. Liner. - 10. Issus. Sur. - 11. Es. Roues. - 12. Recentrage.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
ISSN 0249-6377.

Imprimerie du Monde
12, rue M. Blandin
94027 Ivry cedex.

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

TOURNOI DE TILBURG (1997)

Blancs : P. Svidler.
Noirs : T. Shaked.
Défense française.

1. d4 d5 2. Tf4 Tf4 3. c3 Fc6 4. Fc2 Fc7 5. e3 Fg4 6. f4 Fg5 7. g4 Fh4 8. h4 Fg5 9. f5 Fh4 10. f6 Fg5 11. f7 Fg6 12. f8 Fg7 13. f9 Fg8 14. f10 Fg9 15. f11 Fg10 16. f12 Fg11 17. f13 Fg12 18. f14 Fg13 19. f15 Fg14 20. f16 Fg15 21. f17 Fg16 22. f18 Fg17 23. f19 Fg18 24. f20 Fg19 25. f21 Fg20 26. f22 Fg21 27. f23 Fg22 28. f24 Fg23 29. f25 Fg24 30. f26 Fg25 31. f27 Fg26 32. f28 Fg27 33. f29 Fg28 34. f30 Fg29 35. f31 Fg30 36. f32 Fg31 37. f33 Fg32 38. f34 Fg33 39. f35 Fg34 40. f36 Fg35 41. f37 Fg36 42. f38 Fg37 43. f39 Fg38 44. f40 Fg39 45. f41 Fg40 46. f42 Fg41 47. f43 Fg42 48. f44 Fg43 49. f45 Fg44 50. f46 Fg45 51. f47 Fg46 52. f48 Fg47 53. f49 Fg48 54. f50 Fg49 55. f51 Fg50 56. f52 Fg51 57. f53 Fg52 58. f54 Fg53 59. f55 Fg54 60. f56 Fg55 61. f57 Fg56 62. f58 Fg57 63. f59 Fg58 64. f60 Fg59 65. f61 Fg60 66. f62 Fg61 67. f63 Fg62 68. f64 Fg63 69. f65 Fg64 70. f66 Fg65 71. f67 Fg66 72. f68 Fg67 73. f69 Fg68 74. f70 Fg69 75. f71 Fg70 76. f72 Fg71 77. f73 Fg72 78. f74 Fg73 79. f75 Fg74 80. f76 Fg75 81. f77 Fg76 82. f78 Fg77 83. f79 Fg78 84. f80 Fg79 85. f81 Fg80 86. f82 Fg81 87. f83 Fg82 88. f84 Fg83 89. f85 Fg84 90. f86 Fg85 91. f87 Fg86 92. f88 Fg87 93. f89 Fg88 94. f90 Fg89 95. f91 Fg90 96. f92 Fg91 97. f93 Fg92 98. f94 Fg93 99. f95 Fg94 100. f96 Fg95 101. f97 Fg96 102. f98 Fg97 103. f99 Fg98 104. f100 Fg99 105. f101 Fg100 106. f102 Fg101 107. f103 Fg102 108. f104 Fg103 109. f105 Fg104 110. f106 Fg105 111. f107 Fg106 112. f108 Fg107 113. f109 Fg108 114. f110 Fg109 115. f111 Fg110 116. f112 Fg111 117. f113 Fg112 118. f114 Fg113 119. f115 Fg114 120. f116 Fg115 121. f117 Fg116 122. f118 Fg117 123. f119 Fg118 124. f120 Fg119 125. f121 Fg120 126. f122 Fg121 127. f123 Fg122 128. f124 Fg123 129. f125 Fg124 130. f126 Fg125 131. f127 Fg126 132. f128 Fg127 133. f129 Fg128 134. f130 Fg129 135. f131 Fg130 136. f132 Fg131 137. f133 Fg132 138. f134 Fg133 139. f135 Fg134 140. f136 Fg135 141. f137 Fg136 142. f138 Fg137 143. f139 Fg138 144. f140 Fg139 145. f141 Fg140 146. f142 Fg141 147. f143 Fg142 148. f144 Fg143 149. f145 Fg144 150. f146 Fg145 151. f147 Fg146 152. f148 Fg147 153. f149 Fg148 154. f150 Fg149 155. f151 Fg150 156. f152 Fg151 157. f153 Fg152 158. f154 Fg153 159. f155 Fg154 160. f156 Fg155 161. f157 Fg156 162. f158 Fg157 163. f159 Fg158 164. f160 Fg159 165. f161 Fg160 166. f162 Fg161 167. f163 Fg162 168. f164 Fg163 169. f165 Fg164 170. f166 Fg165 171. f167 Fg166 172. f168 Fg167 173. f169 Fg168 174. f170 Fg169 175. f171 Fg170 176. f172 Fg171 177. f173 Fg172 178. f174 Fg173 179. f175 Fg174 180. f176 Fg175 181. f177 Fg176 182. f178 Fg177 183. f179 Fg178 184. f180 Fg179 185. f181 Fg180 186. f182 Fg181 187. f183 Fg182 188. f184 Fg183 189. f185 Fg184 190. f186 Fg185 191. f187 Fg186 192. f188 Fg187 193. f189 Fg188 194. f190 Fg189 195. f191 Fg190 196. f192 Fg191 197. f193 Fg192 198. f194 Fg193 199. f195 Fg194 200. f196 Fg195 201. f197 Fg196 202. f198 Fg197 203. f199 Fg198 204. f200 Fg199 205. f201 Fg200 206. f202 Fg201 207. f203 Fg202 208. f204 Fg203 209. f205 Fg204 210. f206 Fg205 211. f207 Fg206 212. f208 Fg207 213. f209 Fg208 214. f210 Fg209 215. f211 Fg210 216. f212 Fg211 217. f213 Fg212 218. f214 Fg213 219. f215 Fg214 220. f216 Fg215 221. f217 Fg216 222. f218 Fg217 223. f219 Fg218 224. f220 Fg219 225. f221 Fg220 226. f222 Fg221 227. f223 Fg222 228. f224 Fg223 229. f225 Fg224 230. f226 Fg225 231. f227 Fg226 232. f228 Fg227 233. f229 Fg228 234. f230 Fg229 235. f231 Fg230 236. f232 Fg231 237. f233 Fg232 238. f234 Fg233 239. f235 Fg234 240. f236 Fg235 241. f237 Fg236 242. f238 Fg237 243. f239 Fg238 244. f240 Fg239 245. f241 Fg240 246. f242 Fg241 247. f243 Fg242 248. f244 Fg243 249. f245 Fg244 250. f246 Fg245 251. f247 Fg246 252. f248 Fg247 253. f249 Fg248 254. f250 Fg249 255. f251 Fg250 256. f252 Fg251 257. f253 Fg252 258. f254 Fg253 259. f255 Fg254 260. f256 Fg255 261. f257 Fg256 262. f258 Fg257 263. f259 Fg258 264. f260 Fg259 265. f261 Fg260 266. f262 Fg261 267. f263 Fg262 268. f264 Fg263 269. f265 Fg264 270. f266 Fg265 271. f267 Fg266 272. f268 Fg267 273. f269 Fg268 274. f270 Fg269 275. f271 Fg270 276. f272 Fg271 277. f273 Fg272 278. f274 Fg273 279. f275 Fg274 280. f276 Fg275 281. f277 Fg276 282. f278 Fg277 283. f279 Fg278 284. f280 Fg279 285. f281 Fg280 286. f282 Fg281 287. f283 Fg282 288. f284 Fg283 289. f285 Fg284 290. f286 Fg285 291. f287 Fg286 292. f288 Fg287 293. f289 Fg288 294. f290 Fg289 295. f291 Fg290 296. f292 Fg291 297. f293 Fg292 298. f294 Fg293 299. f295 Fg294 300. f296 Fg295 301. f297 Fg296 302. f298 Fg297 303. f299 Fg298 304. f300 Fg299 305. f301 Fg300 306. f302 Fg301 307. f303 Fg302 308. f304 Fg303 309. f305 Fg304 310. f306 Fg305 311. f307 Fg306 312. f308 Fg307 313. f309 Fg308 314. f310 Fg309 315. f311 Fg310 316. f312 Fg311 317. f313 Fg312 318. f314 Fg313 319. f315 Fg314 320. f316 Fg315 321. f317 Fg316 322. f318 Fg317 323. f319 Fg318 324. f320 Fg319 325. f321 Fg320 326. f322 Fg321 327. f323 Fg322 328. f324 Fg323 329. f325 Fg324 330. f326 Fg325 331. f327 Fg326 332. f328 Fg327 333. f329 Fg328 334. f330 Fg329 335. f331 Fg330 336. f332 Fg331 337. f333 Fg332 338. f334 Fg333 339. f335 Fg334 340. f336 Fg335 341. f337 Fg336 342. f338 Fg337 343. f339 Fg338 344. f340 Fg339 345. f341 Fg340 346. f342 Fg341 347. f343 Fg342 348. f344 Fg343 349. f345 Fg344 350. f346 Fg345 351. f347 Fg346 352. f348 Fg347 353. f349 Fg348 354. f350 Fg349 355. f351 Fg350 356. f352 Fg351 357. f353 Fg352 358. f354 Fg353 359. f355 Fg354 360. f356 Fg355 361. f357 Fg356 362. f358 Fg357 363. f359 Fg358 364. f360 Fg359 365. f361 Fg360 366. f362 Fg361 367. f363 Fg362 368. f364 Fg363 369. f365 Fg364 370. f366 Fg365 371. f367 Fg366 372. f368 Fg367 373. f369 Fg368 374. f370 Fg369 375. f371 Fg370 376. f372 Fg371 377. f373 Fg372 378. f374 Fg373 379. f375 Fg374 380. f376 Fg375 381. f377 Fg376 382. f378 Fg377 383. f379 Fg378 384. f380 Fg379 385. f381 Fg380 386. f382 Fg381 387. f383 Fg382 388. f384 Fg383 389. f385 Fg384 390. f386 Fg385 391. f387 Fg386 392. f388 Fg387 393. f389 Fg388 394. f390 Fg389 395. f391 Fg390 396. f392 Fg391 397. f393 Fg392 398. f394 Fg393 399. f395 Fg394 400. f396 Fg395 401. f397 Fg396 402. f398 Fg397 403. f399 Fg398 404. f400 Fg399 4

Le Cruiser BMW, inspiré mais trop sage

Une Harley-Davidson allemande

À FORCE de voir grossir le flot des vraies et fausses Harley-Davidson, on se doutait qu'un jour ou l'autre BMW finirait par succomber à la mode des customs. L'exercice ne pouvait être que périlleux et certains redoutaient que la firme bavaroise n'y perde son inspiration. Les Américains n'ont pas, en effet, beaucoup d'atomes crochus avec la culture motocycliste allemande, comme en témoigne le peu de succès rencontré aux États-Unis par BMW.

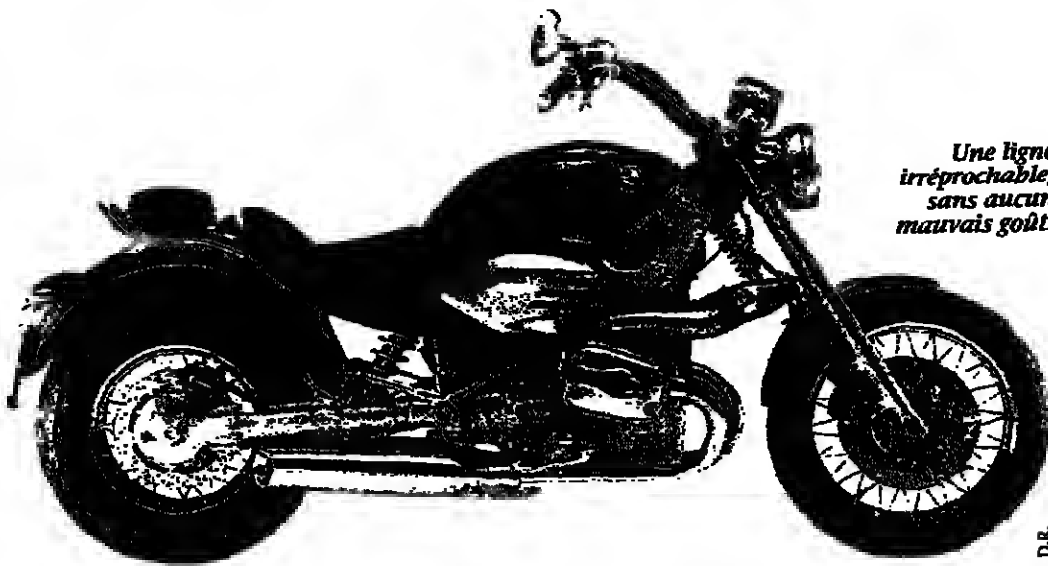
La Bayerische Motorwerke allait-elle se présenter avec une Walkyrie sous-vitamine maladroite dérivée d'un modèle préexistant ? Pas question. Au lieu de copier sur le voisin, BMW a choisi de partir d'une page blanche. Esthétiquement, le résultat n'en est que plus convaincant. Le Cruiser, autrement dit la BMW R1200 C, n'est pas un clone des Harley-Davidson, glorieusement et vibrants en moins.

Destinée pour l'essentiel au marché d'outre-Atlantique, elle

affiche une sensibilité américaine mais évite la parodie du made in USA. Son design, à la fois complexe et dépouillé, est remarquablement original. Aucun autre constructeur n'avait encore osé surdimensionner de la sorte le bras de liaison entre le cadre et la fourche télelever (qui ne plonge pas au freinage). Aucun n'était non plus parvenu à utiliser autant de chrome sans tomber dans le mauvais goût. La qualité de finition paraît irréprochable et les coloris (noir, blanc, rouge métal) sont superbes.

PURISME RÉTRO

Tout en longueur, le Cruiser s'en remet à un flat-twin Boxer de 1200 cc (le plus gros deux cylindres à plat jamais produit par BMW) au lieu de place des orthodopes bicylindres en V animant généralement les motos américaines ou japonaises qui exigent le port du blouson en jean, des lunettes noires et d'une barbe de trois jours. La position de conduite



Une ligne irréprochable, sans aucun mauvais goût.

est confortable sans être outrée, les poignées sont gainées de cuir et l'instrumentation, minimale pour faire plus authentique, est regroupée dans le giron d'un unique cadran délicieusement décalé sur la gauche.

En ville, cet étonnant mélange de purisme rétro (réservoir oblong, énorme garde-boue arrière avec feu stop en forme de goutte d'eau, selle creusée) et de style high-tech, fait son petit effet. Le pilote du Cruiser est proprement assailli par la gent motocycliste qui, hormis les possesseurs

de customs orthodoxes qui feignent l'indifférence, affiche une curiosité souvent enthousiaste. Même les BMWistes endurcis sortent de leur réserve.

Du coup, on hésiterait presque à les décevoir en avançant qu'au guidon de la R1200 C la croisière est parfois un peu cotonneuse. Il ne s'agit évidemment pas de reprocher au Boxer sa modeste puissance. Contenue à 61 chevaux, celle-ci cadre tout à fait avec la philosophie de ce genre de moto. Le problème vient des sensations trop atténuées que procure le

Cruiser, surtout à bas régime. Les reprises de cette machine imperturbable sont tellement feutrées et linéaires que l'on a presque l'impression de piloter un engin électrique. Frustrant. Dommage que ce Boxer qui ne manque pas de punch souffre d'un déficit de caractère. Du Cruiser, on aimerait une version un peu moins bien élevée. Mais, surtout, avec la même ligne !

J.-M. N.

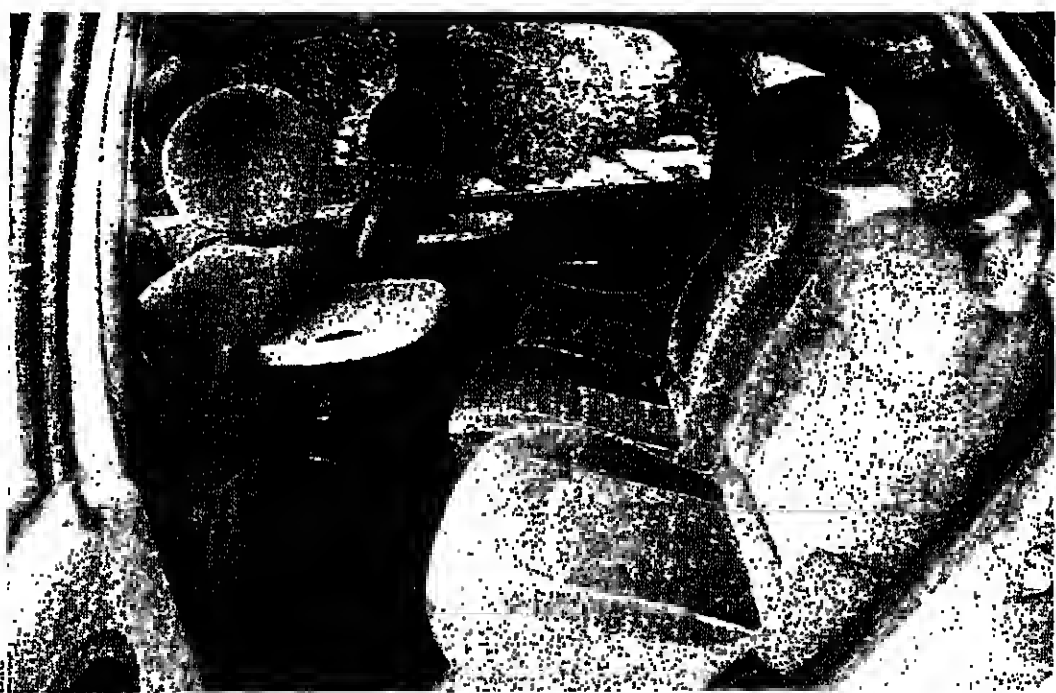
★ BMW R1200 C, 84 900 francs.

La bonne fortune de la Scénic, voiture attrape-tout

VOILÀ BIEN LONGTEMPS que la presse automobile étrangère n'avait pas tressé autant de lauriers à une création française. Dévoilée il y a tout juste un an lors du Mondial de l'automobile de Paris, la Mégane Scénic a instantanément fait l'unanimité. Sacrée dans la foulée « voiture de l'année » par un jury de journalistes, elle a vu le public confirmer ce verdict. Alors que les immatriculations sont en chute libre, la Scénic, dont le prix de base est de 105 900 F, exige aujourd'hui un délai de livraison d'environ un mois. De janvier à juillet, les ventes atteignent 105 000 unités en Europe. En France, 63 000 Scénic ont trouvé acquéreur.

A priori, l'équation gagnante de la Scénic est simple. Ce monovolume aux formes ovoïdes bien équilibrées offre un vaste espace intérieur et un grand coffre pour un encombrement très raisonnable. La configuration des sièges arrière peut être modifiée, et la position de conduite au-dessus de la circulation plaît beaucoup aux femmes. Bref, une voiture ingénieuse destinée aux familles frustrées de ne pouvoir acquérir un gros monospace. Or les premiers bilans réalisés par Renault permettent d'éclaircir la bonne fortune de la Scénic sous un jour nouveau.

Première surprise : ce modèle n'est pas aussi familial qu'il y paraît. En France, 22 % des acheteurs n'ont pas d'enfant à charge et les foyers comptant deux bambins et plus sont très loin d'être majoritaires. La moyenne d'âge des acquéreurs (quarante-deux ans) est légèrement plus basse que le



La configuration des sièges arrière peut être modifiée.

reste du marché, mais ce véhicule plaît aussi beaucoup à la clientèle des jeunes grands-patents qui transportent régulièrement leurs petits-enfants. Davantage encore que son grand frère l'Espace, ce véhicule à statut multiple n'est pas exclusivement perçu comme une « familiale » au sens traditionnel.

LA CONCURRENCE ARRIVE

La Scénic est une voiture caméléon échappant à un statut unique, ni grosse ni petite, mais avec juste de qu'il faut de non-conventionnel pour se distinguer dans le paysage

sans pour autant apparaître hors-normes. Contrairement à la Twingo, qui avait ouvertement joué cette carte, elle devient sans vraiment l'avoir cherché une voiture à la mode (avec le risque de succès éphémère que cela comporte). En Italie, par exemple, elle plaît beaucoup aux jeunes cadres turinois et milanais. A contrario, la Scénic ne fait guère d'étincelles outre-Rhin, où l'on préfère, à ce niveau, les modèles bien classiques.

Autre résultat surprenant, Scénic joue plus souvent qu'on ne le

pense le rôle de seconde voiture chez les ménages aisés, alors que ses concepteurs pensaient surtout attirer des classes moyennes. Les modèles qui se vendent le mieux sont ceux dont le niveau d'équipement – guère généreux sur les versions de base ! – est le plus complet. En France comme ailleurs, un tiers des acheteurs de Scénic possèdent auparavant une berline moyenne supérieure, voire un baot de gamme. Bonne opération : la moitié des propriétaires de Scénic sont de nouveaux clients pour Renault.

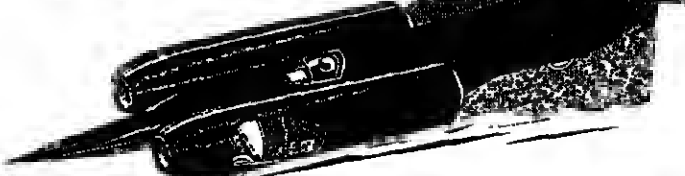
Volture attrape-tout fondée sur une idée archaïque (moyenne dehors, grande dedans), mais intelligemment renouvelée, la Scénic voit déjà poindre une concurrence nombreuse. Dérivée de la nouvelle Astra, l'Opel Zafira apparaît dans un an. Elle disposera de sept places (contre cinq pour la Renault) et sera plus longue, la dernière rangée de sièges pouvant s'escamoter sous le plancher. La filiale européenne de General Motors, qui a lancé cette année son monospace Sintra, planche aussi sur des modèles monovolumes plus petits. Fin 1998 verra aussi apparaître la Fiat Multipla, voiture polyvalente à l'esthétique surprenante. Elle ne dépassera pas 4 mètres (la Scénic mesure 4,10 mètres), sera plus large, et pourra accueillir jusqu'à six personnes sur deux rangs de trois sièges amovibles. Le fauteuil central de la première rangée, légèrement en retrait pour ne pas gêner les mouvements du conducteur, pourra – comme le fauteuil central arrière de la Renault – être remplacé par un meuble faisant office de table, de coffre ou de réfrigérateur.

En outre, des versions dérivées de la Volkswagen Golf, de la Ford Escort et de la Citroën Xsara sont officiellement programmées pour l'horizon 1999-2000. Autant dire que la Renault a fait école. Dans deux ans, lorsqu'il faudra la rajeunir, elle prendra son autonomie. La Scénic deviendra alors un modèle à part entière, et non plus, comme aujourd'hui, une composante de la famille Mégane dont elle représente presque la moitié des ventes.

Jean-Michel Normand

Record de vitesse sur terre

Longueur : 16,5 m
Poids : 6,8 tonnes
Poussée : 22,68 tonnes
Puissance : 110 000 chevaux
Consommation : 18,18 litres/seconde



À PIEDS Donovan BAILEY (can.)
record sur 100 m : 36,58 s (juillet 1996)
À VÉLO Chris BOARDMAN (GB)
record de l'heure : 56,375 km/h (septembre 1996)
EN VOITURE Andrew GREEN (GB) 1 229,54 km/h (octobre 1996)

Au-delà de Mach sans s'envoler

LE MUR DU SON a été franchi pour la première fois par un véhicule sur roues, lundi 13 octobre, dans le désert de Black Rock (Nevada). Propulsée par deux réacteurs d'avion Rolls-Royce et pilotée par Andy Green, trente-cinq ans, la voiture-fusée britannique Thrust SSC a atteint 1 229,54 km/h, soit, à l'altitude de la piste (1 600 m), la vitesse de Mach 1,007. Une seconde tentative l'a emmené à Mach 1,003, selon les mesures du club automobile américain.

Ce record est intervenu la veille du 50^e anniversaire du premier franchissement du mur du son, le 14 octobre 1947, par l'avion X-1 piloté par Charles « Chuck » Yeager, qui avait dépassé la vitesse de 1 100 km/h à 14 000 m d'altitude.

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 97
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
01.44.18.10.65
Port. 06.07.84.10.33
Pascal Bonnet

AVIS Centre Occasions
5, rue Bixio - PARIS 7e
□ TIGRA 1.4i
10 500 km, gris argent métal, 04/97
□ GOLF S 75 5 portes.
11 700 km, vert dragon, 04/97
□ SAFRANE 2.2 dt Alizé
13 800 km, gris métal, 03/97
P. BONNET : 01.44.18.10.65

Présence AUTO
50 VÉHICULES EXPOSÉS.
FAIBLES KM DISPONIBLES.
GARANTIE EUROPÉENNE DE 1 AN
(pièces et main d'œuvre).
LAGUNA V6 95... 79 000 F
LAGUNA RT 2.0 95... 61 000 F
ESPACE 2.1 TD 95... 90 000 F
806 SV Turbo 95... 93 000 F
406 SILLAGE 95... 82 000 F
306 GREEN 97... 69 000 F
306 XT 5P 95... 56 000 F
SAXO SX 1.1 97... 53 000 F
XANTIA 1.9 Diesel 97... 84 000 F
ZX 1.1 Reflex 3P 95... 36 000 F
ZX 1.9 Diesel TONIC 95... 81 000 F
FORD ESCORT 1.9 TD 96... 69 000 F
CLIO RL 1.2 5P 97... 55 000 F
CLIO RN 1.2 5P 95... 48 000 F
CLIO "S" 96... 50 000 F
TWINGO PACK 96... 41 000 F
R 19 GTS Boda Auto 92... 26 000 F
MEGANE RN 1.4e 96... 58 000 F
SAFRANE Alizé 2.0 95... 69 000 F
SAFRANE 2.1 dt 96... 87 000 F
ESPACE V6 BVA 95... 109 000 F
EXPRESS 1.9 Diesel 96... 48 000 F
R 19 95 1.9 Diesel 96... 49 000 F
HONDA CIVIC VT 94... 58 000 F
— Tél. : 01.46.71.64.03

NEUBAUER Les inmanquables !!!
Neubauer vous propose les
derniers modèles 97
encore disponibles jusqu'à - 25 % !!!
10 rue Curnonsky
75017 PARIS
106 S16 rouge Lucifer T.O.
106 Equinox Diesel
blanche 5 portes
406 SLDT 75 cv gris Quartz
406 SR 1800 bleu de Chine
406 ST 1800 9 cv gris Château
406 ST 1800 9 cv vert Epica
406 ST 1800 7 cv vert Sherwood
406 ST 1800 7 cv rouge Vulcain
406 ST 1800 7 cv beige Versailles
Véhicule utilitaire
306 XAD 1.8L couvre bagages
Demander M. SAINT-CYR ☎ : 01.47.66.02.44
Offre valable en fonction des stocks disponibles sur présentation de cette annonce.

Chaque semaine retrouvez la rubrique "AUTOMOBILES", renseignements au : 01.42.17.39.02

55 من لامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997 / 23

Soleil et douceur

L'ANTICYCLONE présent sur l'Europe de l'est va encore préserver le temps sur une bonne partie du pays. Une dépression située au large de la Bretagne engendrera des passages nuageux et quelques ondées éparses le long de la façade atlantique. Le flux de sud sera porteur de douceur généralisée dimanche.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les passages nuageux d'altitude resteront assez discrets et le soleil gardera une place prépondérante de la Basse-Normandie à l'est des pays de Loire. Plus à l'ouest, de la Bretagne à la Vendée, les nuages seront plus épais et une petite ondée d'est pas exclue. La douceur sera généralisée, 20 à 23 degrés l'après-midi.

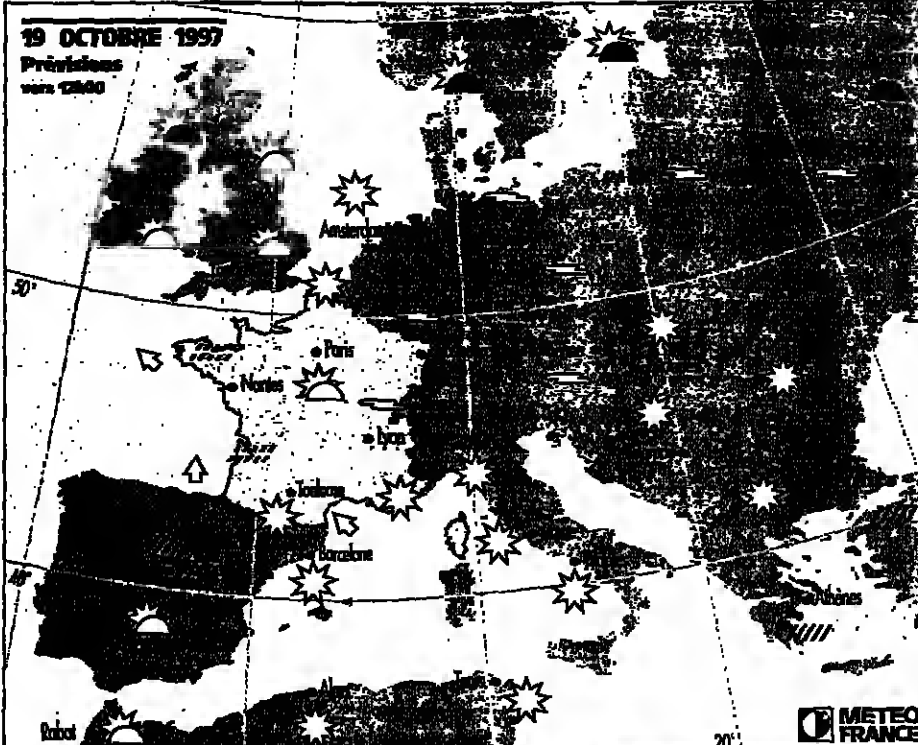
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Il fera encore beau. Dans les Ardennes, les brouillards se dissiperont rapidement en matinée. L'après-midi, les nuages d'altitude deviendront plus présents par le sud-ouest. Il fera presque chaud, avec 20 à 23 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Il faudra se méfier des nappes de brouillard le matin, surtout dans les vallées. Par la suite, le soleil prendra le relais et brillera très généreusement. Il ne fera pas plus de 16 degrés dans le Bas-Rhin, 18 à 21 ailleurs.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La journée sera mitigée. Le soleil alternera avec des passages nuageux en général peu menaçants. Seule, la bordure atlantique, des Charentes aux Landes, risque d'essuyer des gouttes. Il fera de 23 à 26 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le beau temps restera de mise, les formations brumeuses seront éphémères. Seul le sud de l'Auvergne verra quelques nuages en provenance du Languedoc. Il fera de 17 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le Languedoc conservera un ciel nuageux, voire quelques gouttes. Ailleurs, le soleil s'imposera. Il fera de 20 à 23 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Emirates, la compagnie aérienne internationale des Emirats arabes unis offre aux passagers de classe Affaires à destination de Nice-Côte d'Azur la location d'une voiture Budget de catégorie D, 24 heures maximum avant le départ ou après l'arrivée du vol. Il suffit à ces passagers de présenter à l'une des stations Budget concernées (Nice, Avignon, Aix-en-Provence, Marseille, Toulon et Nîmes) le bon de réservation en leur possession. Budget propose également des tarifs privilégiés aux autres passagers de la compagnie.

INDE. Rajvillas, un fort rajasthani avec jardins, fontaines, petit lac et un temple flottant du XVII^e siècle ouvrira en novembre à Jaipur après rénovation. Avec lui, une haveli traditionnelle a été aménagée en centre de remise en forme ayurvédique. Renseignements au 0800-90-86-07.

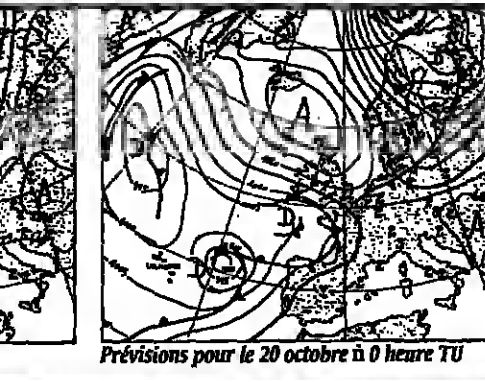
PRÉVISIONS POUR LE 19 OCTOBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

| | | |
|-----------------------|---------|--------|
| FRANCE métropolitaine | NANCY | 8/19 S |
| ALGER | 13/22 S | |
| BIARRITZ | 18/26 N | |
| BORDEAUX | 15/24 P | |
| BOURGES | 10/22 N | |
| BREST | 15/20 P | |
| CAEN | 15/20 N | |
| CHERBOURG | 14/20 N | |
| CLERMONT-F. | 12/23 S | |
| DIJON | 10/20 S | |
| GRENOBLE | 10/21 S | |
| LILLE | 11/19 S | |
| LYONS | 12/22 S | |
| MARSEILLE | 14/23 S | |

| | | |
|--------------|---------|--|
| PAPETE | 24/29 N | |
| POINTE-A-P. | 25/31 S | |
| ST-DENIS-RE. | 19/24 C | |
| AMSTERDAM | 12/17 S | |
| ATHÈNES | 12/16 P | |
| BARCELONE | 20/25 S | |
| BEIRUT | 11/14 N | |
| BELGRADE | 4/14 S | |
| BERLIN | 9/18 C | |
| BERNE | 8/19 C | |
| BUCAREST | 12/19 S | |
| BUDAPEST | 8/20 S | |
| COPENHAGUE | 15/24 S | |
| DUBLIN | 11/22 N | |
| FRANCFORT | 23/33 S | |
| GENÈVE | 25/31 N | |
| HELSINKI | 20/25 S | |
| ISTANBUL | 17/13 P | |

| | | |
|---------|---------------|---------|
| 2/10 C | VENISE | 10/19 S |
| 18/22 P | VIENNE | 4/13 C |
| 14/18 N | BRASLIA | 20/26 P |
| 11/17 C | BUENOS AIR. | 12/20 S |
| 14/24 N | CARACAS | 25/32 S |
| 12/22 S | CHICAGO | 6/15 N |
| -1/8 C | LIJIA | 17/23 N |
| 8/18 C | LOS ANGELES | 17/25 S |
| 13/22 S | MEXICO | 5/20 S |
| 0/12 S | MONTREAL | 2/14 S |
| 16/29 N | NEW YORK | 11/15 P |
| 4/16 C | SAN FRANCISCO | 12/19 S |
| 13/23 S | SANTIAGOCH | 9/21 S |
| 19/29 N | TORONTO | 4/15 S |
| -4/9 S | WASHINGTON | 11/18 S |
| 8/10 N | AFRICAINE | 14/28 S |
| 7/11 N | ALGER | 26/30 N |
| 19/23 N | DAKAR | 23/32 C |
| 4/13 C | KINSHASA | |

| | | |
|---------|-----------|---------|
| 16/23 N | LE CAIRE | 16/23 N |
| 18/30 S | MARRAKECH | 18/30 S |
| 16/20 C | NAIROBI | 16/20 C |
| 9/20 N | RABAT | 9/20 N |
| 17/25 S | TUNIS | 17/25 S |



PRÊT-A-PORTER PRINTEMPS-ÉTÉ 1998

Des marquises-corsaires de Westwood aux vierges noires de Gaultier



Modèles de Vivienne Westwood

Photographies de Stephen Dupont

ET VOGUE la galère. Ça craque, ça tangue. La foule des défilés avance à bord d'un bateau ivre, où les portables sonnent, comme des milliers d'alarmes, tandis que les flashs crépitent. Les gardes du corps surveillent leur proie, Demi Moore en tête. Les phrases se ramassent, comme des bouts de chiffons qui traînent. « J'ai testé l'irrigation colonique, sublime ». « Yohji avait fait du Chanel la saison dernière. Chanel n'a fait du Yohji cette fois-ci ». Chacun est transparent pour l'autre, partageant comme un butin, les images du jour - sorcières, chorale new age, martyres, pirates - et surtout la promiscuité des heures d'attente.

Ambiance un peu hantée, haute en couleurs, lames de soie et larmes de sang, la journée du jeudi 16 octobre, a été marquée par les présentations de Vivienne Westwood et de Jean Paul Gaultier.

Au cinquième jour des défilés, même le service d'ordre des Buffalos, avec physique en armure à glace, a du mal à contenir son calme : « Cette saison, c'est plus électrique. Ah, je souffre, grave ». Est-ce la surexcitation des roses, des mauves Cadbury, et des robes plus légères que du sucre filé sur le

corps ? Il y a de la folie dans l'air. La collection de Vivienne Westwood a ouvert le bal, dans le salon des Batailles de l'Hôtel Crillon : marquises fricotant avec Robinson, Angélique en sandales à semelle « langue de satyre », terrassant de leur charme les révoltés de la Bounty. L'une de ses meilleures collections depuis les pirates à Jabot et les nouveaux romantiques des années punk, il y a tout juste vingt ans.

Chez Jean Paul Gaultier, la folie a pris des couleurs intenses. Vierges symbolistes, tenancières de salons pour desperados du Nouveau Mexique, fumeuses de havane, elles sont apparues, regard charbon et cheveux jais de Judith, bouche rouge sang, couronne de gui et de coraux dans les cheveux, sur des chants classiques cubains et la bande-son de *La Saignée du Mal*, le film policier d'Orson Welles.

Au musée des Arts Africains et Océaniques, dans la soirée du 16 octobre, Jean Paul Gaultier a fait surgir ses icônes noir et carnin crucifié sur un podium-ring, jonché de fruits tropicaux : pour ces nouvelles reines mescaline, des costumes d'homme de crêpe fluide couleur vanille ou coca, sur lesquels se su-

perposent des tabliers de mousseline.

Tout se fend, tout se superpose, les « marcel » géants tombent sur des flots de jupons, rappelant l'une des collections-phares du début des années 1980 qu'il avait introduit « le charme discret de la bourgeoisie ». Les « baggy pants » de taffetas ceinturé rose laissent entrevoir des caleçons. Verts guacamole,

noirs mats, brillants comme des scorpions dans la nuit, gaze imprimée de « larmes de sang », la surprise nait d'un incroyable jeu d'associations de matières, de tons, de textures et sur tulle pamplemousse rose.

Le travail sur le vêtement l'emporte parfois sur le corps entraîné parfois malgré lui dans une attitude dont il n'est plus le maître, sous le

poids des tissus, des poches, des systèmes à complications. Tout se passe comme si Jean Paul Gaultier, pris dans la spirale de son propre thème, centré sur le personnage de Frida Kahlo, peintre mexicaine amie des surréalistes, redoutait le silence des lignes, où pourtant il exprime le meilleur de lui-même.

Laurence Benaim

Tissus-toisons et seconde peau

Hirsute, ras, long, kitsch ou sophistiqué, le poil sous toutes ses formes fait un retour remarqué dans la mode, de la haute couture à la grande distribution. Tendance nettement illustrée au Salon Première Vision, qui a reçu, au parc des expositions de Villepinte, début octobre, 45 000 visiteurs. Rendez-vous professionnel créé en 1973 par des tisseurs lyonnais, Première Vision présente les créations pour l'habillement de 800 fabricants européens. Sur 7 000 échantillons, pour l'hiver 1998-1999, environ 20 % dénotaient cet esprit animalier. « Cette saison annonce des changements profonds. La fausse fourrure, le décor des tissus contrastent avec la recherche de surfaces minimalistes des saisons précédentes », estime le directeur « mode » de Première Vision. A

l'heure où des millions d'hectares de forêts se consomment en Asie, la mode se vent le reflet d'une société préoccupée par son environnement. « Ce mélange de sensualité tactile et de toison protectrice remplit une fonction de rempart climatique, mais aussi de refuge psychologique. » Les tissus-toisons, comme une armure face à l'agressivité citadine. Le retour au bestiaire s'accompagne de prouesses technologiques dans le traitement des matières. La fausse fourrure se veut plus vraie que nature, et fait oublier les synthétiques grossiers du début des années 90. Visons à bandes, agneau de Mongolie, l'arche de Noé est passée en revue avec un souci croissant de réalisme. Avec 250 qualités de pelages et de multiples coloris, l'entreprise lyonnaise Tissavel, spécialisée dans la fausse fourrure depuis 1953, voit son chiffre d'affaires

progresser de 40 % chaque année depuis 1995. Parmi ses clients, on trouve aussi bien Jean Paul Gaultier qu'Emporio Armani. Antichambre du prêt-à-porter, le sportswear prend les devants dans les recherches de haute technicité. Les Tissages de l'Alp, à Grenoble, spécialistes de la maille polaire, combinent volume protecteur et légèreté. Des matières qui se font oublier sur le corps. La peau est climatisée et même assainie, grâce à de nouvelles fibres bactéricides comme le Comforton ou le Coolmax. Couvert ou découvert, le corps hésite, à l'abri de pelages rassurants ou en liberté sous des volants microfibres. Comme le propose Sonia Rykiel, quand elle associe veste fausse fourrure sans manches et robe fluide en crêpe dans sa collection pour l'été 1998.

Anne-Laure Quiliet

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 19 - LUNDI 20 OCTOBRE 1997

INAUGURATION Après quatre années de travaux, le Musée Guggenheim de Bilbao devait être inauguré samedi 18 octobre par le roi d'Espagne. Cet immense paquebot

félinien de 24 000 mètres carrés et 200 mètres de long est l'œuvre de l'architecte américain Frank Gehry, qui a réussi un des plus beaux édifices contemporains pour un coût

de 600 millions de francs initiaux, assumés par le gouvernement basque. ● LA POPULATION manifeste sa satisfaction de voir l'état de cette métropole minée par le

chômage et le terrorisme enfin restaurés. Lundi, un commando de l'ETA équipé de lance-grenades a été intercepté aux abords de l'entrée et un policier a été tué. ● LA FONDA-

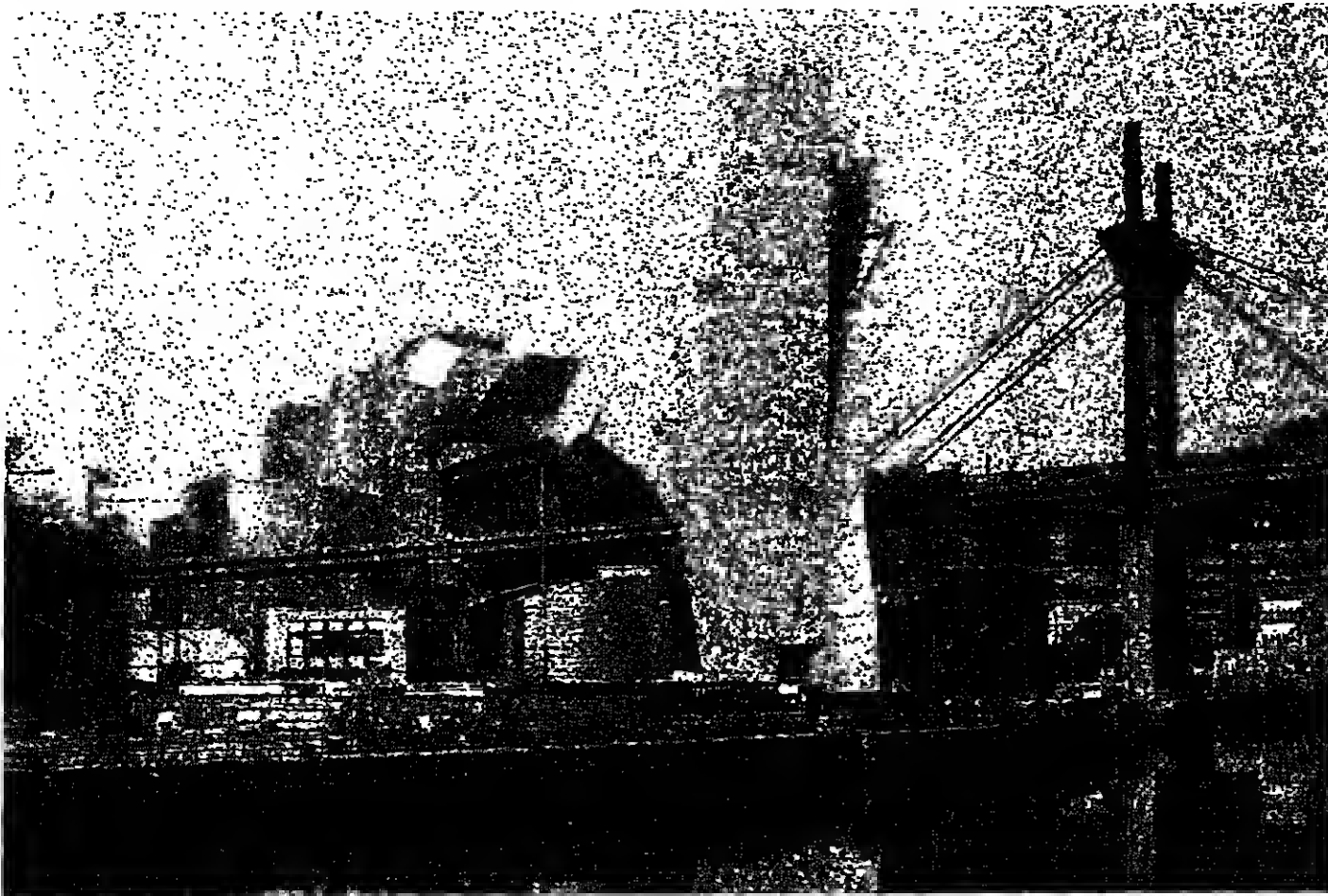
TION GUGGENHEIM prêter ses collections. Actuellement, 250 œuvres sont exposées, dont les trois quarts sont des dépôts de l'institution new-yorkaise.

Bilbao s'offre avec le Musée Guggenheim un chef-d'œuvre architectural

Le gouvernement basque a entièrement financé le nouvel établissement géré par la fondation new-yorkaise. Il est l'œuvre de l'architecte américain Frank Gehry, qui signe là l'un des plus beaux bâtiments du monde contemporain

BILBAO

de notre envoyé spécial
Lundi 16 octobre, à deux jours de son inauguration par le roi d'Espagne, le Musée Guggenheim de Bilbao était ébloui à l'américaine par une première fête nocturne réservée aux « personnalités de la communauté artistique », le Tout-Bilbao sur son trente et un. Une fête endeuillée lundi par une tentative d'attentat et la mort d'un policier à l'entrée même du nouveau bâtiment. A la même heure, Bilbao, toute la ville pour le coup en tenue de tous les jours, des dizaines de milliers de personnes, ont manifesté en remontant la grande avenue de la capitale basque, la Gran Vía de Don Diego Lopez de Haro, indifférentes aux bruits du nouveau sanctuaire des arts plastiques. La vocation américaine de l'édifice, derrière sa volonté affichée d'ouverture internationale, n'a jusqu'à présent pas fait l'unanimité des Basques, principaux bailleurs de l'édifice de la fondation installée à New York. Reste de frilosité provinciales ou réticences réelles face aux sirènes de l'impérialisme culturel ? Toujours est-il que Thomas Krens, directeur de la fondation, a les honneurs d'un livre vengeur, chronique d'une séduction signée Joseba Zulaika, qui, pour de bonnes et de moins bonnes raisons, règle son compte aux auteurs du « Guggenheim Bilbao ».



Le Musée Guggenheim de Bilbao, un bâtiment de 200 mètres de long sur la rive gauche du Nervion.

OBJET FLOTTANT

Le Guggenheim de Bilbao, donc, est un bâtiment immense, 24 000 mètres carrés, sorte de cargo de plus de 200 mètres de long, comme échoué sur la rive gauche du Nervion, au cœur de la ville. Il est venu percuter le grand pont de la Salve, ouvrage d'art à l'esthétique incertaine et violente soudain remis à sa juste place entre les beaux quartiers centraux (l'Abando) et les collines de la rive droite. D'un côté, stagne la rivière aux relents de vieille lagune et d'égouts ; de l'autre, continuent de passer les trains sur un autre fleuve de rails. A l'arrière du cargo subsiste une gare de marchandises et ses centaines de containers. Pour se faire une idée juste de cet objet flottant difficilement identifiable, il faut en faire le tour par la récente passerelle de l'architecte Calatrava, un pont archaïque au joli nom d'amoureux, Zubizuri ; par les rives interminables que la ville cherche à reconquérir ; par le vieux pont Deusto. Deux ou trois kilomètres au bas mot pour comprendre ce qui se trame derrière cette seconde et paléenne cathédrale.

Tout ce qui brille n'est pas d'or. C'est à cette sage pensée qu'avait dû parvenir tout le Landermieu de l'art et de l'architecture réunis, assailli par la campagne de relations publiques la plus intolérante qu'on ait jamais vue en Europe. Objet de tout ce bruit : la succursale du Musée Guggenheim de New York, implantée par un étrange miracle à Bilbao. Alors même que l'objet restait largement inachevé, toute la presse américaine, photos de l'édifice et de ses coques lissées à l'appui, avait déjà placé sur orbite le monument consacré comme l'œuvre la plus importante du siècle, voire du millénaire, et son architecte Frank Gehry était carrément divinisé.

De fait, Gehry, soixante-sept ans, est l'un des élus (1989) du Pritzker Prize, le Panthéon de l'architecture vivante. De ce côté-ci de l'Atlantique, toutefois, on ne connaît guère l'homme que par son passif, notamment en France, où il n'a pas réalisé le meilleur de son œuvre : le Centre américain près de Bercy, en partie gâché par le gabarit haussmannien qui lui a été imposé, et le

centre commercial de Disneyland Paris. Le proverbe s'est mis à mentir : sous réserve d'inventaire technique, le nouveau Guggenheim est bien un chef-d'œuvre éblouissant. Le chef-d'œuvre à un coût : 600 millions de francs officiellement, 1 milliard, dit-on ici - le dixième de la Bibliothèque nationale de France -, mais quelle ville ne se réveillerait pas radieuse, après quatre années seulement de travaux, ainsi lanquée ?

TRIPLE RÉUSSITE

Les habitants de Bilbao restent pourtant à convaincre, sceptiques avec raison sur l'assurance qui leur a été donnée de 500 000 visiteurs annuels, mais à tort sur les vertus à long terme du projet. Car la réussite est triple : urbaine, architecturale et muséographique.

Urbaine en premier lieu : la ville voulait récupérer son fleuve, comme Bilbao l'a fait en libérant ses plages des friches industrielles. Même débarrassées de ses installations périmées, les rives du Nervion risquaient fort de rester une triste non man's land, paradis pour trafiquants en tous genres. Bilbao, ne disposant pas des

atouts barcelonais, fait un pari inverse et renoue avec la tradition médiévale des basiliques au cœur des villes. Elle retrouve un centre, lieu de convergence que n'était plus la vieille ville malgré quelques trésors, ni l'Abando avec ses vitrines cosuées, renfermées. La cité a engagé une opération d'assainissement vraisemblablement irréversible tant le nouveau monument s'impose en son centre. Le coup est-il au demeurant répétable ? on semble le penser ici en faisant construire, en aval, un palais des congrès et de la musique dont la grâce est imprévisible.

Frank Gehry, choisi après un concours confortable contre Coop Himmelblau et Arata Isozaki, ne s'en tient cependant pas à la dimension monumentale de son édifice ni au tricot formel qui lui permet de s'écarter sous le pont de la Salve. Loin de laisser son cargo-bâtiment s'en tenir au jeu de formes tourbillonnantes qui ont fait sa réputation, l'architecte trouve un véritable accord avec le paysage. Le Guggenheim, au-delà de sa richesse sculpturale, prend une rare dimension symbolique : les écailles de métal qui le re-

couvrent accompagnent le mouvement du fleuve vers lequel elles se penchent. Depuis la rive opposée, les volumes du musée recouverts de pierres aérées (avec un sol variable) et, pour les bureaux, de peinture bien clinquant, surmontés d'une coiffure de vitrine fantasmagorique de verrières aléatoires, s'adosent à la rive comme les puissants contreforts d'une cité qui n'avait plus depuis la guerre fait d'efforts architecturaux majeurs.

Gehry, lui, a eu les moyens de passer dans la quatrième dimension - sorte de garantie prise sur l'an 2000. Cargo, ou plutôt paquebot devient à l'intérieur une formidable cavité des Mille et Une Nuits, à la fois ouverte sur des jardins de lumière et pleine de coins et de recoins, si l'on peut dire - la plus grande salle ne fait pas moins de 130 mètres de long, d'une seule portée. En apparence complexe, presque impossible à lire ni à deviner, le dessin de Gehry prolonge au fond celui du Guggenheim de Frank Lloyd Wright - un vaste espace central sur toute la hauteur du bâtiment autour duquel les

œuvres et les visiteurs tournent naturellement. Mais tandis que Wright faisait tourner ses cimaises dans une spirale oblique et parfois peu en accord avec la forme rectangulaire des toiles, Gehry, lui, fait tourner autour de son atrium des espaces. Les œuvres contemporaines ont souvent changé de taille au cours des dernières décennies. Elles impliquent, sinon la quatrième, au moins la troisième dimension. Gehry leur donne ces volumes.

TOURS DE CIRQUE

Voici le couteau géant d'Oldenburg ou trois feuilles d'acier signées Serra. Des œuvres habituellement essouffées dans la poussière des jardins ou dans l'angle des places, au pied des gratte-ciel. Ainsi Gehry leur construit ce bâtiment qui ne pouvait plus être calqué sur les musées de peinture et dont on ne trouvait plus l'essence que par éclair dans d'anciens entrepôts, dans les espaces résiduels de la ville. Le bâtiment en devient aussi quelquefois le support, au point que le travail de Gehry et celui des artistes se fond dans une logique apparemment unique. L'accord semble parfait avec Sol Lewitt, qui est venu peindre lui-même « sa » salle, au plan de cornemuse. Comme avec Jenny Holzer et ses poutrelles lumineuses. Avec Francesco Clemente encore, qui a trouvé ici comment résoudre ses problèmes (La Chambre de la mère).

Est-ce aller trop loin ? L'architecture dévore-t-elle les objets qu'elle est censée seulement cuisiner ? Les étouffe-t-elle ? Le reproche a été formulé, mais, pour le visiteur profane qui sera le commun des visiteurs du nouveau Guggenheim, ces œuvres souvent dérangeantes, volontiers oppressantes par les mondes qu'elles évoquent, semblent trouver enfin le lieu exact de leur époque.

Restent quelques doutes sur la pérennité de l'édifice : Gehry se donne d'exquis frissons en faisant faire à l'architecture des tours de cirque que la construction peine à suivre. Sur la lumière : quelques concessions aux habitudes zénithales, l'électricité partout et les fantaisies propres à Gehry, mais en définitive plus d'œuvre d'intérieur ni d'œuvre d'extérieur. Plus aucun repère ne l'indique. Les repères sont réservés à l'architecture : un gros œil sur le toit louché directement vers le pont baubonné, d'où les visiteurs plus loin s'échappent, aspirés par les reliefs, à fleur de toits.

Frédéric Edelmann

Les Basques manifestent satisfaction et inquiétudes

MADRID

de notre correspondant
Le Musée Guggenheim de Bilbao est aujourd'hui l'emblème d'une ville en pleine mutation culturelle, économique, et dans sa lutte contre le terrorisme. Lorsqu'en 1993, Frank Gehry, l'architecte du musée, fit donner le premier coup de pioche, sa mission était bien arrêtée. « Les responsables politiques m'ont dit qu'il fallait attirer les foules et que le bâtiment devait avoir de la force et un sens artistique bien marqué », expliquait-il il y a quelques mois. Il se déclarait aussi très impressionné par le peuple basque. « fort, orgueilleux et dur, mais qui sait ce qu'il veut ». Le Musée Guggenheim, construit en

quatre ans, marque l'avant et l'après de Bilbao.

La quatrième ville d'Espagne était encore, dans les années 70, le poumon industriel de la péninsule. Elle devint ville sinistrée dans les années 80. La grande agglomération de Biscaye, qui compte un million d'habitants - la moitié de la population du Pays basque espagnol -, fut gravement atteinte : crise de la sidérurgie et du textile, reconversion des chantiers navals. Le taux de chômage dépasse les 20 % et c'est au cœur de ce sinistre - là où, le 23 mai 1988, les Astilleros euskalduna décrétèrent la fermeture des chantiers - qu'est installé aujourd'hui, sur l'emplacement des anciens hangars, le Musée Guggenheim : 5 000 tonnes d'acier.

Renaissance culturelle de Bilbao, disent certains, symbole de la nouvelle société basque, disent les autres. Le musée est d'abord le phare d'une ville, premier port d'Espagne en volume marchand. Bilbao a décidé d'écarter la spirale de la déprime, de sortir des stéréotypes de la violence, d'attirer les investisseurs étrangers et de ne plus tabler uniquement sur l'industrie mais aussi sur les services. L'œuvre de Frank Gehry est partie intégrante du grand plan de modernisation de la capitale de la Biscaye avec un nouveau métro, un nouvel aéroport, après la restauration de la vieille ville.

Les autorités sont excédées de l'image du Pays basque patrie de l'ETA, avec ses attentats et sa guérilla urbaine. Elles veulent promouvoir aujourd'hui une région d'Europe dont la classe économique est l'une des plus dynamiques et qui compte aussi de grands intellectuels et de nombreux artistes. « Nous sommes un petit pays à la recherche de notre présence dans le monde », expliquait le chef du gouvernement basque, José Antonio

Arriaza, aux Américains en inaugurant, en 1994, la Fondation basque à Washington. Trois ans plus tôt, la décision de construire le musée avait été prise et l'accord entre la Fondation Salomon Guggenheim et le gouvernement basque avait été signé. La polémique allait bon train dans la capitale de Biscaye. « Projet pharaonique », « facture énorme », déclaraient les dirigeants économiques basques qui n'étaient pas convaincus du bien-fondé d'un tel investissement et demeurent aujourd'hui sceptiques quand les autorités annoncent quelque cinq cent mille visiteurs par an. La facture du musée, 24 milliards de pesetas (1 milliard de francs), a provoqué de brefs cris parmi bon nombre de citoyens. C'est que la note est réglée par le gouvernement basque qui doit aussi contribuer au budget d'exploitation annuelle de cette institution. « C'est l'équivalent de quelques kilomètres d'autoroute », a expliqué Juan Ignacio Vidarte, directeur général du Musée Guggenheim de Bilbao, qui fut jusqu'en 1992 le directeur des

finances du conseil provincial de Biscaye. Le musée « sera rentable », affirme-t-il, car il va doter le Pays basque d'une infrastructure culturelle qui lui manquait et qui constituera sa projection internationale. Aux critiques portant sur la facture se sont ajoutées celles des intellectuels et des artistes qui, eux, voient débarquer sur la rive du Nervion « l'impérialisme américain ». En tête de la croisade contre le projet « yankee », le sculpteur basque Jorge Oteiza a ainsi décidé qu'aucune de ses œuvres ne figurerait dans ce qu'il considère être « l'espace du colonialisme culturel américain ».

Des mesures de sécurité draconiennes ont été prises alors que le roi Juan Carlos et la reine Sophie devaient inaugurer le musée samedi. L'ETA projetait « un véritable massacre », selon la police basque. Lundi, un commando de pseudo-jardiniers a été intercepté avec des lance-grenades près de l'entrée du musée. Le policier qui a découvert les activistes de l'ETA a été abattu d'une balle en pleine poitrine. (Intérim.)

Chiffres

- Surface. 24 000 m², dont 10 500 pour les espaces d'expositions ; 19 salles de 8 à 15 mètres sous plafond, la plus grande atteignant 130 mètres de long.
- Financements. Apport du gouvernement basque : 600 millions de francs initiaux (la totalité du coût des travaux est estimée à 1 milliard de francs). Le gouvernement assume les coûts de fonctionnement annuels. Apport de la Fondation Guggenheim : prêt d'œuvres du XX^e siècle, gestion et organisation des expositions.
- Mécènes. Onze entreprises (dont aucune française) ; 1 200 adhérents individuels à la Société des amis du Guggenheim de Bilbao.
- Renseignements pratiques. Musée Guggenheim de Bilbao, AbandoBarra Etorbidea, 2. 48001 Bilbao. Tél. : 00-34-4-435-90-80. Mardi et mercredi, de 11 heures à 20 heures. Du jeudi au samedi, de 11 heures à 21 heures. Dimanche, de 11 heures à 15 heures. Fermé le lundi.

Studio des Ursulines - Tél. 01.43.26.19.09
AMSTERDAM GLOBAL VILLAGE
"un film monde" (Serge Toubiana)

Dans le ventre de Guggy, baleine-artichaut

BILBAO

de notre envoyée spéciale
L'architecture irrésistible de Frank Gehry a de quoi combler d'aise et faire craquer les barbons. Tout musée qu'il soit, le Guggenheim de Bilbao pourrait ouvrir ses portes sans autre œuvre exposée que sa propre architecture, et le monde serait ravi. Ce n'est pas tout à fait le cas. Les réserves de la Fondation Solomon R. Guggenheim, l'institution mère, comme on dit d'une abbaye et ses filles, sont immenses. De New York à Venise, c'est moins de 10 % de la collection qui peuvent être montrés. Cela explique en partie les besoins d'expansion de la Fondation, dont le musée de Bilbao devient le premier pôle. Le déploiement européen de la Fondation s'explique aussi par le dynamisme de son directeur Thomas Krens, que l'on dit un rien mégalomane. Sa politique depuis dix ans tend à le prouver : la rénovation et l'extension du Guggenheim de New York, signé Frank Lloyd Wright, et la construction en parallèle de l'annexe de Soto, juste avant l'agrandissement et la rénovation des locaux vénitiens, autant d'idées qui viennent de lui.

Des idées qui coûtent cher. L'analyse qui tend à expliquer les projets européens de Tom Krens comme le moyen de payer l'endettement de la Fondation new-yorkaise n'est pas sans fondement. A Bilbao, les Basques ont tout payé en échange de l'image de marque et des services fournis : mise en dépôt d'œuvres, choix des achats, choix des commandes, choix des expositions temporaires. Tout, en somme. Le musée de Bilbao n'a pas de directeur artistique, pour l'instant, tout au moins : il est entièrement piloté par New York. A

Salzbourg, ob le projet d'une étoile Guggenheim était bien avancé, avec Hans Hollein comme architecte, les Autrichiens ont craqué. Pas les Basques, que Tom Krens n'est pas allé chercher. Qui l'ont voulu, qui l'ont, qui vont encore payer les déficits prévus jusqu'à ce que le public (international) attendisse le poids espéré de rééquilibrage. On l'aura compris : le Guggenheim Bilbao est une institution inédite en tout point.

Les partis pris affichés font la part belle à une poignée d'artistes des Etats-Unis et d'Europe, et à un choix d'œuvres parmi les plus spectaculaires

Que peut donner à voir le Guggenheim, et comment ? Environ 250 œuvres sont exposées, dont plus des trois quarts sont des dépôts de la Fondation new-yorkaise, auxquels s'ajoutent quelques prêts. Trente-neuf pièces forment le noyau de la collection propre du musée basque. Parmi elles, les commandes monumentales faites pour nourrir la bête, dont l'atrium et la grande salle qui s'étend jusqu'au pont, ont besoin de gros, très gros morceaux : un rideau de mots, qui est



Vue des toits du Musée Guggenheim de Bilbao.

beau, de Jenny Holzer ; une triple courbe de Richard Serra, magnétique. On n'en dirait pas autant des trois Vénus rouges de Jim Dine, qui vont chercher dans les 7 mètres de haut. Le Guggenheim encourage le gigantisme à l'américaine. Les amateurs d'art indigène repasseront. Les sévères de l'histoire de l'art aussi, que le menu offert ne peut que troubler, vu les torsions, distorsions, raccourcis et dispersion du contenu proposé. Il est aussi fantaisiste que l'architecture de Gehry, aussi fantaisiste que le dispositif des salles d'exposition, dont le plan, c'est amusant, fait penser, un peu, au Grand Verrin de Duchamp : une « machine à balancer ». Ce que n'est pas vraiment le musée de Gehry, architecte trop proche d'artistes comme Oldenburg ou Serra pour évacuer les plasticités de l'ouvrage à la façon d'un Richard Meier, qui a donné à Barcelone un musée autosuffisant dans sa lumière, où les œuvres font l'effet de la cerise sur le gâteau.

Les images pleuvent ici à tous les tournants du bâtiment, au-dehors comme au-dedans. Cela dé-

pend du format et de la sagesse des dix-neuf salles réparties sur les trois niveaux. Dans celles de coupe classique sont montrés les classiques du XX^e siècle, dépôts de la Fondation new-yorkaise qui s'est provisoirement défilée de plus d'un chef-d'œuvre, exposition inaugurale oblige. Cela de telle sorte que le musée peut afficher un parcours de l'art du cubisme à la jeune création, en passant par Kandinsky et Brancusi, quitta parfois à provoquer des rencontres étonnantes, comme celles de Mondrian et de Lam.

Ces dépôts se mêlent aux commandes de pièces monumentales qui constituent l'âme de la collection permanente. Devraient y figurer plus d'artistes espagnols, plus d'artistes basques qu'on n'en voit. Pour l'instant, seuls Tapies et Chillida sont vraiment en bonne place, en la compagnie très politiquement correcte d'une éligée à la République espagnole, de Robert Motherwell.

Pour l'instant, on voit d'abord les Américains dans l'immense salle de 130 mètres de long qui

ouvre sur l'entrée du musée, où sont censés faire bon ménage les anciens pop artistes et les minimalistes de la collection Panza que le Guggenheim a achetée en bloc en 1991, et qui n'étaient pratiquement jamais exposés faute de place. Ainsi des œuvres de Bruce Nauman, qui a une salle entière pour lui, comme Kiefer, comme Clemente, deux des chouchous européens de la Fondation. Il y en a quelques autres. Le jeune Anglais Damien Hirst en particulier, figure montante et montée en épingle à Bilbao.

Les partis pris affichés qui font la part belle à une poignée d'artistes des Etats-Unis et d'Europe, le choix des œuvres parmi les plus spectaculaires... il y a là une attitude à l'égard de l'art moderne et contemporain contraire à toute tentative d'historicisation de l'art du XX^e siècle. Au profit de quoi ? Du spectacle, bien sûr. Momentanément, on peut s'y plaire. Y trouver une dynamique. De son côté, M. Léonce Deprez, député UDF du Pas-de-Calais, a déposé le 30 septembre à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à permettre à la Cour des comptes de contrôler la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits des artistes-interprètes. Une proposition de loi identique a été déposée le 16 septembre au Sénat par le sénateur UDF du Rhône, M. Serge Mathieu.

Geneviève Breerette

Les trésors méconnus des îles Vanuatu présentés à Paris

VANUATU. Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO), 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. M^e : Porte-Dorée. Tél. : 01-43-44-51-61. Jusqu'au 2 février 1997. Catalogue sous la direction de Roger Boulay, Kirk Huffman et Christian Kaufmann, éd. RMN, 368 p., 350 F.

Peut-on regarder des œuvres réalisées par des peuples sans écriture sous un angle esthétique ? Vieux et stérile débat, enterré, semble-t-il, depuis longtemps. Erreur. Il resurgit périodiquement. « Les arts primitifs ont besoin pour être compris d'être mis en rapport avec les systèmes de pensée, la linguistique, l'écologie. Représenter ces civilisations uniquement par l'esthétique, c'est commettre une erreur fondamentale », affirme Gilbert Ronget (Le Monde du 30 septembre), un des piliers du Musée de l'Homme. Et l'ethnomusicologue de taxer d'« impérialisme

culturel » et de « néocolonialisme » ceux qui s'aventurent sur des chemins non balisés par l'ethnologie. Avec quelles lunettes faut-il se rendre à la porte Dorée ? Là, au Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO), Christian Kaufmann, conservateur au Muséum für Völkerkunde de Biele, Kirk Huffman, son homologue du Centre culturel du Vanuatu, et Roger Boulay, responsable de la section Océanie du MAAO, proposent une découverte des arts du Vanuatu. L'exposition, l'une des plus remarquables que l'on puisse voir aujourd'hui à Paris, a été présentée avec un égal succès à Port Vila (la capitale du Vanuatu), puis à Bâle.

Pour mettre en scène ces quelque 400 pièces, les trois commissaires ont retenu un concept : celui de l'ombre et de la lumière qui rythme la vie de cet archipel malaisien. L'ombre, ce sont les secrets partagés par les initiés dans l'obscurité de la Maison des hommes. La lumière, c'est la danse tradi-

tionnelle, en plein air, sur la place ornée de tambours à fente et de figures humaines sculptées dans des fougères géantes. Ces deux pôles, spectaculaires, ont été reproduits au MAAO, à chaque extrémité d'une longue galerie. Entre les deux sont exposés statues, masques, marionnettes, poutres sculptées, piques de pirogue, couteaux, herminettes, assommoirs à cocon. Toutes ces pièces sont le fruit d'une civilisation éclose sur 83 îles, qui utilise 106 langues, mais dont les traits communs se sont diffusés de proche en proche.

SAUT D'ILE EN ÎLE

« Les artistes sont partout », constate Roger Boulay. Aux îles Banks, à Molokula, à Ambrym, à Maewa. On connaît leurs noms. Ils sculptent, ils peignent, ils assemblent chaque jour. Les îles du Nord sont particulièrement bien loties. C'est là que l'on trouve, dit Roger Boulay, les « défilants de la création ». A partir d'un morceau de coquillage, les artistes de Malakula arrivent à élaborer le buste d'un diabolon écolaire, à la fois comique et tendant. Avec une grande économie de moyens, un sculpteur de Gaua (îles Banks) a taillé deux étonnantes têtes de divinités dans une fougère arborescente. Les pièces les plus impressionnantes sont onze mannequins (ou *rambarab*) rassemblés dans une semi-pénombre. Ce sont des effigies de personnalités défuntes. Le crâne du mort, peint, surmodèle, orné de plumes ou de dents de cochon, les orbites remplies de bales rouges, est posé sur un corps fabriqué à partir d'écorces et de fibres végétales. Le torse et les membres sont peints de motifs géométriques et

portent les insignes du grade qu'occupait le mort dans les sociétés secrètes.

Les masques, intermédiaires entre le monde des hommes et celui des esprits, sont fabriqués à l'occasion de fêtes précises et souvent détruits après la cérémonie. Ils sont toujours enroulés, confectionnés à partir de matériaux composites et périssables : bois tendre, plumes, fibres végétales, fougères. Les formes sont découpées à l'extrême. L'un d'entre eux, carrément fantomatique, est fabriqué à partir de toiles d'araignée. Son voisin, aussi évanescant, évoque une aile de chauve-souris. Parfois une figure est surmodélée, à l'aide d'un empâtre végétal, à partir d'une âme de bois ou d'un crâne. La vivacité des couleurs est la règle. André Malraux parle à juste titre de « stridence », pour qualifier la peinture qui recouvre ces objets.

Cette liberté est en réalité fortement codée. Chaque forme nouvelle appartient à son « inventeur » dont les droits sont monnayés avant d'être réemployés. On peut suivre, au MAAO, l'évolution de certains motifs, de la figuration à l'abstraction. Dans les vitrines, on

voit ces courants passer d'une pièce à l'autre, sauter d'île en île. Le motif de l'épi, par exemple, se retrouve à travers des objets très différents : hauts de coffre, poutres de bateau, poutres de maison, manches d'assommoir. Et pour un public non averti, ce point de vue esthétique, mis en avant au MAAO, est sans doute le meilleur moyen d'appréhender une civilisation méconnue. Incompréhensible pour nos grands-parents, elle est aujourd'hui intégrée aux canons formels du monde occidental.

La grande effigie féminine, fabriquée dans l'île de Malakula, que l'on peut voir au MAAO, assise sur une chaise incongrue, en est la preuve. Sa tête énorme posée sur un buste sans cou, ses yeux tourmentés, et le jeu de ses couleurs, ont dû séduire Matisse, à qui elle fut offerte. Le peintre l'installa dans un fauteuil de paille, en face de sa *Grande décoration avec masque*, puis la donna à Picasso. Ce dernier la transporta dans son atelier, siège compris. Après sa mort, elle est entrée dans les collections du Musée Picasso, où elle continue son dialogue avec les arts occidentaux.

Emmanuel de Roux

« Le pays qui tient debout »

C'est en 1774 que le navigateur anglais Cook aborda pour la première fois l'archipel auquel il donna le nom de Nouvelles-Hébrides. Au moment de l'indépendance, en 1980, les Nouvelles-Hébrides devinrent le Vanuatu, qui signifie « le pays qui tient debout ». Ces « îles de cendres et de corail » au volcanisme récent, situées au nord de la Nouvelle-Calédonie, ont longtemps été gérées par un condominium franco-britannique. L'archipel s'étend sur 900 kilomètres de long et occupe 12 195 kilomètres carrés ; soixante-dix des quatre-vingt-trois îles qui le composent sont peuplées par cent soixante-quatre mille habitants, qui utilisent cent six langues vernaculaires et trois langues véhiculaires, l'anglais, le français et le bislama. Le contact avec les Européens porteurs de maladies infectieuses inconnues sous ces latitudes déclina ces populations. Elles furent encore diminuées à la fin du siècle dernier par les recrutements forcés de main-d'œuvre. Enfin, les missionnaires, très présents, ont opéré des regroupements de population au détriment des villages traditionnels, désertés.

RENDEZ-VOUS
VOUS
DES ARTS

UNE EXPOSITION
Mamolo VALDES
Océanographie
Jusqu'au 25 novembre 1997
CHEZ MARWAN BOSS
12, rue de Valenciennes, 75011 Paris
Magdalena WERKOWICZ

Histoire de forêt
la forêt française du 13 au 20 siècle
exposition
du 15 oct. 97 au 19 juiv. 98
ouverte tous les jours,
sauf le lundi, de 12h à 18h
Musée de l'Histoire de France
Centre Historique
des Archives nationales
Hotel de Rohan
87, rue Vanille-du-Temple
75002 Paris

Retrouvez chaque semaine la rubrique
« RENDEZ-VOUS
DES ARTS »
renseignements
01 42 17 39 43
fax : 01 42 17 39 50

Paris fête avec humour et raffinement les trente ans de son orchestre

Les musiciens célèbrent l'anniversaire de la création en 1967 de leur orchestre par André Malraux, alors ministre de la culture, et son directeur de la musique, le compositeur Marcel Landowski.

Il s'appela autrefois Société des concerts du Conservatoire et il fut fêté comme le premier de son temps par Richard Wagner et d'autres

compositeurs épatés par la discipline, la virtuosité et la qualité du jeu d'ensemble. Mais André Malraux en a fait l'Orchestre de Paris, voilà tout

juste trente ans. Les musiciens ont magnifiquement célébré cet anniversaire, à la Salle Pleyel, vendredi 17 octobre

LES TRENTE ANS DE L'ORCHESTRE DE PARIS. Œuvres de Rouget de l'Isle/Berlioz, Henri Outilleux, Jean-Pierre Orouet, Maurice Ravel, Jacques Offenbach/Manuel Rosenthal, Gioacchino Rossini, avec Robert to Alagna (ténor), Leon Fleisher (piano), Jean-Pierre Drouot (percussions), André Cazalet (cor), le Chœur de l'Orchestre de Paris, Arthur Oldham (chef de chœur), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Le 17 octobre. Salle Pleyel.

Un grand tapis rouge sur le trottoir, un dais tendu devant l'entrée de la Salle Pleyel, une foule nombreuse, souriante et détentue, massée dans le hall dès 17 h 30... Les musiciens de l'Orchestre de Paris fêtent les trente ans de la création de leur orchestre par André Malraux, alors ministre de la culture, et son directeur de la musique, le compositeur Marcel Landowski. L'orchestre a préparé une petite fête dans ce hall, dans les promenoirs, dans la salle Chopin et dans la grande salle. Alors tous ces mélomanes se promènent, vi-

sitent la belle exposition de photos qui retrace les trente ans de l'institution symphonique... et écoutent les mini-concerts. De la « grande musique », bien sûr, mais aussi une bambou mexicaine, un bonhomme du Brésilien Badojo Powell, des tangos d'Astor Piazzola joués avec un goût impeccable. Voilà des musiciens qui ne sont pas empruntés quand ils sortent des chemins balisés du grand répertoire. Quand les studios d'enregistrement de variétés n'avaient pas remplacé les musiciens d'orchestre par des synthétiseurs, ceux de la Société des concerts du Conservatoire - l'ancien oom de l'Orchestre de Paris - accompagnaient Edith Piaf, Maurice Chevalier et bien d'autres et enregistraient les musiques des grands films de l'époque. Cela fait évidemment se souvenir que l'Orchestre de Paris n'a en réalité pas trente ans, mais cent soixante-dix ans et qu'il fut fêté comme le premier de son temps par Richard Wagner et d'autres compositeurs épatés par la virtuosité de la jeune formation que dirigeait alors François Habeneck, le grand chef beethovien du début du XIX^e siècle

et l'un des premiers chefs à avoir instauré la pratique des répétitions pupitre par pupitre, plaçant plus haut que tout la préparation méticuleuse des œuvres.

DES SURPRISES

Après ces amuse-gueule, le grand concert et son armée d'invités de marque : le premier ministre, Lionel Jospin, le ministre de la culture, Catherine Trautmann, le maire de Paris, Jean Tiberi : quelques artistes, la mezzo Hanna Schaal, les pianistes Gaby Casadesu, Nicole Henriot, Marielle Labèque, les compositeurs Manuel Rosenthal, Marcel Landowski, Eric Tanguy, Philippe Manoury.

Le concert commence par *La Marseillaise*. On se lève pour l'hymne national, chanté par le ténor Roberto Alagna, fils d'émigrés siciliens, dirigé par Semyon Bychkov, chef d'origine russe, joué par un orchestre qui compte plusieurs nationalités dans ses rangs et chanté par un chœur préparé par le Britannique Arthur Oldham. Suivent les *Métaboles*, d'Henri Dutilleul, un grand classique que les musiciens parisiens et Bychkov interprètent toujours remarquable-

ment, et une création du percussionniste Jean-Pierre Drouot pour percussions, cor et orchestre qui tourne autour de la oote mi et capte l'attention par le raffinement, les effets de surprise que le compositeur a ménagés aux échanges entre les solistes. Voilà de la musique sans prétention qui sonne admirablement. On n'écouterait pas autant du *Concerto pour la main gauche* de Ravel joué par un Leon Fleisher moins alerte qu'autrefois, qui se perd dans de jolis détails et oons abandonne en route.

Après avoir dirigé avec beaucoup de verve l'ouverture de *La Gaité parissienne*, Semyon Bychkov prend congé. Les musiciens seront seuls maîtres à bord pour toute la fin du concert. Ils jouent donc sans chef et ont préparé une petite surprise de leur côté : dans la coulisse, une voix raconte une brève histoire de l'orchestre et des chefs qui l'ont dirigé, le tout ponctué d'extraits musicaux illustrant les anciens patrons et leurs manières - un bonbon parfois acide. Un feu d'artifice orchestral ponctué par les applaudissements d'un public qui se régalait. Quand Vincens Prats, flûte solo de l'orchestre, s'approche vers le devant de la scène tandis que deux bandonionnistes s'installent, on ne peut imaginer qu'il va troquer sa flûte en or... pour chanter un tango à la façon de Carlos Gardel avec la présence scénique d'un beau ténor breux et l'aplomb d'un vieux routier du tour de chant. Les auditeurs de France Musique et ceux des radios allemandes ont entendu ce concert en direct, et les télé-spectateurs de France 2 pourront le voir dans quelques semaines. Le soubait nettement exprimé par Catherine Trautmann au début de soirée de faire acheter Pleyel par la puissance publique pour en faire la maison de l'Orchestre de Paris sera-t-il réalisé ? C'est à souhaiter, mais il restera encore à trouver les fonds nécessaires à sa refonte acoustique totale.

TROIS QUESTIONS À...

GEORGES-FRANÇOIS HIRSCH

1 Trois souhaits du directeur général de l'Orchestre de Paris ?

Le premier serait qu'après avoir été achetée pour nous, la Salle Pleyel soit remaniée pour que l'orchestre puisse y travailler dans d'excellentes conditions acoustiques et de confort. Le deuxième, que Pleyel et l'Orchestre de Paris se confondent en un projet aussi artistiquement fort que les grandes salles étrangères et les orchestres qui y résident. Le troisième, que les institutions lyriques et symphoniques subventionnées s'unissent pour créer un catalogue audiovisuel qui pourra alimenter

les chaînes de télévision thématiques qui éclorent et ne manquent pas d'éclore à l'avenir sur les bouquets satellites. Parallèlement, il faudra bien aussi imposer aux chaînes publiques des obligations de diffusion de produits culturels en deuxième partie de soirée et non à 3 heures du matin. Ce n'est qu'ainsi que nous entrerons dans le XXI^e siècle.

2 Quel sera le futur directeur musical de l'Orchestre de Paris ?

Wolfgang Sawallisch succèdera à Christoph von Dohnanyi et Franz Brüggen en l'an 2000. Comme eux, il ne sera pas directeur musical, mais premier chef invité. À côté de Sawallisch, un deuxième chef, dont je ne peux pas encore donner le nom, sera là pour prendre en charge le projet du grand cycle Berlioz qui nous tien-

dra trois ans et sera inauguré par les trois ans des Troyens de Berlioz que l'Orchestre donnera au Festival de Salzbourg en l'an 2000, sous la direction de Cambréling et dans une mise en scène de Wer-nicke.

3 Les autres orchestres parisiens, donne beaucoup moins de concerts que les grandes formations étrangères...

C'est un fait, mais nous commençons à en donner d'avantage et nous allons continuer sur cette voie. L'Orchestre de Paris doit jouer davantage à Paris, mais aussi à l'étranger, dans les festivals, partout en France, y compris dans les villes de moyenne importance. Notre vocation est de rayonner.

Propos recueillis par Alain Lompech

Al. Lo.

Harold Pinter et Jean-Pierre Marielle entre vie et mort

LA LUNE SE COUCHE, de Harold Pinter. Mise en scène : Karel Reisz. Avec Jean-Pierre Marielle, Nelly Borgeaud, Quentin Baillot, Jean-Pierre Moulin, Fabien Orcler, Maryvonne Schiltz, Sylvie Testud.

THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8^e. M^{rs} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-95-98-10. Mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; mercredi, 19 h 30 ; dimanche, 15 heures. Durée : 1 h 20. De 80 à 180 F. Jusqu'au 11 janvier 1998.

Le ciel rougeoyant, crépusculaire, se ferme sur une allée de cypres. Bridget, une très jeune fille donnée pour morte, a franchi les ronces, les barbelés et quelques squelettes pour le squatter, là où « les fleurs entourent sans empiéter ». Elle est radieuse, lim-

pide. Au-dessous, dans un entre-sol misérable, meublé d'un lit et d'une table de fortune, ses frères, Jake et Fred, adolescents très attardés, se sont enfermés dans leurs jeux, dans leur langue, dans leurs refus, dans leur clairvoyance aussi. A l'autre extrémité du plateau, le père, Andy, plus grand d'être assis, raide sur ses oreillers. A son chevet, la mère, Bel, lui explique doucement : « Voyons, chéri, ton nouvel horizon, c'est la mort ».

Fonctionnaire règlement-règlement, Andy est suspendu entre la vie et la mort. Littéralement. Au plus près de l'une, c'est un tyran domestique tonitruant et vantard, qui réserve à la maisonnée sa grossièreté, ses coups de gueule, ses coups en douce. Au plus près de l'autre, un misérable qui s'inquiète, supplie, s'interroge sur le temps qu'il fait « de l'autre côté » avant de redevenir le bra-

vache qui se scandalise du silence de ses fils : « Absents, indifférents. Et leur père agonise ! ».

La blessure est là. Non celle qui est cause de la mort. Mais celle qui la rend insupportable. Celle que chaque instant de vie avive. Une zone d'ombre infranchissable, sur laquelle la lune ne se couche ni ne se lève, une faille séparant l'étroit lit de fer où est vauré l'un des fils et le grandiose lit matrimonial (montants dorés, couverture violette) où est dressé le père. Une plaie ouverte, qui à la fin par tout infecter, dispersant autour d'elle les membres d'une famille que plus rien ne peut rapprocher, pas même une poignante tentative de communication téléphonique.

DÉCOR EN CINÉMASCOPE

La lune se couche ouvre un cours nouveau chez Harold Pinter (*Le Mandé* du 15 octobre), moins convaincant que ne sera l'opus

suivant, *Ashes to Ashes*. Rémémorances de l'œuvre passée, éléments biographiques, répliques de vau-deville, querelle de famille, drame métaphysique, critique sociale : Pinter passe entre et passe outre. Il trace un chemin crépusculaire, entre la vie active des morts et la mort lente des vivants, où les uns et les autres seraient condamnés à être ensemble et à ne se reconnaître jamais, frôlant sans appuyer aux revers dérisoires de l'amour, de la mort, de Dieu. Andy dira de Ralph, son vieux rival, époux de son ex-maîtresse Maria : « Un arbitre, c'est la loi. La loi en action. Il a un sifflet. Il souffle dedans. Et ce sifflet, c'est l'affirmation de la justice divine ».

Le metteur en scène Karel Reisz a choisi un décor au format cinémascope. Il pratique le montage parallèle et le fondu enchaîné avec la rigueur du technicien de cinéma. La continuité repose sur les comédiens. Sur leurs voix. Avec Jean-Pierre Marielle (Andy), c'est gagné à la première réplique. En potter familial écrasé-écrasé, le regard halluciné, ses bras immenses levés au ciel, il fait passer d'un lieu de rêves à l'angoisse partagée. Personne ne peut rivaliser avec son tonnerre. Ni avec son murmure. Nelly Borgeaud (Bel), l'a compris, se plaçant dans un registre paisible, attentif, détaché. Le couple des garçons leur fait écho. Lorsque Jake s'interroge sur le mal paternel, dans un abolement calqué sur les siens, on croit entendre Harold Pinter parler de lui-même : « Depuis l'aube des temps, il a été pourchassé et persécuté par une force qui reste obscure à ce jour, une force qui échappe à toute définition ou classification. Quelle est cette force et quelle est sa finalité ? ».

Jean-Louis Perrier

INSTANTANÉ

DANS LA GALERIE DES Jumeaux LOEB

Il était une fois deux garçons, deux jumeaux, Pierre et Edouard Loeb. Leur père faisait prospérer son commerce en gros de toiles et dentelles. Leur mère surveillait les études des jumeaux et de leurs sœurs. C'était à Paris au début du siècle. Tout aurait dû se passer selon les habitudes de la bourgeoisie. Après la guerre, les jumeaux Loeb devinrent du reste voyageurs de commerce pour les affaires paternelles. Puis rupture. Récit de Pierre : « Je vendais des dentelles pour mon père ; avec mes économies, j'achetais des tableaux. Un jour, j'ai dit à mon père : "Je veux être peintre !" J'ai pris une toile, je

suis allé avec un ami sur le motif. Au bout d'une heure, j'ai compris que je n'étais pas peintre. "Tu aimes la peinture, m'a-t-il dit mon père, tu veux voir des tableaux, eh bien ! alors, viens-en !" ».

A la suite de cette conversation, Pierre Loeb a créé la galerie Pierre en 1924, laquelle est devenue aussitôt l'une des plus intéressantes de Paris. L'année suivante, on y vit Miro, Ernst, Klee, Masson, Picasso, Man Ray. En 1927, à nouveau Miro et les toiles cubistes de Picasso. Et ainsi de suite, jusqu'en 1940 et au départ forcé pour La Havane. En 1945, Pierre est de retour et, en 1947, il expose les portraits et dessins d'Artaud. Au même moment, Denise Colomb, née Loeb, sa sœur, réalise la mythique série des photos d'Artaud. Pendant ce temps, Edouard, l'autre jumeau, était devenu courtier en tableaux. Il

ouvrit à son tour une galerie en 1953, pour accueillir Ernst, Tinguely ou Arp.

Conclusion : voilà des gens qui se trompaient peu dans leurs choix et leurs fréquentations. Dans la galerie d'Albert Loeb, fils de Pierre, une exposition raconte l'histoire de ce duo. Il y a là beaucoup de photographies, des archives, des lettres, des livres et, évidemment, des œuvres. Ainsi que des sculptures d'Afrique et d'Océanie, parce que Pierre était, aussi, l'un des meilleurs connaisseurs de ces arts dits « primitifs ».

Philippe Dagen

* Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. M^{rs} Odéon. Tél. : 01-45-33-06-87. Du mardi au samedi, de 10 à 13 heures et de 14 à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

SORTIR

Orchestre philharmonique de Radio-France

Splendide programme composé de trois œuvres dominées par l'idée de virtuosité, mais une virtuosité qui s'exprime de façon bien différente. Invisible dans Bartok, elle s'impose au premier plan dans le concerto de Liszt et prend des allures illustratives dans la pièce de Kodaly.

Bartok : *Musique pour cordes, percussions et célesta*. Liszt : *Concerto pour piano et orchestre* n° 1. Kodaly : *Hary Janos*. Garrick Ohlsson (piano), Eliahu Inbal (direction). Salle Pleyel, 252, rue du

Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{rs} Ternes. 20 heures. Le 18. Tél. : 01-45-61-53-00. 70 F à 175 F.

Cedar Walton Trio

Ancien Latitude Jazz Club, puis Alliance Jazz Club, le dorénavant All Jazz Club inaugure ses nouveaux locaux avec le pianiste Cedar Walton, fidèle du lieu. L'ancien directeur musical des Jazz Messengers d'Art Blakey combine un swing élégant et une attention particulière aux climats.

All Jazz Club, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30 et 23 heures, les 18 et 21. Tél. : 01-42-60-23-02. 160 F.

Vidéotheque de Paris

Rencontres

Nouveau Forum des Halles - Porte Saint-Eustache (http://www.vdp.fr)

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Le Destin de Youssef Chahine (France-Egypte, 2 h 15), avec Laila Eloui, Mahmoud Hamed, Safia El-Emary. Familles, je vous aime de Bruno Bontzolakis (France, 1 h 18), avec Caroline Trouselet, Yvan Kolnik, Denis Cachelu.

George de la jungle de Sam Weisman (Etats-Unis, 1 h 32), avec Brendan Fraser, Leslie Mann, Thomas Haden Church.

Le Pari de Didier Bourdon et Bernard Campan (France, 1 h 40), avec Didier Bourdon, Bernard Campan, Isabelle Ferron.

Rien ne va plus de Claude Chabrol (France, 1 h 45), avec Isabelle Huppert, Michel Serrault, François Cluzet.

Roseland de James Ivory (Etats-Unis, 1 h 43), avec Teresa Wright, Lou Jacob, Christopher Walken.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris-province sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-08-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

COLMAR Abstractions, France 1940-1965 Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 03-89-20-15-50. 9 heures à 18 heures. Du 19 octobre au 1^{er} mars 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour de 16 heures à 18 heures (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures le dimanche.

L'Économiseur d'après Jules Renard, mise en scène de Marion Biery, avec Raphaëlle Goupilleau, Noémie Kapler, Matthieu Rozé, Gérard Maro.

Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. M^{rs} Montparnasse-Bienvenue. 18 heures et 21 heures, le 18 ; 15 heures, le 19. Tél. : 01-45-48-92-27. 110 F à 190 F.

Dans la compagnie des hommes d'Edward Bond, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonaffé, Carlo Brandt, Jean-Paul Rouillon.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Brin, Paris 20^e. M^{rs} Gambetta. 20 h 30, le 18 ; 15 h 30, le 19. Tél. : 01-44-62-52-110. 110 F à 160 F.

Algerie en écarté d'après vingt-deux auteurs algériens contemporains, mise en scène d'Hélène Dardé, avec Denise Bonal, Linda Chah, Kader Kada et Medjdi Ziouane. Centre culturel Aragon, 24, boulevard de l'Hôtel-de-Ville, 93 Tremblay-en-France. 21 heures, le 18. Tél. : 01-49-63-70-58. 50 F à 120 F.

Les Musiciens du Louvre Heandel : *Le Messie*. Marc Minkowski (direction). Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, Paris 8^e. M^{rs} Miromenil. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-49-53-05-07. 75 F à 400 F.

The Roots Elyse-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{rs} Anvers. 19 h 30, le 18. Tél. : 01-42-31-31-31. 120 F.

En Albanie, aux frontières de la Grèce et de la Turquie, de superbes polyphonies se déclinent en émouvants chants d'amour et nostalgiques chants d'exil. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^{rs} Jussieu. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-40-51-39-14. 80 F et 100 F.

Musiques coréennes Chant lyrique, cithares, flûte et tambour, musiques classiques et populaires exécutées par les musiciens et chanteurs traditionnels les plus renommés de Corée.

Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^{rs} Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-45-44-72-30. 60 F à 110 F.

Manolito y su Trabuco La nouvelle coqueluche de la scène cubaine débarque avec cuivres, cordes et tambours.

Elyse-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{rs} Anvers. 23 heures, le 18. Tél. : 01-42-31-31-31. 120 F.

ANNULATION

Le pianiste Brad Mehldau, hospitalisé à Los Angeles « pour fatigue extrême » a annulé sa tournée en Europe. Le remboursement des places vendues pour les concerts du 27 octobre à la Cité de la musique et du 28 au club le Pêle Mêle s'effectuera aux points de location.

RESERVATIONS

Measure for measure de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig (Festival d'Automne). Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du 4 au 16 novembre. Tél. : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F.

Eclipse par le théâtre équestre Zingero, conception et mise en scène de Bartabas. Fort d'Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaurès, 93 Aubervilliers. A partir du 4 novembre. Tél. : 01-49-67-53-59. 130 F et 220 F.

Dee Dee Bridgewater Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{rs} Alma-Mareau. 20 h 30, les 24 et 25 octobre. Tél. : 01-49-52-50-50. Location Virgin. 154 F à 319 F.

Paco De Lucia Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^{rs} Ternes. 20 h 30, le 26 octobre. Tél. : 01-45-61-53-00. Location Virgin. 242 F et 275 F.

Calvin Russell Théâtre de l'Européen, 5, rue Blot, Paris 17^e. M^{rs} Place-de-Clichy. 20 heures, le 27 octobre. Tél. : 01-43-87-97-13. Location Virgin. 124 F.

26 octobre : César Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^{rs} Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 30 F.

2 novembre : Tadashi Kawamata Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris 13^e. M^{rs} Gare-d'Austerlitz. Tél. : 01-42-17-60-60. De 9 h 30 à 15 h 30 et de 16 h 30 à 19 h 30. Entrée libre.

2 novembre : Amours Fondation Cartier, 251, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^{rs} Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. 30 F.

DERNIERS JOURS

19 octobre : Nathan le sage de Gotthold Ephraim Lessing, mise en scène de Denis Marleau, avec Sami Frey, Aurélien Recoing, Christine Muirillo.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 84 Créteil. Tél. : 01-45-13-19-19. 55 F à 100 F.

19 octobre : La Pluie de feu de Silvina Ocampo, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Marilú Marini. Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. 60 F à 140 F.

FILMS DE LA SEMAINE

GUIDE TELEVISION

FILMS DU JOUR

GUIDE TELEVISION

FILMS DE LA SOIRÉE

18.25 Suez ■
D'Alan Dwan (Etats-Unis, 1936, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéma

20.45 Hot Shots ■
De Jim Abrahams (Etats-Unis, 1991, 85 min).
RTBF 1

23.00 Broken Arrow ■
De John Woo (Etats-Unis, 1996, 104 min).
Canal

23.00 Pièces ■
De Robert Siodmak (France, 1939, N, 115 min).
Ciné Cinéma

23.00 Le Jeune Marié ■
De Bernard Borel (France, 1982, 95 min).
Ciné Cinéma

0.55 Train de nuit pour Munich ■
De Carol Reed (Grande-Bretagne, 1964, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéma

2.30 Adieux ■
De Robert Siodmak (Allemagne, 1939, N, v.o., 70 min).
Ciné Cinéma

2.30 Les Héros-la-lettre ■
De Joseph R. Clark (Etats-Unis, 1962, v.o., 85 min).
Ciné Cinéma

4.40 Waterworld ■
De Kevin Reynolds (Etats-Unis, 1995, 134 min).
Canal

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 T.V. - Le procès de Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Bruno Mazenod, en comédien du 20 heures, Olivier Chabod, pour l'affaire interviewée.
Canal

19.30 Histoire parallèle. Invité : Jacques Tournier.
Arte

20.00 Paris modes prêt-à-porter. Helmut Lang.
Paris Première

20.55 Le Club. Invité : Chahine.
Ciné Cinéma

21.00 Le Magazine de l'Histoire. 17 octobre 1961 : une journée portée disparue. Histoire
France 3

21.45 Metropolis. Franchot à l'heure de la méditation. Teresa Salgueiro, la voix du Portugal. Les agents littéraires. Dialogues sur l'art : les années 80 et les années 90.
Arte

22.05 Supplément détachable. Canal

22.10 Capitain Café. Le Hip Hop.
France Supervision

22.25 Strip-tease. Grand Prix de Wallonie. Chanson de genres.
France 3

23.55 Grain de philo. Nation, nationalité. Invité : Yves Lacoste.
France 3

SPORTS EN DIRECT

22.45 Fin de règne au Vatican. Planète

23.00 Le Vieil homme, le désert et la météorite. Histoire

23.30 Music Planet. Peter Gabriel. Arte

23.30 La Migration des gnomes. Planète

0.25 Femmes, une histoire inédite. [66] La soif de savoir. Planète

19.35 Rugby. Championnat des provinces de Nouvelle-Zélande. Demi-finales. Canal

14.00 Tennis. Tournoi féminin de Zurich. Demi-finales. Eurosport

15.05 Cyclisme. Tour de Lombardie. TSR

15.30 Rugby. Coupe latine. France - Italie, à Asch. France 2

16.30 Tennis. Tournoi féminin de Zurich. Demi-finales. TSR

17.00 Tennis. Tournoi messieurs de Lyon. Demi-finales. Eurosport

19.00 Boxe. Combats à Vienne. Eurosport

SÉRIES

19.00 KYTV. Dieu seul sait (v.o.). Arte

19.05 Beverly Hills. Menace de mort. TF 1

19.05 Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman. Série Club

19.55 FX, effets spéciaux : La Série. Haute volée. Série Club

20.30 Derrick. Fin d'une illusion. RTL 9

20.45 Aux frontières du réel. O Pias jamais. O Régénérations. M 6

20.50 Le Refuge. Les Moutons d'Anatole. France 3

21.00 Profits. Cupid. Canal Jimmy

21.35 Jale Cutler. La mort d'Auguste. Festival

22.00 La Cloche tibétaine. [27] Le cœur de la vieille Chine. Histoire

22.15 L'Épave du Ruy Express. Le chèque. Disney Channel

22.25 Les Anges de la ville. Série Club

22.40 Wild Palms. [66] Arte

22.40 Un cas pour deux. RTL 9

22.40 Inspecteur Morse. Le jour du diable. TMC

0.00 Mission impossible. Reflet. Série Club

0.30 Star Trek : la nouvelle génération. Canal Jimmy

0.55 New York District. Le jour dans la bergerie. France 3

1.20 Schindler. Un week-end chez les Hampton (v.o.). Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

19.15 Hippolyte et Andie, la naissance d'un opéra. France Supervision

19.30 Femmes, elles font bouger le monde. TMC

20.35 Gospel, la voix de l'émancipation. [15] Planète

20.35 Gollies de montagne. TMC

20.45 L'Aventure humaine. Arte

21.00 La Légende des grandes voix filmées. [22] Muzik

21.30 L'Élan. [17] TMC

21.50 Louis I. Khan à Dacca. Planète

22.10 Hollywood et ses Oscars. [18] Ciné Cinéma

MUSIQUE

19.30 Tchernouchenko dirige Rachmaninov. Muzik

20.10 Tchernouchenko dirige Tchaïkovski. Muzik

20.45 Concert Sarskovo : Schubert, Brahms, Beethoven. France Supervision

22.00 Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg. De Wagner. Muzik

23.00 Les Francophiles 1997. Tchaïkovski, Elī Medeiros. France Supervision

23.10 Ben Harper. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.35 L'Affaire Angel Harwell. De Brian Denney. Canal

20.45 Mécomptes sanglants. De Suri Krishnamma. Ciné Cinéma

NOTRE CHOIX

21.00 Histoire
Le Magazine de l'Histoire
17 octobre 1961 : une journée portée disparue
Un document exceptionnel réalisé, en 1992, par Alan Hayling et Philip Brooks. A ne pas manquer, étant donné la méconnaissance quasi générale de l'événement dont il traite : la répression, alors que Maurice Papon était préfet de police de Paris, de la manifestation pacifique qui avait ce jour-là rassemblé quelque 30 000 Algériens contre le couvre-feu qui leur était imposé depuis peu. Bilan officiel : 3 morts, 64 blessés, 11 500 interpellations. Selon les témoignages, la réalité serait plus proche des 200 morts, dont la plupart repêchés - égarés ou tués par balles - les jours suivants dans la Seine. Une amnésie collective et une occultation qui devraient cesser avec la décision, qui vient de prendre la ministre de la Culture et de la Communication, Catherine Trautmann, d'ouvrir les archives concernant cette « journée portée disparue ». - Val. C.
* Autre diffusion : dimanche 19, 18.00.

23.30 Arte
Music Planet : Peter Gabriel
Un artiste protéiforme, curieux de tout, cérébral et généreux. Leader de Genesis pendant la période la plus créative du groupe, auteur en solo d'une poignée d'albums novateurs, Peter Gabriel a toujours pris plusieurs trains d'avance sur ses contemporains. Il a offert un hymne à la mémoire de Steve Biko avant que les autres poussent leur chansonnette pour Mandela. Il fut l'un des premiers à s'intéresser aux musiques ethniques quand le concept de « world music » n'existait pas. Ce passionné des multimedias a tourné des clips, drôles, déroutants, parmi les rares que l'on prend plaisir à revoir.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.05 Beverly Hills.
20.00 Journal.
Résultat des courses, Météo.
20.42 Simple comme...
20.45 Rire en toutes lettres.
23.00 Hollywood Night.
A Affaires très privées à Beverly Hills.
0.30 TF1 multi, Météo.
0.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.
1.10 Histoires naturelles.

FRANCE 2
18.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Force attaque. Arles.
19.30 et 20.40 Tirage du Loto.
19.55 Au son du sport.
20.00 Journal, A Cheval, Météo.
20.50 Faites la fête.
23.20 Du fer dans les épinards. Les défenseurs des animaux en fort top.
0.55 Journal, Météo.
1.10 La 25^e heure. Le pardon.

ARTE

19.00 KYTV.
19.30 Histoire parallèle.
De Gaulle entre en politique.
20.20 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine.
La Belle inconnue : voyages de tous temps.
21.45 Metropolis.
22.40 Wild Palms. [66].
23.30 Music Planet. Peter Gabriel.
0.25 Ballade allemande.
Téléfilm de Tom Toole [28].

M 6
19.05 Turbo.
19.40 Warning.
19.50 Volle.
19.54 6 minutes, Météo.
20.00 Météo 6.
20.05 Hot forme.
20.35 Ciné 6.
20.45 Aux frontières du réel.
O Plus jamais. O Régénérations.
22.45 Crash.
Téléfilm O de Lamont Johnson.
0.15 La Nuit de la pub.

FRANCE 3

18.50 et 1.40 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.30 Météo.
20.05 Ça s'il la chante.
20.35 Tout le sport.
20.50 Le Refuge. Les Moutons d'Anatole.
22.25 Strip-tease.
Grand Prix de Wallonie.
Chanson de genres.
23.40 Soir 3.
23.55 Grain de philo.
Nation, nationalité.
Actualité de la philo.
0.55 New York District.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.35
19.00 T.V.
Le procès de Patrick Poivre d'Arvor.
20.05 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 L'Affaire Angel Harwell.
Téléfilm de Brian Denney.
22.05 Supplément détachable.
22.55 Flash Infos.
23.00 Broken Arrow ■
Film de John Woo.
0.45 Basket-ball.
Tournoi de Paris-Bercy (finale).

FILMS DU JOUR

17.25 La Symphonie pastorale ■
De Jean Delannoy (France, 1946, N, 105 min).
Ciné Cinéma

17.50 Marie Stuart, reine d'Écosse ■
De Charles Jarrot (Grande-Bretagne, 1971, 139 min).
Ciné Cinéma

18.00 Casper ? ■
De Brad Silberling (Etats-Unis, 1995, 85 min).
Ciné Cinéma

20.30 Train de nuit pour Munich ■
De Carol Reed (Grande-Bretagne, 1964, N, v.o., 95 min).
Ciné Cinéma

20.30 Pink Cadillac ■
De Buddy Van Horn (Etats-Unis, 1989, 135 min).
RTL 9

20.35 Pionette ■
De Jacques Doulon (France, 1996, 95 min).
Canal

20.35 La Brigade du diable ■
D'Andrew McLaglen (Etats-Unis, 1988, 135 min).
TMC

20.45 La Crise ■
De C. Serreau (F, 1992, 105 min).
TF 1

20.45 Dernier domicile connu ■
De José Giovanni (France, 1969, 95 min).
Arte

21.00 Françaises ■
De Claude Lelouch (Etats-Unis, 1982, v.o., 140 min).
Paris Première

21.00 Complot de famille ■
D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, 120 min).
Ciné Cinéma

22.05 Cinquante colonnes ■
D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1942, v.o., 110 min).
Ciné Cinéma

22.30 Nashville Lady ■
De Michael Apted (Etats-Unis, 1980, 120 min).
TMC

22.35 Une femme à sa fenêtre ■
De Pierre Granier-Deferre (France, 1978, 95 min).
TV 5

22.40 Obsession fatale ■
A De Jonathan Kaplan (Etats-Unis, 1992, 115 min).
TF 1

23.00 Le Fantôme de Millbrae ■
De John Irvin (Etats-Unis, 1982, v.o., 110 min).
Ciné Cinéma

23.00 Ludwig II - Le Crésus des dieux ■
De Luciano Visconti (Italie - Allemagne, 1952, v.o., 140 min).
Muzik

23.50 Un papillon sur l'épaule ■
De Jacques Dery (France, 1978, 100 min).
Arte

23.55 Le Padlock ■
Mais pourquoi ?
De Pierre Colombar (France, 1931, N, 40 min).
Ciné Cinéma

0.15 Les Amateurs de la Santé ■
De Pierre Colombar (France, 1933, N, 105 min).
RTL 9

0.35 Suez ■
De Pierre Colombar (Etats-Unis, 1938, N, v.o., 100 min).
Ciné Cinéma

0.40 Le Procès Paradine ■
D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1947, v.o., 110 min).
France 3

0.50 Cry Freedom ■
De Richard Attenborough (Etats-Unis, 1987, v.o., 150 min).
Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.45 et 13.30 Polémiques. Invité : Jean-Claude. France 2

18.30 Le Grand Jury RTL - Le Monde. Nicolas Sarkozy. LCI

20.00 Spécial procès Papon. Histoire

23.15 Dimanche soir. Invité : Jean-Pierre Chevènement. France 3

DOCUMENTAIRES

18.55 Fin de règne au Vatican. Planète

19.00 Le Vieil homme, le désert et la météorite. Histoire

19.15 La Cathédrale Saint-Julien. France Supervision

19.30 Maestro. Les Grands Chefs en répétition. [18] Les grands Salomon répète La Mer. Arte

19.30 La Double Vie de Dona Ermeinda. TMC

19.40 La Migration des gnomes. Planète

20.35 Femmes, une histoire inédite. [66] La soif de savoir. Planète

21.00 Lignes de vie. Dans le secret des lycées. Vers le 21^e siècle. TV 5

22.00 Le Musée d'Orsay. [66]. Histoire

22.20 Venturini... dit Lino. Arte

22.35 Lignes de vie. Dans le secret de l'immobilier. France 2

22.50 Hallier c'est fou. M 6

23.00 Un peuple pris en otage. Tagikistan. Planète

23.40 Paul Eluard à Grenade. Planète

0.35 Mécanique vivante. Planète

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Tournoi féminin de Zurich : finale. Eurosport

17.00 Tennis. Tournoi messieurs de Lyon : finale. France 3

MUSIQUE

19.15 La Sérénade n° 12 de Mozart. Muzik

19.45 Messe de la Sainte Cécile de Haydn. Muzik

NOTRE CHOIX

22.35 France 2
Lignes de vie : Dans le secret de... l'immobilier
La pierre dans la mare

LA CRISE DE L'IMMOBILIER ? Très simple. Le téspectateur aura soudain l'impression d'y voir clair en eau trouble. Mais le document impide réalisé par Jacques Cotta et Pascal Martin n'est pas simpliste. Il répond aux principales questions qui se posent au sujet d'un secteur économique fort riche en scandales, avec d'autant plus d'efficacité qu'il donne la parole aux acteurs. Ainsi un promoteur, un banquier, un syndicat passent-ils aux aveux.

Le banquier raconte comment « toutes » les banques se sont lancées dans la vertigineuse spéculation des années 80 et ont continué de l'alimenter en dépit des avertissements. Et d'ajouter : « Curieusement, ce n'est pas le client [promoteur, marchand de biens] qui allait vers la banque, mais le contraire. » Un marchand de biens confirme l'étendue de cette folie de la pierre. Il reconnaît avoir, en 1988, obtenu de sa banque la somme nécessaire pour acheter un immeuble, 27 millions de francs, en présentant une lettre d'accord d'un futur acheteur, prêt à débours 45 millions. Un gain quasi immédiat de 20 millions, « hors taxes ». Aujourd'hui, après l'effondrement des prix, il admet : « Nous avons tué la poule aux œufs d'or. Les particuliers n'avaient plus les moyens de payer le prix des logements qu'on leur proposait. » Éléments, après coup.

Les banques et les compagnies d'assurances ont beaucoup perdu, mais observent à présent, à l'égard de leurs clients, une rigueur qu'elles ne s'imposaient pas avant la débâcle, dont elles sont grandement responsables. Une rigueur qui pousse certains au désespoir. Imperturbable, un autre banquier explique : « Ce n'est pas parce qu'on a perdu de l'argent en prêtant à Pierre qu'il faut aussi en perdre en prêtant à Paul. » Quant au syndicat, démasqué pour sa très coûteuse gestion d'un grand ensemble, il avoue la pratique généralisée de surfacturations et commissions illicites pour le financement de partis politiques.

Une émission citoyenne.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.20 Walker, Texas Ranger.
14.10 Les Dessous de Palm Beach.
15.05 Le Rebelle.
15.55 Rick Hunter, inspecteur choc.
16.50 Disney Parade.
18.00 Vidéo Gap.
18.30 30 millions d'amis.
19.00 Pionette.
19.05 Les Amateurs de la Santé.
De Pierre Colombar (France, 1931, N, 40 min).
Ciné Cinéma

0.15 Les Amateurs de la Santé ■
De Pierre Colombar (France, 1933, N, 105 min).
RTL 9

0.35 Suez ■
De Pierre Colombar (Etats-Unis, 1938, N, v.o., 100 min).
Ciné Cinéma

0.40 Le Procès Paradine ■
D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1947, v.o., 110 min).
France 3

0.50 Cry Freedom ■
De Richard Attenborough (Etats-Unis, 1987, v.o., 150 min).
Ciné Cinéma

LA CINQUIÈME/ARTE

19.45 Ca cartoon.
20.35 Pionette ■
Film de Jacques Doulon.
22.15 L'Équipe du dimanche.
0.44 Pin-up.
0.45 Anna Oz.
Film d'Eric Rochant.

13.20 Les Yeux de la découverte.
14.00 A Fure Ra.
15.00 Acre : l'Amazonie oubliée.
16.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
16.25 Le Sens de l'Histoire.
Jean-Marcel Jeanneney.
17.50 Le Journal du temps.
18.00 La Pompe sanglante.
Feuilleton de Marcel Cravenne [66].
19.00 Cartoon Factory.
19.30 Maestro.
Les grands chefs en répétition.
[18] Les grands Salomon répète La Mer.
De Claude Debussy.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique.
Lino Ventura.
20.45 Dernier domicile connu ■
Film de José Giovanni.
22.20 Ventura... dit Lino.
Documentaire de Cécile Ventura.
23.50 Un papillon sur l'épaule ■
Film de Jacques Dery.
1.30 Metropolis.

FRANCE 2

13.30 et 16.00 Dimanche Martin.
15.10 Le Client.
16.50 Naturellement.
17.50 Stade 2.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Dunderberg Co.
19.30 Star's Co.
20.00 Journal, A Cheval, Météo.
20.50 Le Grand Batare.
[69] Les Hautes Herbes.
22.35 Lignes de vie.
Dans le secret de l'immobilier.
23.35 Journal, Météo.
23.50 Musiques au cœur.
Le voyage à... Royanmont.
1.05 Tennis.

FRANCE 3

13.00 Les Zhorins de l'espace.
13.20 Les Quatre Dromadaires.
14.14 Keno.
14.20 Magnum.
15.10 Sports dimanche.
15.15 Tirce à Longchamp.
15.40 et 17.00 Tennis.
Tournoi Messieurs de Lyon.
16.00 Basket-ball.
Tournoi de Paris-Bercy.
17.25 Corky, un adolescent pas comme les autres.
18.15 Va savoir.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.00 Météo.
20.10 Mister Bean.
20.35 Tout le sport.
20.50 Derrick.
Des gens comme il faut.
Fatale héritage.
21.55 Un cas pour deux.
Fatale héritage.
23.05 Soir 3.
23.15 Dimanche soir.
Invité : Jean-Pierre Chevènement.
0.40 Le Procès Paradine ■
Film d'Alfred Hitchcock (v.o.).

CANAL +

En clair jusqu'à 14.00
13.35 La Semaine des Guignols.
14.00 Dimanche en famille.
14.05 L'Enfant perdu.
Téléfilm de Christian Faure.
15.40 Reboot III.
16.05 Blake et Mortimer.
Le mystère de la Grande Pyramide.
16.50 Le Retour des manchots de Magellan.
17.15 Rayman 5.
18.00 Casper ■
Film de Brad Silberling.
En clair jusqu'à 20.35
19.35 et 22.10 Flash Infos.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Libre examen.
19.15 For intérieur. Sylvie Dobelet.
20.05 Laissez-passer.
20.35 Le Temps de la danse.
Rencontre avec Hervé Robbo.
21.00 Atelier de création radiophonique.
Cuba, par Kyo Morley.
22.25 Poésie sur parole.
22.35 Le Concert.
Transcontinentales.
La Michèle Hemericks Quintette.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien.
Rencontres de Villacoublay (1).
20.30 Concert international.
Prom's. Ensemble à vent de l'Orchestre symphonique de Birmingham.
Œuvres de Mozart.
22.00 Voix soyeuses.
Renée Dorla, soprano.
23.07 Transversale.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique.
Bois Godounov, de Moussorgski, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra du Festival de Sofia, dir. Tchakarov.
21.50 Chaliapine chante Boris.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément du dimanche-matin, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code Show/Info - ceux de la télévision afin qu'une sélection des programmes de câble et du satellite.

LES CODES DU CSA :

0 Accord parental souhaitable
1 Accord parental indispensable
2 Interdit aux moins de 12 ans
3 Public adulte
4 Interdit aux moins de 16 ans
5 Les programmes complètes de la radio et - accompagnés du code Show/Info - ceux de la télévision afin qu'une sélection des programmes de câble et du satellite.

■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Principe

par Pierre Georges

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, vient de décider la résiliation immédiate d'un abonnement souscrit par la Bibliothèque nationale de France au quotidien d'extrême droite *Présent*. Et cette décision fait évidemment polémique.

L'abonnement avait été vécu comme une provocation par le syndicat CFDT de la BNF s'inquiétant, en mai, de « l'introduction de titres militants incitant à la haine raciale et à la xénophobie » dans une salle de lecture consacrée « à la presse d'actualité générale ». Le désabonnement est dénoncé, ici et là, comme une atteinte au pluralisme, une faute ou un calcul politique et un acte de censure (lire aussi page 6).

Rituel parfaitement classique autour du classique débat : pas de liberté pour les ennemis de la liberté, ou supposés tels. Et pour autant, nous semble-t-il, fausse manœuvre qui aboutit à adopter les pratiques de l'adversaire pour mieux le contraindre. Car voici établie une sorte de guerre des bibliothèques, de guérilla des mots et des écrits, interdit contre interdit, censure indirecte contre censure indirecte. Le journal *Présent* se défend d'être l'organe officiel du Front national. Il ne fait que lui apporter son « soutien à 100 % » comme le rapportait Olivier Biffaud, dans une longue enquête, publiée dans *Le Monde*, le 29 mai 1990.

Or l'on sait et l'on voit chaque jour le comportement « bibliothécaire » des édiles du Front national dans les municipalités conquises. Dans son édition d'hier, *Le Monde* consacrait précisément une page au sujet : licenciement de la directrice à Marignane, achats répétés, ici et là, d'ouvrages d'extrême droite, censure sur les mauvais auteurs, désabonne-

ments sur des organes de presse politiquement « licencieux ».

Face à ces abus, justement dénoncés, le ministère de la culture dit élaborer un projet de loi pour « responsabiliser les bibliothécaires et garantir le pluralisme ». Et voilà pourquoi, sur ce dernier point, l'initiative de Catherine Trautmann de proscrire hors le dépôt légal, *Présent* de la BNF paraît bien contradictoire avec le principe énoncé.

Philippe Séguin a évidemment souligné, jusqu'à la caricature d'un « autodafé » présumé, cette contradiction. Et le quotidien *Présent*, dans son éditorial du 18 octobre, crie à la censure, qualifiant M^{me} Trautmann de « ministre de la culture bottée et de la communication ».

Ce sont des experts qui parlent. Car, ayant écrit ce qu'on écrit, on se sent d'autant plus libre pour rafraîchir la mémoire des censures de *Présent*. Le directeur de cette publication, Jean Madiran, fut sous l'Occupation, comme le rappelle Olivier Biffaud, un collaborateur zélé de *L'Action française*, journal de la « révolution nationale ». Et voici précisément ce qu'il écrivait sur le sujet : « Certains livres, certains auteurs, certaines idées n'ont plus droit de cité parmi nous. Il ne leur sera pas permis de lever le petit doigt ou de montrer le bout du nez, sans que fonde sur eux une avalanche de critiques, d'invectives, de violences, l'obstruction par tous les moyens s'il le faut ».

Ainsi écrivait naguère Jean Madiran sous son vrai nom de Jean Arfel. Et, puisque nous en sommes en plein procès Papoo, citons-le encore. *L'Action française*, août 44 : « Le juif souffre par où il a péché, tandis que le Français souffre par où il a l'air de pécher le juif ». Voilà pour ce qui est vraiment de la culture bottée et gommée !

Demande de levée d'immunité parlementaire contre le sénateur Xavier Dugoin

Le président RPR du conseil général de l'Essonne soupçonné de trafic d'influence

LE JUGE d'instruction du tribunal d'Evry (Essonne) Jean-Marie d'Éry a demandé la levée de l'immunité parlementaire de Xavier Dugoin, sénateur (RPR) et président du conseil général de l'Essonne. Dernier épisode en date de l'enquête sur les salaires fictifs versés à des proches de M. Dugoin, ouverte en juillet 1996, cette requête vise à permettre l'incarcération de l'élu ou son placement sous contrôle judiciaire. L'ordonnance du juge, transmise ces derniers jours au parquet d'Evry, doit encore être adressée, via le parquet général de la cour d'appel de Paris, au bureau du Sénat, qui se prononcera en dernier ressort. Rarement utilisée depuis la réforme du code pénal, qui autorise sans accord préalable des Assemblées la mise en examen de leurs membres, cette procédure est engagée dans les cas où l'enquête révèle des faits particulièrement graves.

L'affaire des salaires fictifs concerne essentiellement trois proches de Xavier Dugoin, soupçonnés d'avoir été rémunérés par deux filiales du groupe de bâtiment

Parachini, omniprésent dans le département, Locosud et la Société d'investissement et de commercialisation (SIC). L'ancien directeur adjoint du cabinet du président du conseil général, Marie Baca, a été mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux », pour avoir perçu un salaire de 20 000 francs de la SIC durant six mois, avant les élections cantonales de 1994. Jean-Louis Campredon, vice-président (RPR) du département et Frank Marlin, député (RPR) et maire d'Étampes, ont respectivement perçus, entre 1991 et 1993, 300 000 et 255 000 francs pour des prestations apparemment fictives. M. Marlin aurait reconnu le caractère illégal de ces versements et l'existence d'une entente entre les élus et certaines entreprises.

Mais cette demande de levée d'immunité semble surtout motivée par les découvertes effectuées par les enquêteurs dans l'affaire du « manuel de corruption » saisi au domicile d'Alain Josse, ancien maire (RPR) de Moutgeron (Essonne). Jointe à celle sur les salaires fictifs, cette instruction aurait permis de

mettre en évidence un véritable système de trafic d'influence au centre duquel se trouverait le chef du département, Xavier Dugoin.

Ce document est un sorte de mode d'emploi de la corruption à l'usage des élus RPR de l'Essonne. Huit sociétés, dont Parachini, y sont citées, réparties entre celles « travaillant avec le département » et celles « liées avec la fédération ». L'adresse et les coordonnées téléphoniques de M. Dugoin y figurent, mais ce dernier a toujours démenti avoir un quelconque lien avec cette liste (*Le Monde* du 9 novembre 1996).

Selon l'enquête, depuis 1983, près de 7 millions de francs seraient sortis des caisses de la SIC, par le biais de fausses factures, et versés sur les comptes de plusieurs élus du département. En contrepartie, les entreprises semblent avoir pu compter sur un certain nombre d'attributions des marchés publics de l'Essonne. Entre 1990 et 1992, Locosud a ainsi multiplié par dix ses bénéfices.

Jacques Follorou

Le « déplombage » de l'eau va coûter 120 milliards de francs

LES NOUVELLES normes européennes sur l'eau potable, adoptées par le conseil des ministres européens de l'environnement à Luxembourg, vont coûter 120 milliards de francs à la France.

La nouvelle directive sur l'eau destinée à la consommation humaine vise à faire baisser la teneur de plomb de 50 microgrammes (ug/l) par litre à 25 ug/l en cinq ans et 10 ug/l en quinze ans. Cette période sera prolongée de neuf ans dans certains cas.

La directive était en discussion depuis deux ans, et la France s'y était opposée jusque-là. « Cette mesure est justifiée du point de vue sanitaire en particulier pour la protection des populations les plus sensibles : nourrissons, femmes enceintes », a expliqué le ministre de l'environnement. « En France, elle implique la rénovation des réseaux de canalisations (en plomb) – en grande partie privés – et un effort financier qui s'élèverait au total à 120 milliards de francs. Le remplacement des canalisations privées s'étalera dans le temps », ajoute le ministre de l'environnement.

"EN FRANCE, 320.000 PERSONNES REÇOIVENT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX."

En décembre collectivement le Prix Nobel de la Paix 1997 à la Campagne Internationale pour Interdire les Mines Antipersonnel*, et sa coordinatrice Jody Williams, le jury a voulu honorer un réseau de plus de 1.000 associations issues de près de 60 pays, et saluer ainsi l'émergence d'un mouvement de citoyenneté à l'échelon de la planète.

Le Prix Nobel de la Paix revient à chacune d'elles, à chaque individu qui exprime son refus de cette arme, non sans risque dans certains pays.

En France, vous êtes déjà 320.000 à soutenir un mouvement qui s'amplifie chaque jour. Et nous devons être plus nombreux encore à exiger, tous ensemble, que le Gouvernement tienne sa promesse : celle d'une Loi d'interdiction totale de cette arme d'ici la fin de l'année.

En votant cette Loi avant la signature prévue du Traité d'Ottawa, en décembre, le pays des Droits de l'Homme serait la première grande puissance à s'appliquer le contenu du Traité à elle-même.

En occupant ainsi le terrain de la responsabilité politique, la France affirmerait aux yeux du monde que l'interdiction de cette arme est irréversible. Suivant cet exemple, de nombreux pays, qui hésitent encore à signer le Traité d'Ottawa surmonteraient alors la défiance des États-majors à se priver de cette arme de prétendue "protection", qui tue ou mutilé 26.000 civils chaque année.

Alors seulement, les droits des populations à vivre en paix, à cultiver leur terre pour survivre, cesseront un jour d'être bafoués par ces "déchets" de la guerre.

HANDICAP INTERNATIONAL
Vivre debout

Co-fondateur et membre du Comité de pilotage de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines Antipersonnel, Prix Nobel de la Paix 1997.

Campagne INTERNATIONALE POUR INTERDIRE LES MINES

POUR DIRE "NON" AUX MINES ANTIPERSONNEL

Handicap International : 14 avenue Berthelot, 69361 LYON CEDEX 07

Minitel : 3615 HANDICA

Site web : <http://www.handicap-international.org>

*Coordonnée par Jody Williams, co-lauréat du Prix Nobel de la Paix, la Campagne Internationale pour Interdire les Mines Antipersonnel a été créée en 1992 par six associations : Handicap International (France et Belgique), Human Rights Watch/Arms Project (États-Unis), Medico International (Allemagne), Mines Advisory Group (Grande Bretagne), Physicians for Human Rights (États-Unis) et Vietnam Veterans of America Foundation (États-Unis). Le Comité de Pilotage s'est enrichi en 1996 de la Campagne Africaine pour Interdire les Mines, la Campagne Camerounienne pour Interdire les Mines, la Campagne Kenyane pour Interdire les Mines, la Campagne Sud-africaine pour Interdire les Mines et Radda Barnen/Save the Children (Suède).

Le lancement d'Ariane-5 à nouveau reporté

PRÉVU pour le 28 octobre, le lancement du deuxième exemplaire de la fusée européenne Ariane-5 a été reporté d'une durée estimée « entre quelques jours et une semaine » ont annoncé conjointement l'Agence spatiale européenne (ESA) et le Centre national d'études spatiales (CNES), vendredi 17 octobre. Cette décision fait suite à la découverte d'une anomalie sur les fixations des canalisations du moteur Vulcain des lanceurs Ariane 503 et 504, actuellement en cours de montage à l'usine des Mureaux (Yvelines) d'Aérospatiale. Il a donc été décidé de vérifier l'état de ces fixations sur le lanceur 502, à Kourou (Guyane). Annoncé pour mi-avril, puis juillet et enfin septembre, le second tir de qualification de cette nouvelle fusée n'a cessé d'être repoussé depuis l'échec du premier exemplaire, qui avait explosé en vol 37 secondes après sa mise à feu, le 4 juin 1996.

Annulation de soirées techno

POUR LES FANS de techno, les week-ends se suivent et se ressemblent. La soirée d'ouverture du Mix Move 97, qui devait avoir lieu samedi 18 octobre à l'Espace événement à la Plaine-Saint-Denis, a été annulée. Le propriétaire du lieu, la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris, aurait pris peur en découvrant dans un quotidien que ce spectacle réunissant plusieurs DJ et artistes techno était annoncé comme une « mega-rave ». Le Mix Move, salon de la « génération mix », aura tout de même lieu Porte de Versailles les 19, 20 et 21 octobre. Vendredi 17 octobre, la Compagnie des entrepôts avait également annulé le concert de Daft Punk, le plus populaire des groupes de techno français. Le même jour, c'est une soirée prévue au Carrousel du Louvre qui a été annulée au dernier moment sur interdiction de la Préfecture de police.

DÉPÊCHES

■ **CIRCULATION** dans une lettre adressée à Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste et apparentés du Conseil de Paris, suggère l'instauration de la circulation alternée à Paris dès le niveau 2 d'alerte à la pollution de l'air. Les socialistes proposent aussi d'instaurer « une visite médicale annuelle en milieu scolaire, spécifiquement consacrée aux pathologies liées à la pollution » et reprennent l'idée de navettes électriques pour la circulation des touristes.

■ **BANDITISME** : trois hommes soupçonnés d'être les auteurs de la fusillade de la SERNAM, rue de la Chapelle à Paris, ont été interpellés par les policiers de la Brigade de répression du banditisme (BRB) et se trouvaient toujours en garde à vue, samedi matin 18 octobre. Deux convoyeurs avaient été tués, le 9 octobre, lors de l'attaque manquée d'un fourgon de transport de fonds.

■ **ENVIRONNEMENT** : les travaux de construction de l'un des plus grands murs antibruit de France viennent de débuter à Bondy et Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) sur un tronçon commun aux autoroutes A3 et A 86. Il sera long de 2,4 km, et s'accompagnera de travaux d'élargissement des voies, rendus nécessaires par le boudage, en janvier prochain, de l'autoroute A86 entre Bobigny et Drancy.

■ **GENERALI** : le conseil des marchés financiers (CMF) a prononcé vendredi 17 octobre la recevabilité de l'offre de l'assureur italien Generali sur la totalité des titres AGF. La commission de contrôles des assurances, le comité des établissements de crédit et le ministère de l'économie doivent approuver cette opération avant que la COB ne donne son visa. La cotation des titres AGF suspendue depuis lundi 13 octobre reprendra le 20 octobre.